

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES
Actions de Droit Commun

sous le régime de la loi du 9 avril 1898

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le vendredi 3 novembre 1911, à 3 h.

PAR

E. TOLLARD

Président : M. R. JAY.

Suffragants : { MM. DESCHAMPS, }
CAPITANT, } *professeurs*

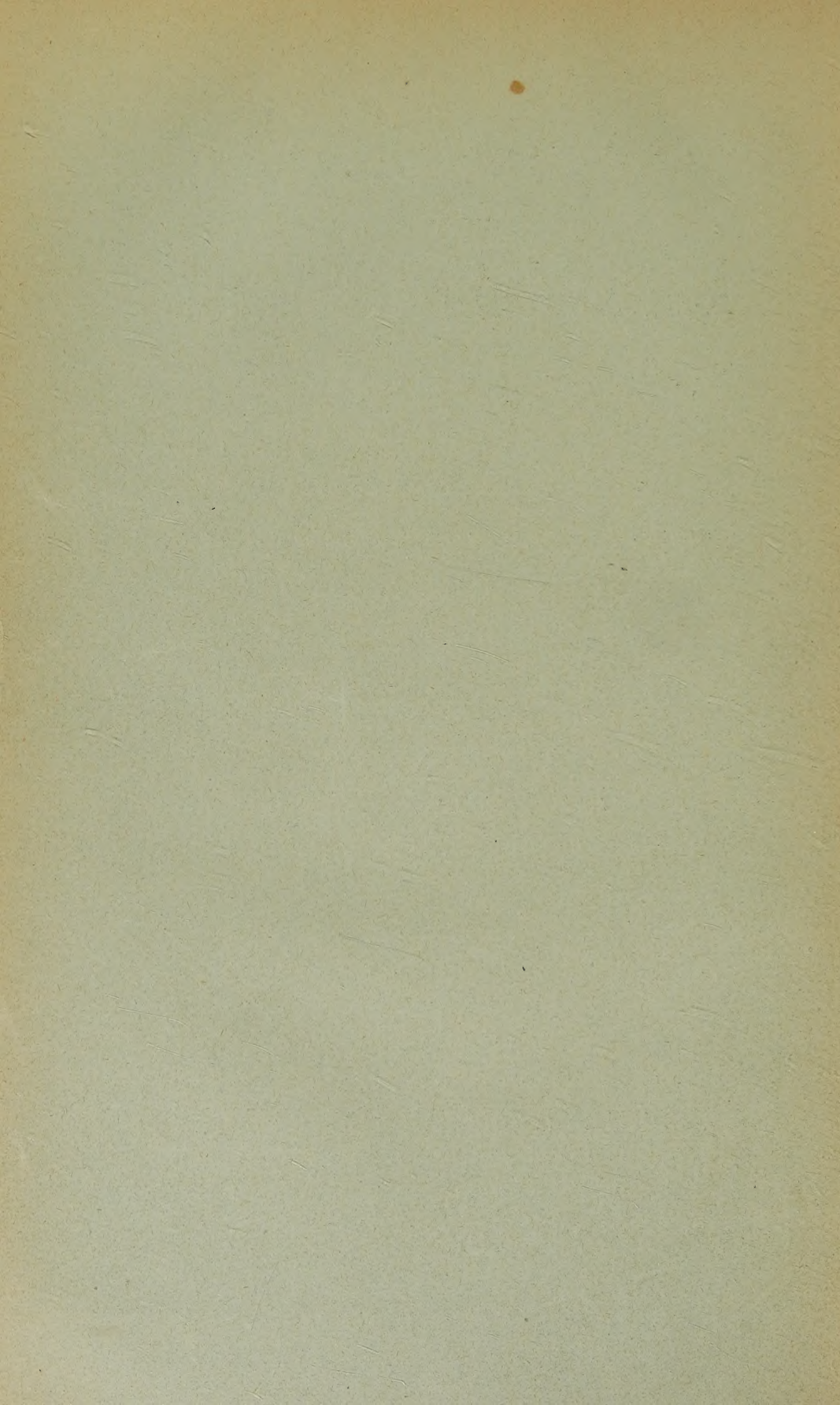
PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911





THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES
Actions de Droit Commun

sous le régime de la loi du 9 avril 1898

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le vendredi 3 novembre 1911, à 3 heures

PAR

E. TOLLARD

Président : M. R. JAY.

Suffragants : { MM. DESCHAMPS, }
CAPITANT, } *professeurs*



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

Ad. Sachet. — Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail, 5^e édit., 1909, 2 vol.

— Traité théorique et pratique de la législation sur les retraites ouvrières, 1911.

Loubat. — Traité sur le risque professionnel, 3^e édit., 1906, 2 vol.

Paul Page. — Manuel des accidents du travail, 1905.

J. Cabouat. — Traité des accidents du travail. *Lois nouvelles*, 1901, 2 vol.

André et Guibourg. — Le Code du travail annoté. Le Code ouvrier.

Saieilles. — Les accidents du travail et la responsabilité civile, 1897.

M. Sauzet. — La responsabilité des patrons. *Revue critique*, 1883.

Saintelette, — Responsabilité et garantie. Bruxelles, 1884.

Pandectes françaises. — 57^e vol. V^o *Travail*, 1905.

— V. aussi les débats au *Journal officiel*, et notamment dans les *Documents parlementaires*.

Chambre. — 11 février 1882, p. 357. Exposé des motifs et proposition de M. Félix Faure.

Chambre. — 28 mars 1882, p. 1008. Rapport de M. Alfred Girard et proposition de loi de la commission.

Chambre. — Mars 1884, p. 250. Rapport de MM. Alfred Girard et Martin Nadaud, députés.

Chambre. — Novembre 1887, n^o 2150. Rapport de M. Duché au nom de la Commission.

Sénat. — Session ordinaire de 1889, p. 21. Rapport de M. Tolain.

Sénat. — Session ordinaire de 1890. Rapport de M. Bondoux.

Chambre. — Session ordinaire de 1892, p. 301. Rapport de M. Ricard.

Sénat. — Session ordinaire de 1895, p. 268. Rapport de M. Thévenet.

— V. en outre les références indiquées au texte.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552028_0012

DES ACTIONS DE DROIT COMMUN

SOUS LE RÉGIME DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898

INTRODUCTION

Pendant les quelques années qui suivirent le vote de la loi du 9 avril 1898 concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, l'interprétation des nombreuses règles toutes nouvelles qu'elle posait donna lieu pour beaucoup d'entre elles à une grande incertitude. La cause en était tant dans l'obscurité de certains passages de cette loi forcément imparfaite, que dans la déroute où se trouvait jeté l'esprit des commentateurs dont les principes juridiques étaient complètement bouleversés par la nouveauté des règles posées par cette loi en matière de responsabilité.

Puis, peu à peu, sous les efforts combinés du législateur — qui par trois fois retoucha son ouvrage — et du juge — dont l'œuvre, en cette matière, fut immense et déci-

sive — la clarté se fit dans ces dispositions d'abord si embarrassantes, et leur interprétation se fixa de jour en jour avec plus de certitude. Actuellement, on peut dire que la plupart des questions de principe auxquelles donne lieu l'application de la loi du 9 avril 1898 ont été nettement résolues, tout au moins les plus importantes, et sont tranchées sans hésitation par les tribunaux.

Cependant, il existe entre autres un point sur lequel l'accord n'a pu se faire, tant dans les différentes décisions de jurisprudence prononcées à ce sujet que dans les opinions émises par les auteurs d'ouvrages de doctrine : je veux parler du conflit encore possible entre les actions exercées en vertu de la loi spéciale sur les accidents du travail et celles exercées en vertu du droit commun, conflit dont la solution se trouve être dans la réponse qu'il y a lieu de faire à cette question : *Dans quelle mesure la loi du 9 avril 1898 a-t-elle dérogé au droit commun en ce qui concerne l'exercice des actions auxquelles peut donner lieu la réparation d'un accident du travail ?*

J'ai cherché si les solutions qui avaient été données ou proposées par la jurisprudence ou les auteurs permettaient de dégager une théorie directrice sur laquelle on pût se guider pour résoudre éventuellement les cas nouveaux qui pourraient se présenter ; mais je me suis trouvé devant une telle contrariété d'opinions que j'ai dû quitter le but que je m'étais proposé, non sans m'être rendu compte, toutefois, que ces contradictions provenaient uniquement d'une interprétation arbitraire de la loi de

1898, laquelle, en ne s'exprimant pas catégoriquement, sur ce point, n'offrait aucune base ferme où l'on pût construire une théorie.

Mais si l'on ne peut trouver dans le texte même de la loi les éléments suffisants pour nous faire connaître nettement la volonté du législateur, il reste cependant un procédé très sûr, et tout à fait important, qui nous permettra de pénétrer ses intentions ; c'est l'étude historique des discussions auxquelles donna lieu le vote de la loi du 9 avril 1898, c'est étudier par quelle suite d'idées, et pour quels motifs, le législateur, placé alors en face du régime posé par les articles 1382 et suivants du Code civil pour la réparation des dommages causés par toutes sortes d'accidents, est arrivé peu à peu à chercher un système de réparation spécial aux accidents du travail, en dehors du droit commun ; puis, l'ayant trouvé, à admettre concurremment l'exercice de ce nouveau système avec celui du droit commun (dans les rapports entre les ouvriers et les patrons) ; pour en arriver enfin au dernier terme de son évolution, à exclure non seulement l'application de ces articles 1382 et suivants, mais encore celle de toute autre disposition étrangère au système adopté.

Ce résultat se trouve en effet proclamé dans la loi du 9 avril 1898 aux articles 2, 7 et 30. Voici le texte de ces différents articles :

« ART. 2. — *Les ouvriers et employés désignés à l'article précédent* (c'est-à-dire ceux appelés à bénéficier du risque professionnel) *ne peuvent se prévaloir à raison des accidents*

dont ils sont victimes dans leur travail d'aucune disposition autre que celles de la présente loi.

« Ceux dont le salaire dépasse deux mille quatre cents francs (2.400) ne bénéficient de ces dispositions que jusqu'à concurrence de cette somme. Pour le surplus, ils n'ont droit qu'au quart des rentes stipulées à l'article 3, à moins de conventions contraires élevant le chiffre de la quotité. »

« ART. 7. — Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime ou ses représentants conservent contre les auteurs de l'accident *autres que le patron et ses ouvriers et préposés* le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun. L'indemnité qui leur sera allouée exonérera à due concurrence le chef de l'entreprise des obligations mises à sa charge. Dans le cas où l'accident a entraîné une incapacité permanente ou la mort, cette indemnité devra être attribuée sous forme de rente servie par la Caisse nationale des retraites. En outre de cette allocation sous forme de rente, le tiers reconnu responsable pourra être condamné soit envers la victime, soit envers le chef de l'entreprise, si celui-ci intervient dans l'instance, au paiement des autres indemnités et frais prévus aux articles 3 et 4 ci-dessus. Cette action contre les tiers responsables pourra même être exercée par le chef de l'entreprise, à ses risques et périls, au lieu et place de la victime ou de ses ayants droit, si ceux-ci négligent d'en faire usage. »

« ART. 30. — *Toute convention contraire à la présente*

loi est nulle de plein droit. Cette nullité, comme la nullité prévue au 2^e alinéa de l'article 16 et au 3^e alinéa de l'article 19, peut être poursuivie par tout intéressé devant le tribunal visé auxdits articles. Toutefois dans ce cas l'assistance judiciaire n'est accordée que dans les conditions de droit commun.

Encore que les articles 2 et 30 concourent tous deux au même résultat, qui est de proscrire, dans les rapports juridiques entre ouvriers et patrons nés à l'occasion d'un accident du travail, tout élément étranger à la présente loi, il y a néanmoins entre eux deux une différence d'objet assez facile à saisir : tandis, en effet, que l'article 2 a pour but de mettre les patrons à l'abri des réclamations que pourraient formuler contre eux les ouvriers blessés se basant, lorsqu'il leur serait plus favorable, sur le droit commun, et semble donc être écrit en faveur des chefs d'entreprise, l'article 30 au contraire, en prohibant les conventions contraires à la présente loi, vise certainement les contrats qui auraient pu intervenir pour décharger le patron d'une partie tout au moins de sa responsabilité, et paraît donc établi pour protéger l'ouvrier soit contre son ignorance, soit contre son infériorité économique.

Toutefois, il n'est pas impossible de supposer que, dans certaines espèces, les rôles soient intervertis, et qu'un patron puisse bénéficier d'une clause écrite en faveur d'un ouvrier ou réciproquement.

Cette étude est divisée en deux parties : la première est

consacrée à l'histoire de la loi du 9 avril 1898, depuis son origine jusqu'à son vote définitif, envisagée surtout dans ses rapports avec le droit commun. J'y rappelle les discours qui ont été prononcés à ce sujet dans les deux Chambres, ainsi que les rapports des commissions.

Dans la seconde partie, j'applique les renseignements et les données ainsi obtenus à la solution des différentes questions qui peuvent se poser, en comparant, lorsque cela est possible, mes réponses avec celles données par les auteurs ou la jurisprudence.

PREMIÈRE PARTIE

AVANT-PROPOS

L'étude historique de la loi du 9 avril 1898, depuis sa conception première jusqu'à son adoption définitive, peut être divisée en trois périodes bien distinctes, théoriquement du moins.

I. — Les remèdes d'abord proposés pour pallier aux terribles conséquences des accidents du travail consistent uniquement, d'après les projets, amendements et contre-projets présentés, dans une modification légère de la législation alors en vigueur, modification reposant principalement sur le renversement des règles de la preuve.

II. — Puis apparaissent divers systèmes, spéciaux à la réparation des dommages causés par un accident de travail, tant par l'attribution de la responsabilité dudit accident que par le mode de réparation du préjudice causé à l'ouvrier qui en est victime. En d'autres termes, nous voyons apparaître dans cette seconde période les premières applications de l'idée de risque industriel, adoptée définitivement par le législateur et dont les conséquences seules (forfait et transaction) seront discutées et modifiées par la suite. Toutefois, et c'est là ce qui caractérise ce système intermédiaire, la victime de l'accident du travail

conserve contre son patron, avec l'action spéciale dérivant de cet accord forfaitaire, le droit d'agir en vertu de l'article 1382 du Code civil dans certains cas limitativement énumérés, mais plus ou moins nombreux suivant les projets présentés.

III. — Enfin le mouvement commencé en faveur de la réparation suivant un procédé spécial du préjudice causé par les accidents du travail se termine par l'abandon complet du régime du droit commun dans les rapports juridiques entre patrons et ouvriers et défense expresse est faite à ceux-ci de recourir au droit commun pour obtenir réparation de ce préjudice.

Je consacrerai un chapitre à l'étude de chacune de ces périodes.

CHAPITRE PREMIER

LE RENVERSEMENT DU FARDEAU DE LA PREUVE.

§ 1.

1^{er} Projet de la Commission. — Coup d'œil sur la législation antérieure : ses défauts. — La proposition de M. Martin Nadaud : erreur commise par lui. — Amendement de M. Alf. Girard. — Proposition de M. Peulevey : introduction de l'idée de droit à la réparation indépendamment de l'existence d'une faute. — Proposition de M. Félix Faure : apparition de la théorie du risque professionnel : motif de son introduction. — Proposition de M. Henry Maret.

Malgré les modifications incessantes survenues dans les conditions du travail, malgré les modifications de toutes sortes apportées à notre outillage industriel, la législation française fut jusqu'en 1898 dominée, sur la matière des accidents du travail, par les dispositions écrites en 1804.

Aux termes des articles 1382 et suivants du Code civil, la loi ne distingue pas entre les personnes qui subissent un dommage. Toutes sont soumises à la même règle ; elles peuvent obtenir la réparation du préjudice qui leur est causé, mais à la condition de fournir la preuve que le fait dommageable dont elles se plaignent est imputable soit à leur adversaire personnellement, soit aux personnes dont il doit répondre, soit aux choses qu'il a sous sa garde.

A défaut de cette preuve, la partie lésée ne peut prétendre à aucune réparation.

Ce principe qui se comprend fort bien lorsqu'il s'agit de personnes n'ayant entre elles aucun rapport contractuel, ne paraît plus admissible lorsqu'il s'agit de régler les relations des chefs d'entreprises avec leurs ouvriers. Ceux-ci doivent en effet obéir aux ordres de leur patron, travailler dans des conditions qui leur sont prescrites, employer les instruments et les machines choisis sans eux. Ils ne se trouvent donc pas dans la situation que semble avoir prévue le Code civil (1). Néanmoins, les ouvriers blessés durant tout le siècle dernier ne purent obtenir de dommages-intérêts que lorsqu'ils prouvèrent que l'accident était survenu par la négligence, par l'imprudence, en un mot par la faute du patron (2).

Il résultait de cette règle que l'ouvrier était seul à supporter les conséquences de tous les accidents dus aux cas fortuits, à la force majeure, à sa faute propre naturellement, et enfin même à la faute du patron lorsqu'il était impossible à la victime de la démontrer. Or, dans ce dernier cas particulièrement, la preuve est souvent impossible à administrer, lorsque l'état des lieux a été bouleversé à la suite de l'accident, et lorsque la victime et les témoins ont été tués. En outre, il résulte, ainsi que nous le ver-

(1) Saintelette, *Responsabilité et garantie*, 1884 ; M. Sauzet, *Responsabilité des patrons*, *Revue critique*, 1883.

(2) V. Cass., 2 décembre 1884, D. 85.1.223 ; Rennes, 20 mars 1893, D. 93.2.526 ; Cass., 30 mars 1897, D. 97.1.441.

rons, des statistiques dressées sur cette question, que, sur 100 accidents, 75 sont dus à une cause fortuite, 12 à 15 à la faute l'ouvrier et que sur les 10 ou 13 restant, il y en a fort peu pour lesquels la victime puisse obtenir une réparation (1).

Il faut ajouter à ces faits une considération qui a fortement frappé l'esprit du législateur et l'opinion publique, et qui a dominé les débats ouverts sur la réforme à opérer, je veux parler des procès innombrables inscrits aux greffes des tribunaux concernant les accidents du travail, procès qui se faisaient surtout remarquer par la lenteur de leur procédure, par suite de l'intervention fréquente des Compagnies d'assurances qui, substituées au patron sans apparaître jamais, épuisaient tous les degrés de juridiction afin de forcer les victimes, réduites à la misère durant le procès, à accepter des transactions dérisoires.

Si l'on ajoute à cela l'inconvénient provenant de l'incertitude complète où se trouvaient les tribunaux sur les bases d'appréciation des dommages-intérêts, on comprend sans peine que la législation en vigueur ait soulevé de vives critiques et qu'on ait cherché, depuis longtemps déjà, à la modifier sur ce point capital (2).

La loi du 9 avril 1898 est en effet une des lois dont la

(1) V. le rapport de M. Ricard, *J. off., Doc. parl.*, session ord. de 1892, p. 301.

(2) V. notamment pour la situation des blessés du travail sous le régime antérieur à celui de la loi du 9 avril 1898, les exemples apportés à la tribune de la Chambre par MM. Peulevey et Félix Faure, dans la séance du 13 mai 1882, et le rapport de M. Martin Nadaud (*J. off., Doc. parl.*, 1882, p. 2495).

discussion devant le Parlement dura le plus longtemps : c'est là d'ailleurs une fâcheuse propriété qu'elle doit sans doute à sa qualité de loi ouvrière dont la caractéristique paraît être, jusqu'en ces dernières années du moins, une gestation sinon laborieuse, du moins extrêmement longue. Je n'en citerai pour exemple, en passant, que l'histoire de la loi votée le 7 décembre 1909, concernant le paiement du salaire des ouvriers. Cette loi trouve sa source dans une proposition déposée le 29 mai 1890 devant la Chambre par M. Ferroul, député, et ayant pour objet de soumettre le règlement d'atelier à des formalités spéciales ; cette proposition de loi, rebondissant continuellement de la Chambre au Sénat, et du Sénat à la Chambre, subit, sous l'influence de ces contacts répétés avec l'une et l'autre de ces hautes assemblées, une transformation complète, si bien que huit ans après, elle ne concernait plus que le paiement du salaire des ouvriers, objet qu'elle a gardé depuis lors jusqu'à son vote définitif, qui n'est intervenu d'ailleurs qu'onze ans plus tard.

Le germe de notre loi sur la responsabilité des accidents du travail a été jeté dans le Parlement par Martin Nadaud le 29 mai 1880. J'emploie à dessein le mot « germe » pour indiquer la forme embryonnaire sous laquelle se présenta le projet de loi destiné à devenir, dix-huit ans plus tard, la loi si compliquée qui marque la plus grande réforme que l'on ait jamais faite en matière de législation industrielle.

Le 29 mai 1880, en effet, Martin Nadaud déposa sur le

bureau de la Chambre des députés une proposition de loi, composée d'un article unique ainsi conçu :

« Lorsqu'un homme louant son service à un autre homme s'est blessé ou tué à son service, l'employeur sera de plein droit responsable, à moins qu'il ne prouve que l'accident a été le résultat d'une faute commise par la victime. »

Il n'y aurait pas lieu de s'arrêter plus longtemps sur ce projet de loi, dont la seule conséquence a été, je le répète, d'implanter dans le Parlement l'idée de la réforme, s'il ne m'avait semblé que son auteur s'était étrangement trompé sur la portée de ce simple article. On lit, en effet, dans l'exposé des motifs écrit par Martin Nadaud à ce sujet, le passage suivant :

« La proposition que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations appelle par son importance toute votre sollicitude. Au premier abord elle pourra vous sembler téméraire.

« En effet, nous convenons qu'elle met en question une règle de droit commun qui est en vigueur chez tous les peuples civilisés ; celui-là seul qui commet une faute est tenu de réparer le préjudice qui en résulte et comme il est nécessairement défendeur à l'action, c'est au demandeur (c'est-à-dire à la victime) à prouver la faute commise.

« Nous vous proposons, Messieurs, de renverser l'obligation de la preuve ; elle est aujourd'hui à la charge de l'ouvrier, nous désirons qu'elle soit à l'avenir à la charge

de l'employeur ; et à défaut de preuve par ce dernier, il y aurait présomption légale que l'accident s'est produit soit par la faute de ce dernier ou par celle des personnes dont il est civilement responsable, soit encore par cas fortuits ou de force majeure.

« Sur ce point, Messieurs, nous n'innovons rien ; il y a seulement une nouvelle présomption légale ajoutée à tant d'autres qui déjà se trouvent dans nos codes... (1). »

Il est étrange que l'auteur de cette proposition appelle le système qui s'y trouve préconisé « un simple renversement des règles de la preuve ». Cette dénomination aurait été exacte si, d'après le projet de loi, le patron avait eu seulement à prouver que l'accident n'était pas survenu par sa faute pour être déchargé de toute responsabilité ; chacun n'étant responsable, aux termes de l'article 1382 du Code civil, que des conséquences de sa propre faute, il s'ensuit nécessairement que le patron n'aurait dû être recherché en aucune manière une fois la preuve faite par lui que l'accident ne provenait pas d'une cause qui lui fût imputable ; dans ce cas, il y aurait bien eu, en effet, renversement des règles de la preuve, avec maintien du droit commun (2).

Mais la proposition de M. Martin Nadaud avait une tout autre portée ; elle mettait en effet à la charge du patron (et sans s'expliquer en aucune façon sur ce point) non seulement les accidents survenus par sa faute, mais encore

(1) *J. off., Doc. parl.*, mai 1880, p. 6130.

(2) *V.* plus loin,

tous ceux dus aux cas fortuits ou de force majeure. Dans le passage rappelé plus haut, on voit que Martin Nadaud n'envisageait que deux cas : ou le patron faisait la preuve que l'accident était dû à une faute de la victime, ou il ne pouvait faire cette preuve ; mais il y avait une troisième alternative, sur laquelle l'auteur du projet omettait complètement de s'expliquer, à savoir le cas où le patron pouvait prouver que l'accident n'était dû qu'à la force majeure. Et si la responsabilité n'en était pas moins mise à sa charge, est-ce que le renversement des règles de la preuve pouvait fournir là-dessus la moindre explication ? Assurément non, et M. Martin Nadaud faisait, sans s'en douter, une très grave dérogation au droit commun, dérogation infiniment plus importante que celle qu'il pensait seulement créer en renversant les rôles de demandeur et de défendeur. Les statistiques ont toujours prouvé en effet que la grosse majorité des accidents (70 à 75 0/0) (1) étaient dus soit à des cas fortuits, soit à la force majeure. Comme le patron les prenait à sa charge, en plus naturellement de ceux dont la responsabilité lui incombait par suite de sa propre faute, comme la réparation devait indemniser complètement la victime, puisqu'elle devait se faire suivant le droit commun (le projet de loi étant muet sur ce point), il

(1) V. notamment les chiffres auxquels est arrivée la Commission du Conseil des Etats de la Confédération helvétique, citée par M. Nadaud (*J. off.*, *Doc. parl.*, décembre 1882, p. 2496) ; le rapport de M. Ricard (session de 1892, *Doc. parl.*, p. 305) ; le discours de M. Maruéjols, rapporteur (*J. off.*, 28 octobre 1897, p. 2229).

en découle naturellement cette conséquence que le fardeau qu'auraient eu à supporter de ce fait les chefs d'entreprises aurait été considérablement plus lourd encore que celui mis à leur charge par la loi du 9 avril 1898. Et quand on songe aux résistances qu'il fallut vaincre pour arriver au vote de cette dernière loi, on est vite persuadé que la proposition Martin Nadaud avait bien peu de chances d'être jamais adoptée.

Quoi qu'il en soit, cette proposition, une fois présentée à la Chambre, fut renvoyée par elle à la Commission d'initiative, qui conclut peu de temps après à la prise en considération ; elle fut alors renvoyée de nouveau à la Commission spéciale chargée de l'étudier et de la mettre au point(1).

Dans le sein de cette commission, la proposition fut assaillie par de nombreux amendements et contre-projets ; la plupart furent de peu d'importance et n'eurent aucune influence sur la discussion et la décision de la Commission ; d'autres, par contre, s'imposèrent définitivement au choix des parlementaires. J'insisterai plus spécialement sur ces derniers.

Le premier contre-projet important que nous rencontrons dans cette étude est celui déposé par le rapporteur de la Commission lui-même, M. Alfred Girard.

Il est ainsi conçu :

« ART. 1^{er}. — Il sera ajouté à l'article 1384 du Code civil

(1) Cette commission était ainsi composée : MM. Martin Nadaud, président ; Rodat, secrétaire ; Alf. Girard, rapporteur ; Levêque, Escanyé, Duvivier, Brunot, Roger, Rémoiville, Reyneau.

un paragraphe final ainsi conçu : « Dans les usines, manufactures, fabriques, chantiers, mines et carrières, chemins de fer, et en outre dans les autres exploitations de tout genre où il est fait usage d'un outillage à moteur mécanique, le patron est présumé responsable des accidents survenus dans le travail à ses ouvriers ou préposés. Mais cette présomption cesse lorsque le patron fournit la preuve ou bien que l'accident est arrivé par force majeure, qui ne peut être imputé ni à lui, ni aux personnes dont il doit répondre, ou bien que l'accident a pour cause exclusive la propre imprudence de la victime. »

« ART. 2. — Il sera ajouté à la fin de l'article 404 du Code de procédure civile la disposition suivante : « Les demandes en indemnités pour accidents prévus au paragraphe final de l'article 1384 du Code civil. En ce dernier cas, pour les causes sujettes à appel, les dépositions seront rédigées par écrit par le greffier, et signées par le témoin. En cas de refus, mention en sera faite. »

« ART. 3. — Il sera ajouté au texte de l'article 2401 du Code civil après ces mots : « 4° les salaires des gens de service pour l'année échue et ce qui est dû pour l'année courante », la disposition suivante : « Et les indemnités dues pour accidents en exécution du paragraphe final de l'article 1384 du Code civil (1). »

C'est à ce contre-projet, je le dis dès maintenant, que se rallia par la suite la majorité de la Commission, lequel

(1) Séance du 10 janvier 1882. — V. plus loin Annexe n° 2.

devint le projet de loi définitif, sans aucune modification.

Si nous examinons ce contre-projet au point de vue du changement qu'il tendait à apporter dans la législation existante, nous voyons de suite qu'il avait le même but que celui déposé par M. Martin Nadaud, que nous avons étudié précédemment, c'est-à-dire de renverser, au profit de l'ouvrier, les règles ordinaires de la preuve. Toutefois, je dois signaler un changement important apporté par M. Alfred Girard et qui concerne précisément le point que nous avons critiqué dans le premier projet (1) : à savoir, la responsabilité des cas fortuits que M. Martin Nadaud mettait à la charge du patron et dont très logiquement M. Alfred Girard reporte le poids sur la victime par une exacte application du droit commun.

Mais si cette clause contribuait à rendre le projet plus logique et plus juridique, par contre elle en restreignait les effets et par suite le rendait moins favorable encore aux victimes d'accidents du travail. Et cependant, quelque légère que fût la charge assignée aux patrons par ce texte, M. Peulevey, député, la trouva encore trop lourde. Craignant pour l'industrie nationale le poids de cette responsabilité plus étendue, et reconnaissant d'autre part le légitime intérêt qu'inspire la situation des victimes d'accidents, l'honorable député chercha un système de réparations qui pût concilier l'intérêt des deux parties en présence, sans nuire à l'une pour avantager l'autre. Et ce système, il

(1) V. p. 15.

pensa l'avoir trouvé dans une proposition de loi qu'il déposa le 14 janvier 1882 sur le bureau de la Chambre (1).

L'article 1^{er}, qui à lui seul donne une idée suffisamment précise de la physionomie de la proposition, était ainsi conçu :

ART. 1^{er}. — « Tous les accidents *graves*, arrivant dans l'exécution d'un travail commandé, lorsqu'ils seront le résultat *d'un cas fortuit* ou de la *force majeure* ou même d'une *imprévoyance légère de la victime*, seront à la charge de l'Etat sous les conditions ci-après établies :... »

(Suivent plusieurs articles où M. Peulevey expose l'organisation et le fonctionnement d'une caisse de secours, ainsi que la création d'une procédure plus expéditive pour juger les contestations qui pourraient s'élever à ce sujet.)

Ce projet de loi reposait sur la division en deux groupes de toutes les causes d'accidents graves :

1^o Accidents dus à la faute du patron ou d'un tiers et à la faute lourde de la victime ; dans ce cas, le droit commun continuait à s'appliquer tel qu'il est décrit aux articles 1382 et suivants du Code civil pour toutes les parties.

2^o Accidents dus à toutes les autres causes (faute légère de la victime, cas fortuits, force majeure), alors le patron ne voit pas sa responsabilité mise en jeu et n'est pas inquiété, mais cependant l'ouvrier bénéficie d'une allocation, versée par l'Etat, pour l'indemniser du préjudice subi.

(1) V. Annexe n° 3.

On voit donc que le système imaginé par M. Peulevey présentait deux aspects différents, suivant qu'on l'examinait du point de vue de la victime ou de celui du patron.

Pour ce dernier, c'était — en apparence tout au moins — le maintien du droit commun. Le principe de sa responsabilité, en effet, ne changeait pas et il n'avait pas plus à supporter les conséquences d'un accident causé par la faute de la victime que ceux dus à un cas fortuit ou à la force majeure ; il n'était en un mot responsable que des accidents survenus par sa faute, conformément à l'article 1382 du Code civil. Enfin, les règles de la preuve ne subissaient aucune modification. Donc, encore une fois, pour le patron, aucun changement dans l'étendue de ses obligations.

Par contre, pour l'ouvrier victime, c'était un droit tout nouveau qui s'ouvrait à la faveur de cette proposition Peulevey ; tous les accidents graves — sauf toutefois ceux dus à une faute lourde de la victime — donnaient en effet lieu à une réparation. Cette réparation, à vrai dire, ne devait pas se faire conformément au droit commun, qui eût exigé qu'elle fût égale au préjudice subi, mais bien suivant un mode déterminé, lequel fixait d'avance, à forfait, l'indemnité allouée en tenant compte de la gravité de la blessure et du salaire gagné par la victime. Quant aux fonds qui permettaient de verser ces indemnités, ils trouvaient leur source dans une Caisse nationale, créée et organisée par le projet, et qui devait être alimentée par l'impôt.

C'est précisément cette dernière raison qui m'a fait

dire plus haut que le maintien du droit commun, pour le patron, n'était qu'apparent, puisque ce dernier, comme contribuable, devait verser à l'Etat, outre les impôts payés jusqu'alors, une somme supplémentaire, destinée à remplir cette nouvelle caisse.

En résumé, nous voyons que la proposition de M. Peulevey prenait, elle aussi, comme point de départ, le droit commun, qui continuait à être la règle en matière d'accidents du travail. Toutefois, pour obvier aux multiples inconvénients que présentait la stricte application de ce dernier, la proposition imaginait un système spécial de réparation dans les cas seulement où l'accident était dû à un cas fortuit ou à la force majeure.

Nous voyons donc ici s'esquisser, bien faiblement, un premier pas vers un mode de réparation permettant à l'ouvrier blessé de toucher une indemnité sans qu'il lui soit nécessaire de s'adresser à l'auteur de l'accident, de prouver que cet accident est bien dû à la faute d'un tiers, ou de son patron.

La proposition de loi de M. Félix Faure, qu'il ne nous reste plus qu'à examiner maintenant, marque vers ce résultat un progrès bien plus considérable. Avec elle, nous quittons les systèmes timides étudiés jusqu'ici qui se bornaient à apporter dans les droits de l'ouvrier une modification bien plus de forme que de fond. Au contraire la proposition de loi Félix Faure rompt nettement avec ces derniers et marque à elle seule une date dans l'histoire des origines

de la loi du 9 avril 1898, car c'est par elle que, pour la première fois, fut émise dans le Parlement l'idée d'un risque professionnel pris comme base essentielle dans le mode de réparation du préjudice subi par les victimes des accidents de travail. Et cette idée répondait si bien aux besoins actuels, permettait si naturellement, à l'aide de la fixation forfaitaire du chiffre de l'indemnité, de construire un système capable de donner satisfaction aux différents intérêts en jeu, qu'une fois proposée au Parlement, elle fut adoptée, conservée pendant toute la discussion et consacrée définitivement dans l'œuvre du législateur.

Comment M. Félix Faure en était-il venu à imaginer ce système forfaitaire ? Je ne puis mieux faire, pour répondre à cette question, que de citer ici quelques passages de son Exposé des motifs.

« Justement frappé de la situation fâcheuse que la loi crée au travailleur en lui donnant dans les procès qu'il est obligé d'intenter le rôle toujours défavorable de demandeur, l'honorable M. Nadaud a proposé que les rôles fussent intervertis et que l'obligation de la preuve incombât au défendeur. Ce projet qui a été pris en considération par votre première commission d'initiative et renvoyé à la commission spéciale ne nous paraît pas donner satisfaction aux intérêts qu'il prétend défendre, et il établit sans aucun bénéfice une dérogation fâcheuse au droit commun.

« C'est, à notre avis, en matière de travail, une idée erronée de subordonner à la preuve de la faute la réparation du dommage causé par un accident. Dans la plupart

des cas, il n'y a à proprement parler ni faute du patron, ni faute de la victime. Tout travail a ses risques ; les accidents sont la triste, mais inévitable conséquence du travail même ; ce qu'il faut garantir à la victime, c'est une réparation prompte et certaine. Or, le système de M. Martin Nadaud le fait toujours dépendre de l'issue d'un procès, où l'ouvrier sera dispensé de la preuve, il est vrai, mais dont le résultat sera loin de lui donner la sécurité qu'il est en droit de réclamer.

« L'honorable M. Peulevey, dans la proposition qui est également soumise à l'examen de votre commission, se borne à poser le principe incontestable que la société qui profite du travail accompli doit, dans la mesure du possible, alléger les souffrances et les misères qui sont le résultat du fonctionnement même de l'ordre social et il conclut à la création d'une caisse dite « des accidents du travail » destinée à venir immédiatement au secours de la victime. Cette caisse existe déjà, elle a été créée par la loi du 11 juillet 1868, et nous allons examiner plus loin pourquoi elle n'a pas rendu les services qu'on en attendait... L'une et l'autre de ces propositions, *en maintenant l'obligation de procès*, au cours desquels le patron et l'ouvrier s'efforcent de rejeter l'un sur l'autre la responsabilité de l'accident, nous paraissent augmenter, plutôt qu'elles ne diminuent, l'antagonisme entre le capital et le travail. . »

(Ici, M. Félix Faure fait un tableau saisissant des misères où se trouve plongé l'ouvrier victime d'un accident, réduit à attendre pendant des années entières le résultat incertain

du procès, qui lui permettra de toucher enfin la somme d'argent à laquelle il a droit, obligé parfois, pressé par le besoin, de transiger à un chiffre dérisoire afin que l'indemnité qu'il réclame ne lui soit pas versée au bout de plusieurs années.)

«... C'est un tel état de choses qu'il importe de faire cesser, en substituant aux lenteurs et aux incertitudes d'une action judiciaire une règle fixe d'une application facile. Pour arriver à ce résultat, nous mettons à la charge de l'employeur la réparation du dommage souffert par l'ouvrier, mais nous déterminons exactement les limites de sa responsabilité. L'ouvrier n'aura plus à attendre de la décision d'un tribunal le bénéfice de dommages-intérêts qui parfois atteignent un chiffre considérable, mais il sera certain d'obtenir, dans les limites du nécessaire, l'indemnité qui lui est due. Il pourra toujours, du reste, *grâce aux sociétés de secours mutuels, grâce à l'assurance qu'il contractera lui-même*, se réserver en cas d'accident une situation plus favorable, sans que ces mesures de prévoyance puissent en rien diminuer le chiffre de l'indemnité qui lui est due.

« Il est bien entendu que nous n'établissons et ne limitons la responsabilité qu'en ce qu'elle a de régulier et d'inhérent au travail. Il ne sera rien changé aux articles 319 et suivants du Code pénal, et lorsqu'il y aura poursuite correctionnelle suivie de condamnation contre le patron, rien n'empêchera la victime d'exercer le droit que lui confère la

loi pour obtenir la réparation légitime qui s'impose à l'auteur du délit ou du crime (1). »

Je reviendrai tout à l'heure sur quelques-uns des passages qu'on vient de lire, à raison de l'importance qu'ils présentent pour cette étude.

Ces diverses considérations avaient conduit M. Félix Faure à élaborer le texte de loi dont voici le principal article :

ART. 1^{er}. — « Le chef de toute entreprise industrielle, commerciale ou agricole est responsable dans les limites de la présente loi du dommage causé à tout ouvrier ou employé tué ou blessé dans le travail, soit que l'accident qui a amené la mort ou les blessures provienne du bâtiment... soit qu'il provienne du travail même. Il ne sera fait d'exception à cette règle que pour les faits criminels ou délictueux dont l'auteur reste responsable suivant les principes du droit commun. »

(Suivaient d'autres articles dans lesquels étaient fixés le mode et le montant du règlement des indemnités ainsi que la procédure à suivre.)

Enfin le projet se terminait par cet article que nous retrouvons également *in fine* dans la loi du 9 avril 1898 :

ART. 9. — « Toute convention intervenant entre patron et ouvrier contrairement à la présente loi est nulle de plein droit (2). »

Eh bien, si nous examinons ce projet de loi au point

(1) *J. off.*, 11 février 1882, *Doc. parl.*, p. 357.

(2) V. Annexe n° 4.

de vue qui nous intéresse, c'est-à-dire au point de vue des dérogations qu'il apportait au droit commun, nous constatons que ce dernier est complètement abandonné dans les rapports juridiques nés entre les chefs d'entreprises et leurs ouvriers victimes d'un accident du travail, pour tout ce qui concerne la réparation de cet accident. En effet, chacune des deux parties en cause voit ses droits et ses obligations à la fois étendus et restreints ; étendus en ce qui touche les cas où l'accident entraîne une réparation, restreints dans le chiffre auquel est fixé le montant de cette réparation. Les notions primordiales sur lesquelles repose la théorie de la responsabilité, comme celle de la faute, n'offrent plus ici aucun intérêt, puisque, d'une part, cette responsabilité existe indépendamment de toute faute, et d'autre part, que la réparation n'est jamais égale au préjudice causé. On voit donc qu'il s'agit bien là d'un système tout à fait particulier, et que, pour en revenir à la division historique que j'ai signalée au début de ce chapitre, dans l'évolution de l'idée du risque professionnel, M. Félix Faure en était hardiment arrivé à la deuxième phase, où nous trouvons la création d'un système spécial s'imposant obligatoirement dans les rapports entre les chefs d'entreprise et leurs ouvriers blessés, avec cette particularité, toutefois, que le retour à l'exercice du droit commun est permis dans certains cas. Et en effet, nous avons vu que la proposition de M. Félix Faure prévoyait expressément l'application du droit commun, sans aucun changement : d'abord et d'une fa-

çon générale, dans tous les rapports entre les parties et les tiers (1) ; puis, dans leurs rapports entre elles, les parties pouvaient encore recourir à l'exercice du droit commun lorsque le fait qui avait donné lieu à la réparation constituait un délit et, à plus forte raison, un crime.

Nous reviendrons plus complètement au chapitre suivant sur ces dernières exceptions à la règle posée par la loi.

Cette proposition de loi fut suivie, le 7 mars 1882, par une autre ayant le même objet, et déposée sur le bureau de la Chambre par M. Henry Maret au nom de plusieurs de ses collègues. Elle ne présentait aucun intérêt sérieux, se bornant à attribuer la connaissance des litiges auxquels pouvaient donner lieu les accidents du travail à un jury spécial composé conformément à la loi du 21 novembre 1872, ce qui n'aurait pas fait avancer la question d'un pas. Cette innovation projetée donnait bien plutôt à la proposition un caractère politique, ce dont ses auteurs ne se cachaient nullement (2).

Quelques jours après, la Commission terminait ses tra-

(1) Quoique cela semble d'évidence, nous verrons qu'au contraire des discussions se sont élevées par la suite sur ce point (V. plus loin).

(2) La dernière phrase de l'Exposé des motifs de ce projet de loi était ainsi conçue : «... en supprimant pour l'avenir l'intervention de la juridiction ordinaire dans les questions d'accidents, nous préparons la voie pour la grande réforme si impatiemment attendue : la justice rendue par le jury, le seul, le vrai mandataire du peuple » (*J. off.*, *Doc. parl.*, mars 1882).

vaux, dont le résultat était déposé à la Chambre des députés par son rapporteur, M. Alf. Girard.

§ 2.

Résumé des projets présentés : leur division en deux groupes, renversement de la preuve, risque professionnel. — Débats devant la Chambre des députés : griefs de MM. Peulevey et Félix Faure contre le projet de la Commission ; réponse du rapporteur. — Ajournement du projet de la Commission.

Jetons maintenant un coup d'œil d'ensemble sur tous ces projets et contre-projets déposés sur le bureau de la Chambre et renvoyés à la Commission spéciale nommée pour procéder à leur examen.

Nous constatons que la Commission avait à choisir entre des propositions de loi, assez nombreuses sans doute, mais qui se ramenaient en somme à deux types principaux, dont, seul, le choix présentait un réel intérêt : d'une part elle avait en face d'elle des propositions qui maintenaient la législation existante et ne changeaient rien aux cas où les victimes d'un accident du travail avaient droit à une indemnité, la faute du patron étant toujours exigée pour entraîner sa responsabilité. La seule modification apportée par les projets de ce groupe consistait en une facilité plus grande donnée à l'ouvrier pour faire la preuve de cette faute (propositions M. Nadaud et Alf. Girard).

D'autre part, il était proposé, dans plusieurs propositions qui ne différaient entre elles que sur des points de détails, un autre système, distinct complètement du droit commun, qui créait toute une législation spéciale à la responsabi-

lité des accidents du travail. L'ouvrier, ayant toujours droit à la réparation du préjudice causé par l'accident, n'a pas à faire la preuve qu'une faute ait été commise et qu'elle soit imputable au patron : le poids de la réparation de ce préjudice qui est fixé à forfait incombe tantôt au patron, tantôt à l'Etat qui pourvoit à cette nouvelle dépense au moyen de nouveaux impôts (projets Peulevey et Félix Faure).

Tel est l'aspect schématique que présentaient les diverses questions soumises aux délibérations de la Commission. Celle-ci, ainsi que l'expliquera tout à l'heure son président, ne paraît pas s'être attardée dans l'étude des avantages respectifs de l'un ou l'autre des deux systèmes proposés, et son choix fut assez rapidement fait ; il se fixa, cela va sans dire, sur un projet du premier groupe, sur celui qu'avait déposé M. Alfred Girard, et qui présentait la forme la plus parfaite en même temps que la plus atténuée dans ses effets, de tous les projets qui visaient au même résultat :

« Dans les usines, manufactures,... le patron est présumé responsable des accidents survenus dans le travail à ses ouvriers et préposés. Mais cette présomption cesse lorsque le patron fournit la preuve ou bien que l'accident est arrivé par force majeure ou cas fortuit qui ne peuvent être imputés ni à lui, ni aux personnes dont il doit répondre, ou bien que l'accident a pour cause la propre imprudence de la victime... (1). »

(1) V. Annexe n° 5.

C'est en effet ce projet de loi qui fut déposé au nom de la Commission sur le bureau de la Chambre et que le rapporteur de cette Commission fut chargé de soutenir à la séance du 14 mai 1882, jour où il vint en discussion. Ce fut un débat assez bref. Indépendamment de M. Alfred Girard, qui défendit son projet et s'efforça de justifier le choix de la Commission, deux orateurs seulement prirent la parole pour s'élever dans la discussion contre le résultat des travaux de la Commission, précisément MM. Peulevey et Félix Faure, tous deux auteurs, ainsi que nous l'avons vu, de contre-projets qui consacraient le système opposé à celui qui était alors soumis à l'approbation de la Chambre : de telle sorte que la discussion fut circonscrite entre ces deux systèmes et que la Chambre fut appelée à donner son avis uniquement sur le choix qu'il convenait de faire entre les deux. La situation était donc fort nette.

Pour bien apprécier la valeur de la décision de la Chambre, il est essentiel de connaître et les reproches formulés contre le projet de loi de la Commission, et les critiques que celle-ci élevait contre les propositions qu'elle avait écartées. Voyons donc quels étaient les arguments présentés respectivement par les orateurs.

M. PEULEVEY. — «...Ce que j'affirme, c'est que votre projet ne fera pas faire un pas, ne réalisera pas un bénéfice de cinq minutes sur la procédure actuelle, et que vous bouleverserez tous les principes de notre législation pour une satisfaction que j'appelle dérisoire. (*Très bien !*)

« Est-ce que ce genre de présomption légale va donner

du pain à l'ouvrier, des secours au malheureux qui sera sur son grabat, assurer la subsistance de sa famille ? Est-ce que c'est là la revendication qui s'adresse à nos cœurs ? Nous voulons quelque chose d'efficace, quelque chose d'utile. Je veux, quoi qu'il arrive, et c'est là mon principe, que le cas fortuit qui n'est pas à la charge du patron ne soit pas non plus à la charge de l'ouvrier ; je ne veux de privilège ni pour l'un ni pour l'autre. Je veux que ce qui est la conséquence d'un cas fortuit soit à la charge de celui qui profite du travail, soit à la charge de la société, parce que c'est la société qui en profite tout d'abord... »

« ... Mais ne m'apportez pas de ces satisfactions dérisoires que je qualifiais tout à l'heure de moyens dilatoires, de déclarations d'impuissance. Ne dites pas : nous vous avons promis beaucoup et nous ne pouvons pas tenir notre promesse, mais du moins nous aurons l'air de vous donner quelque chose. A cet ouvrier qui est malade sur son grabat, je ne veux pas, moi, qu'on donne à boire dans un verre vide. Je veux une mesure efficace, et je demande à la Commission de vouloir bien étudier les propositions qui lui ont été présentées.

« Quant à présent, je repousse énergiquement l'introduction dans notre législation d'un ensemble de dispositions qui ne conduisent à rien et ne peuvent produire aucun résultat pour la classe ouvrière que nous voulons tous soulager. » (*Applaudissements*) (1).

(1) *J. off.*, séance du 14 mai 1882, p. 590.

Écoutons maintenant les griefs de M. Félix Faure :

M. FÉLIX FAURE. — « ...Si les conclusions de la Commission étaient de nature à donner une véritable satisfaction à la situation dont l'ouvrier se plaint, certainement je ne me permettrais pas d'intervenir ; mais il me paraît... qu'on n'arrive pas au résultat qu'on cherche.

« Sans revenir sur les constatations qui vous ont été soumises par M. Girard, je veux en très peu de mots vous faire apprécier quelle est exactement la situation actuelle et comment on peut y remédier. Aujourd'hui que se passe-t-il ?

« Lorsqu'un accident se produit, l'ouvrier doit faire la preuve qu'il résulte de la faute de l'industriel. La présomption légale, c'est-à-dire l'obligation de faire la preuve mise à la charge du patron, ne changera en quoi que ce soit le résultat des procès que les ouvriers soutiennent pour obtenir réparation du préjudice dont ils souffrent. La présomption légale imposée au patron ne l'obligera pas à prouver que l'ouvrier a commis une faute, mais seulement à établir que, lui, patron n'a pas commis cette faute. C'est exactement ce qu'il fait aujourd'hui Je prie la Chambre d'ajourner la discussion jusqu'à ce que la Commission puisse apporter le résultat de ses études sur les propositions qui lui ont été soumises (1). »

Ainsi qu'on s'en aperçoit en lisant les extraits qui précèdent, le principal reproche — le seul à la vérité, car il

(1) *J. off.*, séance du 14 mai 1882, p. 594.

était capital — adressé au projet de loi de la Commission était de ne pas donner satisfaction aux intérêts des blessés et de n'apporter à leur pénible situation qu'une amélioration dérisoire, sinon nulle. Et la raison qu'en donnaient les adversaires de ce projet était que ce dernier ne supprimait en aucune façon la possibilité des procès et, par voie de conséquence, le risque pour les ouvriers blessés d'attendre l'indemnité à laquelle ils auraient droit pendant de longs jours encore, jusqu'à l'issue du procès qu'ils auraient été obligés d'intenter. Enfin et surtout on lui reprochait de subordonner le droit à indemnité de l'ouvrier à l'existence d'une faute.

Voyons, d'autre part, les arguments produits par les partisans du projet de la Commission, c'est-à-dire par le rapporteur de la Commission lui-même, puisqu'il fut le seul à parler en sa faveur.

M. ALFRED GIRARD. — « La Commission... a prononcé la disjonction entre les projets et contre-projets dont elle était saisie, et vous en comprenez le motif : il est impossible de signaler des différences plus radicales que celles que présentent ces différents projets.

« Les propositions de MM. Martin Nadaud, Maret, et les amendements qui sont venus se greffer sur elles prennent en effet pour point de départ la législation actuelle des articles 1382 et suivants du Code civil. Ces propositions ne changent rien à la législation quant au fond ; elles la modifient seulement dans la forme, en introduisant uni-

quement, au point de vue de la preuve, une présomption légale. Voilà l'économie d'un premier ordre de projets.

« En regard de cela, les propositions de M. Peulevey et de M. Félix Faure poursuivent un autre but. Elles laissent absolument sans y toucher la législation actuelle sur la responsabilité des articles 1382 et suivants qui continuera à s'appliquer à tous les accidents qu'elle a prévus. Mais à côté de cette législation actuelle, on crée une législation nouvelle distincte, parallèle, pour tous les cas d'accidents auxquels aujourd'hui les articles 1382 et suivants ne s'appliquent pas. Pour tous ces cas d'accidents qui n'entraînent pas la responsabilité du patron, qui aujourd'hui ne confèrent aucun droit à indemnité, MM. Peulevey et Faure établissent pour le patron la responsabilité, pour l'ouvrier le droit à indemnité. »

M. LANGLOIS. — « Ils ont raison. »

M. LE RAPPORTEUR. — « Je ne dis pas qu'ils ont tort, seulement vous comprendrez bien, et c'est seulement ce que je veux maintenant établir, que ces dernières propositions sont absolument distinctes de celles sur lesquelles la Commission vous propose de statuer. Pourquoi la Commission a-t-elle prononcé la disjonction ? Parce que sur la proposition de M. Martin Nadaud la question était simple, claire, facile à examiner. Au contraire, pour les propositions Peulevey et Faure, il était impossible d'en apprécier, d'en peser aussi promptement les conséquences dernières. »

M. GIRAULT. — « Mais elles sont efficaces, et la vôtre ne l'est pas (1). »

(1) *J. off.*, *ibid.*, p. 595.

Il faut le reconnaître, la défense était faible. Ainsi, de l'aveu même du rapporteur de la Commission, auteur du projet présenté, ce choix fait par la Commission n'avait aucun caractère définitif, mais bien au contraire était essentiellement provisoire et n'impliquait nullement le rejet des propositions qu'elle n'avait pas adoptées. Seulement, comme ces dernières étaient très compliquées et qu'il fallait beaucoup de temps pour les examiner, la Commission proposait de voter un projet très simple en attendant, quitte à reprendre ensuite l'examen de ces propositions, rassurée dès maintenant sur le sort des victimes d'accidents par le résultat de ses premiers travaux.

Cette justification du choix de la Commission ne parut sans doute pas péremptoire à la Chambre, car, à une forte majorité, elle ajourna *sine die* la discussion du projet de loi qui lui était présenté, comme l'avaient demandé MM. Félix Faure et Peulevey, et par là indiqua nettement sa préférence pour le système qu'avaient proposé ces deux orateurs, c'est-à-dire pour la théorie du risque professionnel (1).

(1) V. le compte-rendu détaillé de la discussion au *J. off.*, p. 588 à 595 (mai 1882) (*Débats parlementaires*).

CHAPITRE II

ADOPTION PARTIELLE DE LA THÉORIE DU RISQUE PROFESSIONNEL.

§ 1.

Deuxième projet de la Commission : adoption partielle du risque professionnel. — Exception « des faits criminels et délictueux » : sanction pénale nécessaire. — Nullité des conventions contraires ; sens de cette disposition. — Débat devant la Chambre : renvoi du projet à la Commission ; motif.

De ce que l'idée du risque professionnel avait été admise en principe par le Parlement, toutefois il s'en fallait de beaucoup que la loi qui la consacrait pratiquement fut bientôt votée : de nombreux obstacles s'opposaient encore à cet heureux résultat.

En effet, il fallait d'abord compter avec les fractions dissidentes qui, à grands coups d'amendements et de contre-projets, allaient s'efforcer quelque temps encore de faire revenir leurs collègues à la théorie classique de l'article 1382 et d'étouffer dans la Chambre la théorie naissante, ou tout au moins d'en retarder les effets ; ce qui ne manqua pas de se produire et fut cause de longues et oiseuses discussions où la Chambre perdit un temps considérable.

Puis, il faut le reconnaître, les conséquences de cette idée du risque professionnel devaient un peu dérouter et effrayer, même ceux qui s'en déclaraient partisans ; il est assez facile de le comprendre en songeant aux difficultés que nous éprouvons personnellement lorsqu'il s'agit d'adopter une idée nouvelle, juste et équitable quant au fond, mais dont les conséquences entraînent des modifications profondes dans la façon où nous avons coutume d'envisager les choses : cette adoption n'est possible pour nous que lorsque nous nous sommes familiarisés par une longue étude et des examens répétés, avec des conséquences si nouvelles pour notre esprit. C'est pourquoi quand on examine combien cette théorie de la responsabilité sans faute devait heurter les convictions les plus solides des membres du Parlement, avocats imbus des idées juridiques au milieu desquelles ils avaient fait leur carrière, industriels accoutumés par une longue habitude du commerce et des affaires à défendre leurs biens contre les attaques de toutes sortes, on comprend aisément qu'une idée bouleversant aussi complètement les notions les plus communément admises tant aux points de vue juridique qu'économique, ne pouvait être sanctionnée par une loi avant de nombreuses années.

Et, en effet, plus de quinze ans devaient encore s'écouler avant le vote définitif de la loi.

La Commission de la Chambre, pourtant, à raison peut-être de la longue expérience qu'elle avait de cette question, paraît s'être rapidement rendue à l'idée nouvelle.

Nous avons vu, en effet, au chapitre précédent, que cette Commission qui, ayant eu à choisir entre deux théories représentées respectivement par le projet de M. Alf. Girard et celui de M. Félix Faure, s'était prononcée en faveur du premier, et l'avait soumis à l'approbation de la Chambre, avait été, par cette dernière, désavouée dans le choix qu'elle avait fait. Aussi, très logiquement, et très franchement, la Commission, s'inclinant devant le vote émis, abandonna son premier projet pour s'emparer de la proposition de loi de M. Félix Faure qui consacrait la théorie adverse. C'est pourquoi nous constatons, en parcourant l'*Officiel*, que le nouveau projet déposé par le rapporteur sur le bureau de la Chambre, très peu de temps après la première discussion, le 14 novembre 1882 (1), était la copie fidèle, dans les grandes lignes tout au moins, de la proposition de M. Félix Faure, c'est-à-dire qu'elle consacrait nettement la thèse du risque professionnel.

Nous avons d'ailleurs procédé plus haut à un bref examen de cette proposition, sur laquelle il est nécessaire de revenir en raison de son adoption par la Commission. Toutefois, je crois devoir dire dès maintenant qu'il ne me semble pas utile d'insister longtemps sur ce point de notre historique, car, comme nous allons le voir tout à l'heure, la Chambre ne fut pas appelée à se prononcer sur les articles de ce projet.

Trois de ces articles méritent de retenir un instant no-

(1) *J. off.*, *Doc. parl.*, 1882, p. 2495 (Rapport de M. Martin Nadaud).

tre attention, en raison de l'intérêt qu'ils présentent pour cette étude : ils portent les numéros 1, 3 et 10 du projet de la Commission et sont ainsi conçus :

ART. 1^{er}. — « Le chef de toute entreprise industrielle, commerciale ou agricole est responsable, dans les limites de la présente loi, du dommage causé à tout ouvrier ou employé tué ou blessé dans le travail, soit que l'accident qui a amené la mort ou les blessures provienne du bâtiment, de l'installation de l'entreprise ou de l'outil employé, soit qu'il provienne du travail même.

Il ne sera fait d'exception à cette règle que pour les faits criminels ou délictueux dont l'auteur reste responsable suivant les principes du droit commun. »

ART. 3. — « Toutefois, si l'action donne lieu à des poursuites dirigées conformément aux dispositions de l'article 319 du Code pénal soit contre l'employeur, soit contre les tiers, les intéressés pourront en se portant parties civiles au procès obtenir, indépendamment des indemnités fixées par l'article 2, des dommages-intérêts. »

ART. 10. — « Toute convention intervenant entre patrons et ouvriers contrairement aux dispositions de la présente loi est nulle de plein droit (1). »

Le premier paragraphe de l'article 1 consacre, comme on voit, le principe du risque professionnel, base de tout le système, combiné avec un forfait et une transaction, et permettant ainsi, par la diminution légère de l'indemnité

(1) V. Annexe n° 4.

allouée à la victime, d'étendre considérablement les cas où celle-ci peut prétendre à cette indemnité. Il fixe donc d'une manière certaine le montant et le mode de la réparation due au blessé ou aux ayants droit et, en conséquence, limite, par sa combinaison avec l'article 2, le chiffre de l'indemnité qui peut être réclamée par la victime et, corrélativement, l'étendue de l'obligation du chef d'entreprise. Donc, la situation est fort nette, les droits et les devoirs de chacun sont déterminés rigoureusement et l'on peut déclarer avec certitude que toute demande tendant à faire payer au patron une indemnité supérieure à celle prévue par la loi devra être déclarée irrecevable et inversement. Ceci est encore affirmé, en vertu du principe que l'exception confirme la règle, par le 2^e paragraphe du même article, comme nous allons le voir.

La loi, en effet, prévoit une exception à la règle qu'elle pose, et cette exception se détermine par la combinaison de l'article 1^{er}, § 2, avec l'article 3, lequel ne se trouvait pas dans la proposition de M. Félix Faure, et a été introduit de toutes pièces par la Commission. Aux termes de ces deux articles, reproduits ci-dessus, la responsabilité des faits criminels ou délictueux reste régie par le droit commun et est subordonnée dans ce cas, à l'égard du patron et des tiers, à une poursuite du parquet.

Tout d'abord, il convient de remarquer que le mot *criminel* figure ici sans aucune utilité, puisque la loi prévoit expressément les faits délictueux. Quels sont en effet, au point de vue qui nous intéresse, les éléments constitutifs

du crime ? Les mêmes que ceux du délit, avec, en plus, l'intention (1). Mais si cette distinction a un intérêt capital au point de vue pénal, par contre, elle ne présente aucune utilité au point de vue civil, le seul trait influent sur la responsabilité civile étant l'étendue du préjudice causé qui, évidemment, est tout à fait indépendante de l'existence d'une intention quelconque chez l'auteur de l'accident.

Retenons donc uniquement les faits délictueux, et cherchons maintenant dans quels cas le droit commun pouvait encore être appliqué, en nous plaçant tour à tour au point de vue de chacune des parties en cause.

(1) Si l'on s'en tient à la lettre de l'article 1^{er} du Code pénal, cette distinction peut sembler arbitraire et fautive : aux termes de cet article en effet, ce serait uniquement la peine dont l'infraction est punie qui distinguerait le crime du délit. Mais on ne doit pas s'arrêter là ; il faut chercher plus loin et se demander dans quels cas l'infraction est punie d'une peine afflictive et infâmante (c'est-à-dire est qualifiée crime), dans quels autres elle est punie seulement de peines correctionnelles et constitue alors un délit. Or, en envisageant uniquement notre matière, dont il faut avoir bien soin de ne pas s'écarter, on constate par exemple que l'homicide commis volontairement, c'est-à-dire le meurtre (art. 295, C. pén.), est puni de travaux forcés au moins, peine afflictive et infâmante (art. 304, C. pén.), et constitue donc un crime, mais que lorsque l'homicide est commis involontairement il n'entraîne qu'une peine d'emprisonnement et doit donc être qualifié *délit*. — On voit donc que c'est bien l'existence de l'intention qui seule, en définitive, fait varier la qualification.

Je sais qu'on pourrait m'opposer le paragraphe 4 de l'article 309 du Code pénal, qui change un délit en un crime sous l'influence d'une considération dans laquelle l'intention ne joue aucun rôle ; mais il n'en est pas moins vrai, et c'est là-dessus que j'insiste, que tous les éléments constituant le délit se retrouvent dans les infractions qualifiées crimes, et que par suite il est complètement inutile d'envisager ces derniers quand on a déjà prévu les délits. Je reviendrai d'ailleurs sur ce point.

Pour le patron la responsabilité pouvait varier, suivant que l'accident avait pour cause :

1° Une faute, soit d'un tiers, soit du patron lui-même, *ne donnant pas lieu à poursuites pénales*, un cas fortuit ou de force majeure ;

2° Un délit du patron, sanctionné par une condamnation ;

3° Un délit de la victime ou d'un tiers, avec dans ce dernier cas condamnation pénale.

Dans le premier cas, le patron voyait sa responsabilité engagée, mais limitée par l'application de la loi forfaitaire ; dans le second, cette limitation n'existait plus, car le droit commun reprenait son empire, et le chef d'entreprise était déclaré responsable de la totalité du préjudice causé ; enfin, dans le troisième cas, le droit commun continuait à s'appliquer, mais cette fois au bénéfice du patron qui se voyait déchargé de toute indemnité à verser.

La situation de l'ouvrier changeait corrélativement à celle du patron. En effet, trois cas sont encore à considérer suivant que la cause de l'accident pouvait être attribuée à :

1° Une faute légère de la victime, un cas fortuit ou de force majeure ;

2° Une faute du patron ou d'un tiers *sanctionnée par une condamnation pénale* ;

3° Un délit de la victime.

Comme on le voit, la situation est identique, et l'ouvrier avait tantôt droit à l'indemnité transactionnelle, tantôt à

une indemnité complète, tantôt enfin se voyait privé de tout droit de réclamer quoi que ce soit.

En d'autres termes, le système imaginé par le projet de loi était le suivant :

Toutes les fois que l'accident était dû à une faute *lourde* — il fallait qu'elle fût sanctionnée pénalement — ou à un dol d'une personne quelconque (parties ou tiers), le droit commun continuait à s'appliquer et il n'était rien changé à la législation existante.

Lorsqu'au contraire la cause de l'accident était inconnue, ou imputable soit à une faute légère, soit à un cas fortuit ou à la force majeure, alors la loi nouvelle recevait son application : c'est-à-dire que ces derniers cas seulement étaient soumis au risque professionnel.

Ainsi donc, la loi s'efforçait de prévoir et de déterminer les rapports qui pouvaient naître entre les chefs d'entreprises et leurs ouvriers victimes d'accidents et fixait rigoureusement par un tarif établi à l'avance les différentes indemnités qui pouvaient être dues suivant les cas.

Mais là se bornait son rôle : et comme tout ce qui n'est pas interdit par la loi est permis, il s'ensuit que cette loi ne s'opposait nullement à l'exercice d'actions qui n'avaient pas pour résultat final de faire varier la nature des rapports et l'étendue des obligations entre les patrons et leurs ouvriers blessés : au premier rang de ces dernières figurent naturellement les actions dérivant d'un contrat passé entre le chef d'entreprise et la victime, accessoirement au contrat de travail, en prévision d'une pension de retraite, par

exemple, et celles dirigées contre les tiers, qu'elles dérivent d'un quasi-délit ou d'un contrat, comme celles qui auraient eu pour but la réparation du préjudice causé par l'auteur de l'accident (cas d'ailleurs expressément prévu par la loi) ou l'exécution d'un contrat d'assurance. Or, nous verrons plus tard que ce dernier cas est, au contraire, controversé à l'heure actuelle, sous le régime de la loi de 1898.

Enfin, comme je l'ai déjà dit, le projet prévoyait par son article 10 la nullité des conventions contraires à ses dispositions. Que faut-il exactement entendre par là ?

Il est impossible de le savoir, car le projet ne s'explique pas sur ce point, et le rapport de M. Martin Nadaud ne nous apporte aucun éclaircissement, car il passe complètement sous silence cet article qui lui paraissait sans doute fort simple : C'est un motif que nous retrouverons souvent par la suite et qui est cause de bien des discussions à l'heure actuelle.

Voilà donc dans ses grandes lignes le nouveau projet de la Commission : on voit qu'il présentait des différences profondes avec le premier d'abord élaboré par elle, et qu'il ne laissait au droit commun qu'une place restreinte, sans toutefois l'exclure complètement du système. Quel accueil allait lui faire la Chambre ?

La discussion suspendue par le vote de la Chambre du 13 mai 1882 fut reprise à la séance du 8 mars 1883, et dura trois jours, les 8, 10, 12 mars. Elle ne porta que sur l'examen d'ensemble du projet de loi. En effet, le troisième

jour du débat, alors que la Chambre venait de clore la discussion générale et de décider qu'elle passerait à la discussion des articles, un député, M. Ribot, se leva et prononça ces quelques paroles :

« Mes amis et moi, nous avons voté tout à l'heure le passage à la discussion des articles, pour bien témoigner que nous ne voulions pas opposer une fin de non-recevoir quelconque à l'examen de propositions de loi qui procèdent d'une inspiration évidemment généreuse, mais qui soulèvent en même temps l'examen de questions autrement délicates, non pas seulement au point de vue financier, mais au point de vue de la liberté des contrats. Ces questions demeurent réservées, nous les examinerons avec tout le soin qu'elles méritent, mais nous demandons à la Chambre si, lorsque le gouvernement est venu déclarer lui-même qu'il avait besoin de réfléchir sur ces propositions de loi et qu'il apporterait son opinion au sein de la Commission, nous pouvons aborder utilement et sérieusement l'examen des articles..... »

« Je demande donc, d'accord en cela avec le gouvernement, le renvoi de l'article 1^{er}, ou plutôt de la question entière en l'état où elle est, à la Commission, qui entendra les observations que le Gouvernement lui présentera (1). »

Et brusquement, à une forte majorité, la Chambre se rallia à la proposition de M. Ribot, et renvoya encore une fois le projet à la Commission, qui, il convient de le noter,

(1) *J. off.*, p. 572, séance du 12 mars 1883.

fut la première à accepter ce renvoi qu'elle aurait cependant dû combattre, car c'était pour le projet la mort sans phrases. Personne ne s'y trompa.

La véritable cause de ce revirement apparent est celle qui est légèrement indiquée dans les paroles de M. Ribot, au sujet de la perturbation que ce projet de loi devait apporter dans les règles auxquelles étaient soumis jusqu'alors les contrats : l'application projetée de la théorie du risque professionnel (pourtant bien atténuée) produisait son effet ordinaire auprès de ceux auxquels elle était proposée : on demandait à réfléchir encore..... Les députés n'étaient pas encore assez familiarisés avec cette idée. Après la discussion générale qui venait d'avoir lieu, il paraissait certain pour la majorité de la Chambre, et pour la Commission elle-même, que le projet n'avait aucune chance d'aboutir sous la forme où il était présenté ; dans ces conditions, et pour éviter la mauvaise impression qu'aurait produite un rejet, il ne s'agissait plus que de trouver une formule, un procédé qui permit à la Chambre de manifester son opinion en faveur du principe de la loi à faire, tout en n'acceptant pas le projet présenté. Et tel fut précisément le résultat de la manœuvre ci-dessus décrite.

§ 2.

Troisième projet de la Commission : retour en arrière. — Adoptions cumulées des systèmes du renversement de la preuve et du risque professionnel. — Discussion devant la Chambre ; suppression des articles 1 et 5 : motifs. — Choix laissé à la victime entre le droit commun et la loi spéciale : exercice cumulé des deux actions. — Nullité des conventions contraires : article 10 ; sens restrictif et insuffisant donné par la Commission et la Chambre. — Idée dominante du projet de loi. — Adoption du projet en première lecture.

Voici donc le projet que nous venons d'étudier renvoyé pour la deuxième fois à la Commission, soi-disant pour que celle-ci entendît les observations du gouvernement, mais en réalité pour lui permettre de remanier son projet et de le présenter sous une autre forme.

Sortie sans reproches apparents du débat qui venait de se livrer, la Commission se remit au travail dans le silence du Cabinet. Un premier résultat ne tarda pas à apparaître sous la forme d'un projet de loi, d'ailleurs abandonné aussitôt que produit ; puis quelques mois plus tard, grâce aux efforts incessants de cette Commission, un nouveau projet vit le jour, projet définitif celui-là, qui fut déposé sur le bureau de la Chambre le 16 février 1884. Il reposait sur un système encore inédit.

On se rappelle quels avaient été les précédents projets de loi présentés par la Commission devant le Parlement : le premier en date avait eu exclusivement pour but de renverser les règles de la preuve, conformément à une opinion assez répandue qui estimait que, seule, l'impos-

sibilité pour l'ouvrier de faire la preuve de la faute du patron était cause de sa détresse en cas d'accident : on sait quel avait été sur ce sujet l'avis de la Chambre, et le sort fait par elle au projet, sur l'intervention de MM. Peulevey et Félix Faure (1).

Le second projet procédait d'un point de vue tout différent : il n'y était plus question de présumer le patron responsable, mais bien de le déclarer d'office, en quelque sorte, responsable de tous les accidents survenus dans son atelier, sans que l'ouvrier ait eu aucune preuve à apporter et sans que le patron puisse jamais s'y dérober. Nous venons de voir que la Chambre avait également écarté ce système, tout au moins sous la forme où il était présenté (2).

Eh bien, le troisième projet de la Commission, celui que nous étudions maintenant, présentait un mélange assez confus de ces deux systèmes.

Tout d'abord, après avoir déclaré dans l'article 1^{er}, bien inutilement d'ailleurs, que pour les cas où la présente loi ne s'appliquerait pas, il n'y aurait rien de changé au droit commun, le projet de loi visait spécialement par l'article 2 certaines industries et édictait contre le chef de ces entreprises, une présomption de responsabilité semblable en tous points à celle que nous avons vue dans le projet de 1882. De tous les accidents survenus dans son atelier, le

(1) V. p. 28 et suiv.

(2) V. p. 45 et suiv.

patron était présumé responsable, sauf à prouver par lui que l'accident avait eu pour cause un cas fortuit, une faute ou une imprudence de la victime, en un mot que l'accident n'avait pas été causé par sa faute, à lui patron. S'il ne réussissait pas à faire cette preuve, il était tenu d'indemniser la victime de la totalité du préjudice que lui avait causé l'accident, conformément à l'article 1382. On reconnaît là la théorie du renversement de la preuve, telle que nous l'avons déjà rencontrée ci-dessus.

Mais ce n'était pas tout.

Dans une seconde partie du projet de loi (à l'intitulé de laquelle nous trouvons pour la première fois l'expression de « risque professionnel ») était développé un système applicable à tous les accidents survenus dans les mêmes industries et dont le patron avait réussi à détruire la présomption de responsabilité qui pesait contre lui, en démontrant d'une manière ou d'une autre que l'accident n'avait pas été causé par sa faute. L'effort qu'il venait de fournir, en effet, n'avait pas pour résultat de le libérer à l'égard de la victime : sans doute, il ne devait aucune indemnité en vertu du droit commun, mais c'est ici qu'apparaissait la conséquence de la théorie du risque professionnel, appliquée déjà comme nous l'avons vu par M. Félix Faure, et en vertu de laquelle le patron devait toujours une réparation, tout au moins partielle, pour le préjudice que venait de subir son ouvrier. De sorte que le chef d'entreprise (après avoir, lorsque cela lui était possible, réussi à s'exonérer de la charge d'une réparation inté-

grale) restait encore débiteur d'une indemnité, inférieure il est vrai à celle qui lui était imposée par le droit commun, indemnité tarifée à l'avance, en un mot, forfaitaire et transactionnelle (1).

Voilà le système qu'avait imaginé la Commission, en combinant (ce qui était hardi de sa part) deux projets de loi antérieurs qui avaient été rejetés tous deux par la Chambre ; et le plus curieux, c'est que celle-ci adopta, en partie tout au moins, la combinaison assez étrange qui lui était présentée.

Ce projet vint, en effet, en discussion le 20 octobre 1884. A noter qu'il n'y eut pas à son sujet de discussion générale, puisque celle-ci avait eu lieu à la séance précédente en mars 1883, où la Chambre avait décidé de passer à la discussion des articles : à vrai dire c'était sur des bases toutes différentes du projet actuel, mais néanmoins le vote était acquis à la Commission.

La Chambre commença donc immédiatement l'examen des articles qu'elle vota sans grandes modifications, si ce n'est qu'elle supprima l'article 1^{er}, qui, ainsi que nous avons eu occasion de le voir, était manifestement inutile (2), et l'article 5 qui stipulait qu'aucune indemnité n'était due à la victime qui avait intentionnellement provoqué l'accident. Cette suppression n'impliquait nullement, comme on serait tenté de le croire d'abord, que l'ouvrier qui se blessait ou se tuait volontairement créait à

(1) V. *J. off.*, *Doc. parl.*, mars 1884, p. 250. — V. Annexes.

(2) *J. off.*, *Déb. parl.*, 1884, p. 2071.

son profit, ou à celui de sa famille, le droit de réclamer une indemnité ; un pareil résultat aurait semblé évidemment exorbitant : cette suppression eut lieu sur la demande d'un des rapporteurs lui-même, M. Alfred Girard, qui fit remarquer que cet article était inutile, puisqu'il prévoyait le cas de dol, et que, d'après les principes généraux du droit, le dol faisait exception à toutes les règles ; par conséquent, il ne pourrait être question d'accorder à l'ouvrier fraudeur le bénéfice de la loi, et l'art. 5 étant inutile pouvait donc être supprimé sans inconvénient. Il ne semble d'ailleurs pas qu'il y ait eu à ce sujet accord parfait au sein de la Commission, car au moment où M. Alfred Girard abandonnait si facilement cet article, un autre rapporteur (1), M. Martin Nadaud, montait à la tribune pour le défendre (2). Il finit, il est vrai, par se ranger à l'opinion de son collègue.

Quoi qu'il en soit, pour revenir à la partie la plus importante du projet de loi, la Chambre vota sans grande difficulté les articles 2 et 4 (devenus les art. 1 et 3) dans lesquels se trouvait le fondement même du principe de la loi, à savoir, pour toutes les industries visées, la superposition à la responsabilité du droit commun de la responsabilité à raison du risque professionnel : c'était pour la victime le droit de réclamer la réparation qui lui était due

(1) Il y avait en effet deux rapporteurs, dont l'un, M. Alfred Girard, avait déjà rapporté sur le projet de loi de 1882, et dont l'autre, M. Martin Nadaud, avait rapporté sur le projet de 1883. Ils se trouvaient réunis pour le troisième.

(2) *J. off., Déb. parl.*, 1884, p. 2407.

suivant le mode qui lui paraissait le plus favorable, en basant sa demande tantôt sur l'art. 1382, tantôt sur la loi nouvelle.

Et pour dissiper toute équivoque, et ajouter encore à ce droit, la Commission avait écrit un article, l'article 8 (1) qui stipulait expressément que :

« Si l'accident donne ouverture à l'exercice d'actions en responsabilité de droit commun, dirigées conformément aux articles 319 et 320 du Code pénal, ou des articles 1382 et suivants du Code civil, soit contre le chef d'industrie, soit contre des tiers, il demeurera loisible aux intéressés d'exercer des actions sans qu'il puisse être opposé aucune fin de non-recevoir à raison de l'instance précédemment portée devant le juge de paix.

« Mais l'indemnité qui serait obtenue dans les termes du droit commun, en vertu des articles du Code pénal et du Code civil susvisés, et le montant de la condamnation qui aurait été prononcée par le juge de paix en vertu du titre II de la présente loi, ne pourraient pas être cumulés. Le montant de la condamnation prononcée par le juge de paix, s'il a été précédemment touché, viendra jusqu'à due concurrence en déduction du chiffre de l'indemnité qui serait ultérieurement allouée pour la responsabilité de droit commun (2). »

La portée de cet article fut précisée par le rapporteur,

(1) Primitivement art. 44. V. Rapport de M. Alf. Girard et Martin Nadaud, p. 261.

(2) Voir Annexes.

au cours d'une séance, sur une remarque faite par un député, qui se plaignait de la confusion qui allait se produire entre les diverses prescriptions prévues par la loi.

« Voilà tout simplement, répondit M. Alf. Girard, le but de l'article 8 : pour l'exercice de l'action ou la garantie du risque professionnel, pour la demande fondée sur le titre II du projet; la prescription étant de six mois, il ne faut pas que la victime se laisse forclore ; il est indispensable qu'elle agisse dans les six mois et il arrivera fréquemment qu'elle commencera par là. Mais si plus tard, elle reconnaît qu'en définitive ce n'est pas par un cas fortuit ou un cas de force majeure qu'elle avait été blessée, si elle reconnaît qu'elle pouvait exercer une action en réparation intégrale, en vertu du droit commun, nous ne voulons pas qu'on puisse tirer contre elle une fin de non-recevoir de l'exercice précipité qu'elle aura fait de l'action en garantie du risque professionnel pour échapper à la prescription de six mois. Voilà un premier point. En second lieu, nous ne voulons pas non plus que si, pour échapper à la courte prescription de six mois, on a d'abord saisi le juge de paix et obtenu condamnation, on puisse cumuler le bénéfice de cette condamnation avec le bénéfice de celle qui serait ensuite prononcée en vertu de l'article 1382 par le tribunal de première instance. Voilà tout ce que nous avons voulu indiquer, et rien de plus, dans notre article 8 (1). »

Ainsi donc, non seulement la victime avait le choix entre les deux actions par lesquelles elle pouvait obtenir

une réparation, mais encore son choix une fois fait ne liait aucunement et elle pouvait fort bien exercer cumulativement l'action dérivant de l'article 1382 du Code civil avec celle qui lui était concédée par la nouvelle loi. C'était là le maximum de garantie qu'on pouvait donner aux victimes d'accidents du travail.

La nullité des conventions contraires à la loi était, comme on peut le supposer, expressément prévue dans le projet : cette disposition se trouvait à l'article 13, lequel portait, au moment où il vint en discussion, le n° 10. Chose extraordinaire, il donna lieu, devant la Chambre, à un débat, d'ailleurs assez bref, où sa portée fut précisée d'une manière très nette et assez inattendue.

Déjà, dans leur rapport, MM. Alf. Girard et Martin Nadaud s'étaient exprimés ainsi au sujet de cet article : « Peut-être, il était inutile ; il nous paraît certain que toute convention par laquelle un patron stipulerait, par avance, son irresponsabilité, serait illicite, nulle par conséquent. Mais pour couper court à toute controverse, mieux vaut écrire expressément que « toute convention contraire est nulle de plein droit » (2).

D'après ces lignes, il semble que, seules, les conventions antérieures à l'accident aient dû être frappées de nullité, et que liberté complète fut, au contraire, laissée aux parties pour s'entendre après la survenance de l'acci-

(1) *J. off.*, séance du 10 octobre 1884, p. 211.

(2) V. Rapport de MM. Alf. Girard et Martin Nadaud, *J. off.*, *Doc. parl.*, 1884, p. 262.

dent, sur le mode et le montant de la réparation à intervenir : cette interprétation, assez arbitraire, se trouva confirmée précisément lors de la discussion devant la Chambre d'une façon catégorique.

Un député, en effet, M. Drumel, demanda si cette disposition ne s'appliquait qu'aux conventions antérieures ou concomitantes au contrat de louage. « Les conventions contraires aux lois sont généralement interdites, ajouta-t-il ; je suppose qu'un ouvrier, entrant dans une usine, signe un contrat aux termes duquel il s'engage à ne pas invoquer le bénéfice de la loi que nous discutons. Est-ce que ce contrat ne tombera pas sous le coup de l'article du Code civil qui prohibe les conventions illicites ? Par conséquent, votre article est inutile. »

M. Charles Floquet répondit :

« Je demande que l'article soit maintenu. Il est bien clair que le droit de transiger après un fait accompli est maintenu. Lorsque l'accident est arrivé, la transaction est possible ; mais ce qui ne peut pas être permis, sous peine de détruire et d'annuler d'une façon complète la loi que nous discutons, c'est que par des conventions antérieures à l'accident, au moment par exemple où l'ouvrier entre dans l'usine, on lui fasse signer, comme condition de son admission, une convention aux termes de laquelle il s'engagerait à accepter des indemnités de moitié ou du quart inférieures... Quant aux transactions après accident, elles sont régies par les lois générales ; mais une disposition est nécessaire, pour qu'il soit entendu qu'on ne peut pas

faire des conventions pour se soustraire d'une façon générale et préventive à l'application et à l'exécution de la loi (1). »

Il est donc impossible de conserver aucun doute sur le sens que tout le monde donnait à cet article 10, sens très restrictif et qui était loin d'assurer aux blessés l'application de la loi. En effet, cet article, avec la signification qu'on lui donnait, paraît bien aux conséquences de l'infériorité économique de l'ouvrier, mais il ne supprimait nullement les inconvénients provenant de l'ignorance dans laquelle il pouvait se trouver au sujet de ses droits : la convention une fois faite était inattaquable, pourvu qu'elle ait été passée après la survenance de l'accident.

L'article 10 fut voté sans autre discussion.

Le projet de loi fut adopté tout entier sans plus de difficultés : remarquons toutefois, car ceci est important, que la Chambre procédait seulement à sa première délibération.

Ainsi l'opinion qui prévalait toujours en cette matière des accidents du travail et qui trouvait dans le projet de loi que nous venons de voir son application parfaite, c'est qu'il fallait augmenter les droits de la victime, sans lui retirer aucun de ceux dont elle jouissait antérieurement ; que, par suite, celle-ci devait toujours continuer à pouvoir actionner son patron en vertu de l'article 1382 lorsque ce dernier avait commis une faute : c'était là une idée dont le bien-fondé n'était pas contesté et qui avait toujours été admise, d'une manière plus ou moins étendue ; et le

(1) *J. off.*, *Déb. parl.*, octobre 1884, Chambre, p. 2111.

projet de M. Félix Faure lui-même, pourtant si restrictif, procédait aussi de cette idée.

Nous trouvons un exposé assez complet de cette opinion dans les motifs du projet de la Commission, précisément à la critique de la proposition Félix Faure.

« Ici, comme dans la proposition de M. Peulevey, le principe initial, c'est l'abrogation de la plus grande partie des droits actuels. L'ouvrier serait déchu du bénéfice du droit commun, sauf dans les cas exceptionnels où il s'agirait de faits criminels ou délictueux.

« Et, en s'appropriant un instant cette disposition, la Commission l'avait encore aggravée en spécifiant que les intéressés pourraient, seulement si l'accident donnait lieu à des poursuites dirigées conformément aux dispositions de l'article 319 du Code pénal, obtenir des dommages-intérêts proprement dits, en se portant partie civile au procès. Par conséquent, ici encore c'est le droit commun des articles 1382 et suivants déniés à l'ouvrier. Uniquement dans le cas d'actes délictueux..., et d'actes délictueux correctionnellement réprimés, il restera pour la victime une chance rare de justice.

« De telle sorte, ici encore, que l'on verrait les victimes d'un même accident, — les unes étrangères à l'établissement industriel toucher une indemnité intégrale, — les autres attachées à cet établissement ne recevoir qu'une réparation au rabais, tarifée par avance à forfait...

« Ces résultats inadmissibles parlent assez par eux-mêmes (1). »

(1) Troisième rapport de la Commission, *J. off.*, mars 1884, Annexe n° 2634.

Il m'a paru piquant de rappeler ici ces paroles, maintenant que ces résultats prétendus inadmissibles ont été sanctionnés par douze ans d'une application régulière et paisible. Et ceci montre une fois de plus, ainsi que je le faisais remarquer plus haut, combien une idée nouvelle, d'une application extrêmement facile, peut nous paraître parfois impossible à exécuter si elle se heurte à d'autres notions qui n'ont en somme sur elle qu'un avantage de date, et avec lesquelles nous sommes familiarisés par une plus longue habitude.

En terminant, et avant de quitter le troisième projet de la Commission, je crois utile de faire ressortir un point sur lequel je n'ai peut-être pas assez insisté. C'est que l'ouvrier qui, comme nous l'avons vu, pouvait agir en vertu de l'article 1382, était également fondé à se prévaloir des articles 1383 et 1384, ce qui lui donnait encore la faculté de se faire indemniser totalement par son patron lorsque l'accident était dû à la faute de ses camarades, quoique, dans ce cas, le chef d'entreprise n'y fut pour rien ; mais comme il se trouvait en vertu de l'article 1384 civilement responsable de ses ouvriers et employés, il était du même coup obligé de réparer totalement le préjudice causé dans ces circonstances par l'un des préposés. C'était toujours l'application de cette idée qu'il ne fallait retirer à la victime aucun des droits dont elle jouissait antérieurement.

Nous allons voir que ce principe n'était pas destiné à durer longtemps encore dans la discussion de la future loi.

§ 3.

Arrêt subit dans la discussion de la loi : ses causes. — Les différents projets présentés : pourquoi ils ne furent pas adoptés par la Commission. — Quatrième projet de la Commission : changement de principe important ; adoption presque intégrale du risque professionnel, usage exceptionnel du droit commun. — Suppression de l'article 1384 du Code civil. — Condition de l'exercice de l'article 1382. — Débat devant la Chambre : les efforts pour la suppression du droit commun (art. 13) ; réponse du rapporteur. — Retour en arrière proposé par le président du Conseil : réplique du rapporteur. — Adoption du projet en première lecture. — Article 27 : adoption sans discussion ; opinion de M. Duché, rapporteur. — Discussion en deuxième lecture. — Article 13 : modification de principe. — Actions contre les tiers : amendements de MM. Fairé et Bernard. — Nouvelle restriction à l'exercice de l'action de droit commun. — Adoption du projet de loi : son importance.

A voir la rapidité avec laquelle avaient été menés les débats de la Chambre lors de la première délibération du projet de loi, on ne pouvait qu'en tirer bon augure pour qu'une solution définitive intervint à bref délai. Aussi n'est-on pas peu surpris, lorsque l'on parcourt l'*Officiel* pour rechercher la suite de la discussion en deuxième délibération, de constater une lacune considérable s'étendant pendant plusieurs années et de découvrir soudain, à une séance en date du 17 mai 1888, en *première délibération*, une nouvelle proposition toute différente de celle que nous venons de voir. L'explication de cette énigme, longue et ennuyeuse à trouver, est celle-ci :

A l'issue du débat en première lecture, M. Rouvier intervint et présenta entre les deux délibérations un projet de loi au nom du gouvernement dont il faisait partie (1) ;

(1) *J. off.*, 24 mars 1885.

ce projet avait été préparé par une Commission extra-parlementaire présidée par M. Tolain, mais M. Rouvier ne porta pas à la Chambre toutes les propositions formulées par la Commission. Il ne crut pas devoir adopter celle qui avait pour but d'établir une présomption de responsabilité contre le chef d'entreprise jusqu'à preuve contraire à fournir par lui. La fin de la législature survint avant qu'une solution définitive pût être prise.

Dès le début de la Chambre nouvelle, M. Lagrange, député, présenta en son nom une proposition de loi reproduisant intégralement le texte voté par la Chambre précédente le 23 octobre 1884, en première délibération (1).

De son côté, M. Rouvier reprit en son nom personnel le projet qu'il avait présenté comme ministre, le 24 mars 1885 (2). Puis, M. Lockroy, ministre du commerce, déposa au nom du gouvernement un projet de loi reproduisant le texte complet de la Commission extra-parlementaire présidée par M. Tolain, le 2 février 1886 (3). Dans la même séance, M. de Mun déposa une nouvelle proposition basée sur l'assurance obligatoire (4). Enfin, le 26 juin 1886, M. Félix Faure reprit en la modifiant sur certains points la proposition qu'il avait déposée dans la précédente législature (5).

La Commission de la Chambre, après avoir examiné

(1) *J. off.*, 3 décembre 1885.

(2) *Ibid.*, 30 décembre 1885.

(3) *Ibid.*, 3 février 1886.

(4) *Ibid.*

(5) *Ibid.*, 27 juin 1886.

toutes ces propositions, ne crut devoir adopter complètement aucune d'elles.

Tout d'abord, en ce qui concerne le projet de loi voté en première lecture par la Chambre, et que logiquement la Commission aurait dû reprendre, la raison suivante le fit repousser : « Dans les cas où la victime de l'accident aurait cru pouvoir invoquer la responsabilité du chef d'entreprise, en vertu du droit commun, elle aurait eu, il est vrai, l'avantage dans ce système de n'être pas obligée de faire la preuve de la faute, *mais elle aurait dû, dans tous les cas, intenter deux actions*, l'une en raison du droit commun, et qui aurait pu, seule, lui faire obtenir la totalité de l'indemnité à laquelle elle aurait pu avoir droit, l'autre devant le juge de paix, à raison du risque professionnel, dont le résultat aurait été plus certain, mais l'indemnité très inférieure.

« *Le nombre des procès en raison d'accidents industriels aurait donc très probablement fort augmenté*, et dans la plus grande partie des cas, ils auraient été portés devant deux juridictions différentes et auraient donné lieu à deux jugements qui auraient pu sembler contradictoires (1). »

Une autre raison fit écarter par la Commission la proposition de M. Félix Faure qui, elle aussi, admettait, mais dans certains cas seulement, le recours au droit commun : c'était la compréhension trop large de son article 1^{er}.

Pour éviter cet inconvénient, dit M. Duché dans son

(1) Rapport de M. Duché, *Doc. parl.*, session extr. de 1888, p. 389.

rapport, la Commission jugea préférable de déterminer autant que possible les entreprises présentant le caractère spécial du risque professionnel et pour celles-là, elle déclara que tout accident survenu aux ouvriers qui y travaillaient donnait nécessairement droit à une indemnité, sauf le cas où la victime aurait volontairement provoqué l'accident, parce qu'alors le fait des choses ne pourrait plus être invoqué (1).

Ces considérations amenèrent la Commission à rédiger un projet de loi nouveau, mais dont les bases nous sont déjà connues, car il se rapprochait en effet beaucoup du projet de loi Félix Faure ; il n'apportait aucune dérogation aux principes généraux du Code civil, en ce qui concerne la preuve, et se bornait à assurer aux ouvriers blessés de certaines industries une indemnité proportionnelle à la fois au salaire de la victime et à la gravité de la blessure.

Mais, précisément sur la question qui nous intéresse, il y avait une divergence assez profonde entre ces deux projets. M. Félix Faure en effet, quoique repoussant en grande partie l'application du droit commun à notre matière, admettait encore pour le patron la responsabilité civile à raison d'un crime ou d'un délit commis, par une personne dont il devait répondre, sur un de ses ouvriers ; naturellement, à plus forte raison, lorsqu'il avait commis lui-même ce délit ou ce crime, il répondait également des conséquences de sa faute, conformément au droit commun (2).

(1) *Ibid.*

(2) V. p. 22.

Le projet de la Commission au contraire, s'il admettait bien en principe que le patron coupable dût indemniser intégralement la victime de l'accident, repoussait par contre toute responsabilité fondée sur l'article 1384, c'est-à-dire qu'il exonérait en tous cas le chef d'entreprise de la responsabilité civile pour fautes, délits ou crimes commis par ses préposés : Ce principe se trouvait consacré par l'article 13 du projet, qui était ainsi conçu :

« ART. 13. — *La responsabilité résultant des articles 1382 et suivants du Code civil est déterminée dans tous les cas prévus à l'article 1^{er} par les dispositions de la présente loi.*

« Néanmoins, cette limitation n'est pas applicable lorsqu'une condamnation pénale a été *directement* prononcée contre le chef d'entreprise à raison de l'accident.

« Les dommages-intérêts alloués à la suite de cette condamnation pourront dépasser les indemnités prévues par la présente loi, mais ne pourront se cumuler avec elle. »

Il est facile de constater, du premier coup d'œil, le changement de principe important qui résultait de cet article. Alors que dans tous les projets précédents, et principalement le dernier, le droit commun constituait la règle, et le risque professionnel une exception, même dans les rapports entre patrons et ouvriers, maintenant, au contraire, c'est le système de réparation forfaitaire qui devient la règle absolue, et le droit commun n'est plus applicable que dans de rares exceptions : le chef d'entreprise ne pourra plus être actionné en vertu du droit commun que lorsqu'il aura commis *personnellement une faute* pour la-

quelle il *aura été condamné pénalement*. C'est là une période capitale dans l'évolution de l'idée du risque professionnel.

Et pourtant, quelque restrictif qu'il fut, cet article fut jugé encore trop large, comme nous allons le voir, par certains membres du Parlement qui se livrèrent sur son sujet à de vives critiques.

Le débat de la Chambre sur cet article qui eut lieu le 26 mai 1888, mérite par son importance exceptionnelle d'être rapporté en entier (1) :

M. LÉON RENARD. — « Messieurs, j'ai déposé avec quelques-uns de mes collègues un amendement tendant à la suppression des deux derniers paragraphes de l'article 13.

« Nous considérons, en effet, que ces deux paragraphes vont à l'encontre de la loi en discussion. Nous avons voulu faire une loi humanitaire, en assurant l'existence de l'ouvrier dans toutes les circonstances où il serait victime d'un accident. Nous avons voulu faire, en même temps, une loi de pacification, c'est-à-dire éviter toutes les contestations, tous les procès qui pourraient s'élever entre patrons et ouvriers. Enfin, nous avons un troisième objectif : arriver aux deux résultats que je viens de signaler, en grevant le moins possible l'industrie nationale, en recherchant la voie la moins onéreuse, puisque, en définitive, les charges de l'industrie retombent toujours plus ou moins sur les salariés.

(1) *J. off., Déb. parl.*, Chambre, p. 1520 (1888).

« En ce qui concerne l'ouvrier, nous avons, par les premiers articles qui ont été votés, pourvu à sa situation dans les différentes circonstances où il est victime d'un accident. J'ai été l'un de ceux qui, précisément pour éviter les difficultés et les procès irritants qu'elles engendrent, ont insisté pour que, même dans le cas de faute lourde, et malgré les objections que l'on pouvait présenter à cet égard, l'ouvrier ne fût pas privé de l'indemnité déterminée par la loi, qu'il ne se trouvât pas, même dans cette éventualité, dénué de tous moyens d'existence.

« Dans le même esprit pacificateur, je viens aujourd'hui vous demander de ne pas placer l'ouvrier dans cette situation d'avoir, à chaque instant, à intenter un procès à son patron pour en tirer une indemnité plus considérable que celle qu'il aura été reconnu juste de lui attribuer à raison de l'accident dont il aura été victime.

« Que se passe-t-il aujourd'hui dans la plupart des cas ? Un accident survient : le patron va voir l'ouvrier, ou fait appeler sa famille. Il lui propose une transaction amiable : « Vous êtes privé d'un bras, d'une main, vous avez perdu votre aptitude au travail, lui dit-il ; je suis disposé à intervenir et je viens vous proposer une indemnité correspondante au dommage que vous avez souffert.

« Le plus souvent, l'ouvrier accepte cette transaction : il ne veut pas courir les chances d'une action judiciaire qui pourrait lui être défavorable ; le règlement se fait sans frais et sans procès.

« Mais maintenant, Messieurs, du moment que l'ouvrier

aura droit en tout état de cause à une indemnité déterminée par la loi, maintenant qu'il ne courra plus aucun risque en actionnant son patron, il sera tenté de réclamer contre lui une condamnation pénale, puisque cette condamnation pourra, aux termes des paragraphes 2 et 3 de l'article 13, entraîner une indemnité supérieure.

« Qu'arrivera-t-il évidemment ? Vous le savez comme moi ; les agents d'affaires qui sont à la piste des difficultés viendront dire à l'ouvrier : « N'hésitez pas, marchez, nous allons vous aider, et nous partagerons avec vous, en échange de nos conseils, l'indemnité supplémentaire que vous pourrez obtenir. »

« Pour ma part, puisque l'ouvrier aura toujours droit à une compensation pécuniaire — insuffisante, je le reconnais et je le regrette — mais correspondante à la gravité de l'accident dont il aura été victime, je ne voudrais pas qu'un procès pût intervenir dans de pareilles conditions, pas plus, je le répète, que vous ne l'avez admis, en décidant, sur mes instances, que l'ouvrier ayant commis une faute lourde toucherait néanmoins son indemnité.....

« Ce qui me préoccupe par dessus tout, je le répète, du moment que l'ouvrier est garanti contre la misère, du moment qu'il a reçu une indemnité correspondant à l'incapacité de travail dont il a été frappé, c'est d'éviter toutes ces discussions irritantes et tous ces procès entre patrons et ouvriers. Enfin, Messieurs, comme je le disais tout à l'heure, si vous voulez que la charge de la loi ne soit pas trop lourde pour nos industries, il faut que l'assurance

puisse se contracter à des conditions raisonnables et modérées, et pour cela il est indispensable que l'indemnité soit déterminée à l'avance et que les risques prévus ne soient pas trop grands, autrement les Compagnies exigeraient des primes proportionnelles à l'aléa qu'elles seraient appelées à courir.

« Il ne pourrait être fait qu'une objection sérieuse à mes observations : ce serait la crainte que le patron, n'étant plus exposé à l'action civile, ne se relâchât des mesures de précautions qui sont nécessaires, et que l'ouvrier ne fût par suite plus exposé aux accidents. Mais je vous prie de remarquer, Messieurs, que si je demande la suppression de l'action civile en compensation des sacrifices que la loi impose au patron, je ne réclame en aucune façon la suppression de l'action pénale qui peut se traduire pour lui par l'amende ou la prison.

« Il me semble que, dans ces conditions, vous conservez toutes les garanties nécessaires pour que le patron demeure soucieux de prendre toutes mesures de prudence, de prévoyance, pour assurer la sécurité de ses ouvriers. C'est pour ces motifs que nous vous demandons la suppression des paragraphes 2 et 3 de l'article 13. »

M. le Rapporteur. — « Messieurs, la Commission ne peut pas accepter l'amendement qui est présenté par l'honorable M. Renard. Nous pensons que le texte de notre article 13 doit être maintenu, même en présence du vote qui a été émis par la Chambre sur l'article 2.

« Il n'y a, en effet, aucune assimilation possible entre

la situation de l'ouvrier blessé, même à la suite d'une imprudence lourde, et la situation du patron qui peut, par sa négligence ou son imprudence, compromettre l'existence d'un très grand nombre d'ouvriers. Nous n'imposons dans la loi aucune surveillance aux patrons, les patrons ne sont pas tenus de faire visiter leurs usines par des ingénieurs pour constater que leur outillage est en bon état, qu'ils ont pris toutes les précautions pour garantir les ouvriers contre les accidents ».

(M. le Rapporteur se livre ici à une étude des sociétés qui ont pour but de prévenir les accidents industriels, puis il continue) :

« Il faut que nous trouvions le moyen d'imposer à tous les industriels, sinon l'obligation de faire partie de ces sociétés de préservation, au moins celle de prendre toutes les précautions ayant pour but de sauvegarder la vie de leurs ouvriers. Si nous nous contentons du risque professionnel... »

Au Centre. — « Il faut une sanction pénale. »

M. le Rapporteur. — « Permettez, je vais arriver là, soyez-en sûrs. Si nous nous contentons du risque professionnel, si nous l'appliquons à tous les cas, la mesure sera insuffisante. Le risque professionnel fournira à l'ouvrier l'indemnité qui est pour lui la compensation des blessures qu'il a reçues, et pour sa famille, de la mort qui le frappe. Mais à côté du risque professionnel, il y a une situation tout à fait différente. L'ouvrier peut être victime de la faute personnelle de son patron... auquel on a dit : votre

outillage est mal installé ! Faites attention, vous avez là des engrenages qui ne sont pas couverts, etc... Le patron ne veut pas se rendre à ces raisons : il persiste à ne pas prendre les précautions nécessaires pour sauvegarder la vie de ses ouvriers. Vous croyez, Messieurs, qu'il devra être dégagé parce qu'il aura supporté le risque professionnel ? Non, nous n'entendons pas qu'il soit ainsi déchargé complètement de toutes ses obligations.

Le patron qui est condamné personnellement — tel est le sens de notre article 13 — devra supporter, indépendamment des conséquences pénales que le procureur de la République pourra faire prononcer contre lui, les conséquences pécuniaires de la faute qu'il a commise.

« Comprendriez-vous, Messieurs, qu'un ouvrier fut forclos du droit de demander à son patron la réparation du préjudice énorme que ce même patron lui aurait causé par sa faute, parce que celui-ci lui dirait : Vous avez reçu un tiers ou deux tiers de votre salaire, nous sommes quittes ? Non. La Commission n'a pas voulu ce résultat : elle demande à la Chambre de le décider. Notre article est, je crois, très clair, très juridique ; j'ajoute qu'il répond à l'objection de l'honorable M. Renard ; nous n'entendons pas que le patron qui aura un préposé qui se sera rendu coupable d'un délit soit responsable au delà du risque professionnel des conséquences civiles du délit ou du crime commis par ce préposé.

« La Commission dit que les articles 1382 et suivants ne produiront pas d'effets vis-à-vis du patron lorsqu'il n'aura

pas encouru personnellement une condamnation pénale. Mais lorsqu'il aura été condamné au criminel ou au correctionnel, dans ce cas, il n'y aura plus de limitation : l'ouvrier pourra faire condamner le patron à tous les dommages-intérêts que le juge voudra lui accorder. Seulement, l'ouvrier ne pourra pas cumuler l'indemnité qu'il recevra en vertu du risque professionnel avec celle qu'il pourra toucher à la suite de la condamnation pénale. Il aura toujours le minimum des articles 2 et 5, mais il pourra avoir un maximum que nous ne déterminons pas : sa qualité est laissée à l'appréciation des tribunaux.

« Telle est la portée de notre loi. C'est pour cela que nous ne pouvons pas nous rallier à l'amendement de notre honorable collègue, M. Renard. Nous entendons que le patron qui a subi une condamnation pénale par suite des dispositions de l'article 319 ne puisse pas être dégagé : au contraire, lorsqu'il aura été condamné, il supporte, non seulement au point de vue pénal, mais au point de vue civil, toutes les conséquences que pourra entraîner son crime ou son délit. »

M. le Président. — « La parole est à M. le Président du Conseil. »

M. le Président du Conseil. — « Je crois que nous sommes arrivés à un moment de la discussion où il faut que les opinions, et en particulier l'opinion du gouvernement, soient nettement précisées.

« Je rends le plus grand hommage aux intentions qui animaient l'honorable M. Renard, lorsqu'il a demandé que,

dans un intérêt commun aux patrons et aux ouvriers, les procédures ne se renouvellent pas après l'application de l'art. 1^{er}, c'est-à-dire après l'application des indemnités relatives au risque professionnel.

« Je comprends, d'autre part, que la Commission veuille aller plus loin, et donner à l'ouvrier les garanties du droit commun dans le cas où le patron aurait commis une imprudence grave ou une faute pour laquelle il serait condamné correctionnellement, directement ou indirectement.

« Mais le gouvernement se place à un autre point de vue. Il pense que la loi, tout en organisant la garantie, l'indemnité pour le risque professionnel, ne touche point en droit commun à l'article 1382 du Code civil. Dans une autre occasion, je vous avais demandé de limiter les industries spéciales pour lesquelles vous établissez le risque professionnel. En effet, la loi veut pourvoir à une situation particulière ; dans un certain nombre d'industries, quelles que soient la prudence de l'ouvrier et l'exactitude du patron à remplir ses devoirs, il y a des risques qui résultent de la présence des machines, de l'agglomération des ouvriers, de la nature du travail, et qui se produisent indépendamment de la volonté de l'une ou l'autre partie, patron ou ouvrier.

« A chaque cas de risque professionnel doit correspondre une tarification spéciale que, quant à moi, je ne renfermerais pas entre un maximum et un minimum, mais que je voudrais préciser. Nous demandons qu'une indem-

nité soit allouée, qui serait convertie par une assurance que nous espérons pouvoir rendre obligatoire. »

M. BOVIER-LAPIERRE. — « C'est ce que j'ai soutenu. »

M. le Président du Conseil. — « C'est là une doctrine qui semble avoir disparu devant vous. »

M. DE MUN. — « En effet, elle a absolument disparu de la loi. »

« M. BOVIER-LAPIERRE. — C'est ce qui n'aurait pas eu lieu si on avait adopté mon contre-projet. »

M. le Rapporteur. — « C'est une loi nouvelle. »

M. le Président du Conseil. — « Cette doctrine n'a pas complètement disparu de la loi, non : elle est limitée à certains cas de responsabilité du patron. Mais cette doctrine du risque professionnel d'une part, de l'autre celle du droit commun, se juxtaposant et pouvant exister pour le même ouvrier.

M. le Rapporteur. — « C'est jeter la loi par terre ! »

M. le Président du Conseil. — « Du tout, je le regretterais beaucoup ! »

M. DE MUN. — « Vous avez, Monsieur le Ministre, une conception de la loi différente de celle de la Commission : je ne m'en plains pas, c'est la mienne. »

M. le Président du Conseil. — « Je regretterais profondément que la parole que vient de prononcer M. le Rapporteur ne fût pas une exagération, car nous avons le vif désir de voir aboutir la loi.

« Entre les deux lectures, grâce au droit d'amendement, grâce au droit d'intervention du gouvernement, nous pré-

senterons des propositions et nous tâcherons de nous mettre d'accord avec la Commission pour présenter un texte.

« La doctrine de juxtaposition du risque professionnel et du droit commun a été produite plusieurs fois ; elle a été consacrée dans les projets de loi précédents, et la Chambre des députés, dans la première délibération qui a eu lieu en 1884, l'avait adoptée.

(Ici, le président du Conseil se livre à une étude détaillée et complète de tous les projets de loi présentés sur cette question des accidents du travail — projets que nous avons déjà analysés au même point de vue — pour montrer que la théorie qu'il soutient a toujours été consacrée soit par la Commission, soit par la Chambre. Puis il continue) :

« C'est cette thèse qu'il faut reprendre et maintenir.

« Je comprends bien l'objection qu'on nous oppose. On dit : « Vous faites un forfait : les ouvriers consentent à recevoir, d'une façon certaine, une indemnité tarifée pour le risque professionnel qu'ils courent dans leurs industries. Cette indemnité, ils la reçoivent non pas comme résultat de l'imprudence du patron, mais comme risque professionnel, et ils la reçoivent toujours, quand même ils auraient été eux-mêmes coupables d'une grosse imprudence. Par conséquent, ils ont fait une transaction. »

« Je réponds que les individus peuvent faire des transactions, mais que la loi ne transige pas sur le droit des individus. Vous pouvez donner aux ouvriers une indem-

nité spéciale à raison d'une circonstance spéciale ; mais pas plus pour eux que pour qui que ce soit, vous n'avez le droit de fermer le Code civil et de faire disparaître l'intégralité des droits qu'il consacre. Ce que vous faites, ce n'est pas un marché, c'est une loi nouvelle introduisant dans la législation l'indemnité pour ce que nous appelons le risque professionnel, qui est la conséquence de l'industrie et des circonstances dans lesquelles elle s'exerce. Voilà la vérité.

« On a dit qu'on avait renversé l'ordre de la preuve, indiquée par l'article 1382, en mettant à la charge du patron l'obligation de prouver qu'il n'a pas été imprudent, au lieu de laisser faire cette preuve par l'ouvrier. Mais cela importe peu : c'est un point secondaire suivant moi, et je suis prêt à l'abandonner pour qu'on reconnaisse à l'ouvrier le droit de faire réparer le préjudice qui lui a été causé et qu'on adopte la tarification spéciale établie par le législateur, comme conséquence des règles de la vie sociale, au profit de ceux qui exercent le travail dans certaines industries absolument déterminées et par conséquent limitées, comme je l'ai dit dans une autre séance. »

M. le Rapporteur. — « Messieurs, j'aurais très vivement désiré que M. le Président du Conseil vous apportât à cette tribune le texte de la proposition de loi qu'il soumet à la Chambre ; je vois bien, dans les observations qu'il a présentées, qu'il critique notre projet, mais je ne vois pas ce qu'il met à la place. Je me trompe, par ce que vous venez d'entendre, j'ai cru comprendre que l'honorable Président

du Conseil donnait ses préférences aux projets de MM. Rouvier, Lockroy et Lagrange, c'est-à-dire au vote de la loi de 1884. Si cela était, Messieurs, pourquoi avons-nous employé cinq ou six séances à discuter ? »

Une voix à gauche. — « Ce n'est pas une raison. »

M. le Rapporteur. — « Cela en est une tout au moins à mes yeux ; il me semble que le temps eût été mieux employé à discuter autre chose. La base de notre proposition de loi comporte le rejet de toutes les propositions de MM. Rouvier, Lockroy, Félix Faure, de Mun et Lagrange. »

M. JAURÈS. — « Elles ont été reprises et rejetées. »

M. le Rapporteur. — « La proposition a été reprise récemment par M. Bovier-Lapierre... »

M. BOVIER-LAPIERRE. — « Et je la reprendrai en seconde lecture. »

M. le Rapporteur. — « Tous les droits sont ouverts. Après la clôture de la discussion générale, M. Bovier-Lapierre a soulevé à nouveau la théorie qui vient d'être présentée tout à l'heure, avec son autorité particulière, par M. le Président du Conseil. La Chambre a repoussé, sans hésiter, la proposition qui lui était faite de revenir aux anciens textes. Pourquoi ? Ah, Messieurs, il me semble que les raisons que j'en avais données à la Chambre, je lui demande la permission d'y revenir en très peu de mots...

« Je comprends, à la rigueur, le texte de la proposition faite par M. Lockroy, qui limite exactement à une contribution de 8 francs par tête la charge à supporter par le patron en raison du risque professionnel, mais qui donne

encore au patron un avantage que nous lui enlevons. Le patron paye seulement 8 francs par tête, mais il ne paye pas d'indemnité lorsque l'ouvrier a été blessé par sa faute, il ne paye pas d'indemnité lorsque l'ouvrier est victime d'un cas fortuit ou d'un cas de force majeure, si bien que le patron n'a à supporter que les conséquences de ses fautes à lui.

« Aujourd'hui, quelle est la limite de cette charge imposée au patron ? Si vous aviez bien voulu, M. le Président du Conseil, vous reporter aux chiffres que j'ai donnés à la Chambre lors de mon discours dans la discussion générale, vous auriez vu que les fautes du patron n'entrent dans toutes les statistiques que jusqu'à concurrence de 12 0/0, et que par conséquent la différence entre 12 0/0 et 100 0/0, soit 88 0/0, est d'après notre loi à la charge du patron.

« A la charge du patron, dis-je, et dans quelles conditions ? Dans des conditions telles que l'industrie sera certainement dans l'impossibilité, vous entendez-bien, de les supporter, si la théorie de M. le Président du Conseil pouvait un seul instant être admise.

« Nous voulons en effet que pour arriver à l'apaisement social, les patrons supportent un nouveau règlement des indemnités. A ce propos, nous sommes heureux de leur rendre du haut de cette tribune cette justice qu'ils ne résistent pas, mais qu'ils demandent qu'on détermine le risque qu'ils auront à courir. A cette condition, ils se déclarent prêts à supporter les charges nouvelles. En échange de cette limitation, ils acceptent de supporter les consé-

quences de la force majeure. Ils acceptent de subir les conséquences des cas fortuits : ils acceptent même de supporter les conséquences des fautes lourdes commises par leurs ouvriers. Et, en conséquence, on vous demande de remplacer la législation par une législation nouvelle qui aura comme résultat de faire payer aux patrons une série d'indemnités graduées en raison des salaires, ce qui est bien différent des indemnités payées à raison de ce chiffre insignifiant de 8 francs par tête du projet Lockroy...

« Demandez-vous alors si on peut faire une assimilation quelconque entre l'un et l'autre projet. Et puis, le projet de M. Lockroy et le nôtre ne s'inspirent pas du tout de la même pensée. Nous avons demandé à la Chambre qui a bien voulu jusqu'à présent nous donner la sanction de ses votes, de suivre les nations voisines qui ont fait, elles aussi, l'expérience de la législation qui créait l'intervention de la preuve, et à laquelle nous convie M. le Président du Conseil. Ah ! c'était le projet de M. Lockroy ! Elles ont fait cette expérience, mais cette expérience a été telle qu'elles ont abandonné le système. Elles ont établi sous un nom ou sous un autre, sous le nom d'assurances obligatoires, sous le nom de risques professionnels, peu importe la qualification, une sorte de forfait. Le mot est peut-être quelque peu impropre, mais il rend exactement ma pensée. Comme conséquence de ce forfait, le patron accepte de supporter toutes les conséquences pécuniaires des accidents, parce qu'il ne répond plus que de ses fautes personnelles, lorsqu'elles prennent un caractère tel qu'elles

conduisent à la condamnation pénale prévue dans notre article 13. Avec le système de M. le Président du Conseil, voyez jusqu'où nous allons aller :

« Non seulement le patron sera responsable de ses fautes, ce que nous vous demandons de décider en votant notre article 13, mais encore, cela ne suffit pas à M. le Président du Conseil le patron sera responsable de toutes les conséquences des fautes qui seront commises non pas par lui, mais par ses préposés, par tous ses employés. Il en sera responsable *in infinitum* : de telle sorte que vous aurez mis à sa charge une indemnité ou une prime dont le poids est lourd, et que vous lui aurez donné en contre-valeur... rien : Je me trompe, l'obligation d'avoir à subir — car ce sera la conséquence du système de M. le Président du Conseil — des procès civils toujours interminables.

« Permettez-moi, en effet, de vous dire que ces procès qui existent aujourd'hui et qui ne sont peut-être pas une des moindres causes du malaise qui s'est produit dans l'industrie, ces procès vont être bien plus facilement alimentés demain. Comment ? L'ouvrier est assuré d'une indemnité temporaire pendant tout le temps de sa maladie — c'est voté — l'ouvrier est assuré d'avoir une indemnité qui variera entre le tiers et les deux tiers de son salaire, c'est encore voté. La veuve a une pension, les enfants ont une pension, même les parents, tout le monde a une pension en vertu de notre loi ; c'est la réparation équitable du préjudice causé.

« Mais ce n'est pas assez ; s'il lui faut encore supporter

l'effet des articles 1382 et suivants, voulez-vous — si vous me permettez de vous poser très respectueusement cette question, M. le Président du Conseil — me dire ce qui arrivera ? L'agent d'affaires dont a parlé notre honorable collègue, M. Léon Renard, ira dire à l'ouvrier : Votre indemnité ne vous paraît pas suffisante, plaidez. Il y a l'article 1382 ; n'hésitez pas, qu'est-ce que cela vous fait ; vous avez l'assistance judiciaire en première instance et en appel. Vous n'avez rien à craindre, faites donc un procès. Quelle sera, je vous le demande, la situation du patron auquel on viendra dire : Monsieur, vous êtes très occupé par vos affaires, vous croyiez que tout était fini avec le règlement de l'indemnité, eh bien, je vous déclare que si vous ne voulez pas me donner, à moi qui suis chargé par M. Un Tel de venir vous voir, la petite somme de....., je vais aller en première instance. — Mais, dira le patron, votre procès vous le perdrez. — Qu'est-ce que cela me fait : nous irons en appel. Moi je ne perdrai rien, quoi qu'il arrive ; mais vous, patron, vous perdrez toujours quelque chose ; vous aurez à payer d'abord les frais de la procédure et vous savez que cela se chiffre ; vous aurez à payer en outre les honoraires des avocats qui vous défendront en première instance et en appel.

« Et alors, au lieu de cette loi de pacification que nous avons eue en vue d'assurer, à laquelle nous avons travaillé de toutes nos forces et de tout notre cœur pendant ces longues séances auxquelles j'ai fait allusion, vous allez avoir une loi qui aura pour résultat certain de créer des procès

en grand nombre. Après que le patron aura payé les indemnités temporaires, les pensions, vous aurez ouvert pour lui une source nouvelle d'inextricables difficultés en le remplaçant en face des tribunaux, non pas seulement comme nous vous l'avons demandé, et avec un dessein bien prémédité, dans des cas strictement limités — ceux où il aura été coupable, quand il aura commis un crime ou un délit — mais lorsqu'il n'aura personnellement commis de crime ni de délit. Voilà où vous en arriverez ; tandis qu'avec notre système, si une condamnation intervient contre un de ses préposés, *l'action de l'ouvrier contre ce préposé sera toujours entière* ; mais l'action de l'ouvrier contre le patron, en ce qui concerne la responsabilité civile, sera limitée dans les conditions que nous avons prévues. C'est la distinction essentielle que nous vous proposons.

« Je me résume, Messieurs. Le vote que vous allez émettre sur l'article 13, en présence de la contestation soulevée par M. le Président du Conseil — cela peut être notre loi votée, ou notre loi, je ne dis pas repoussée, mais ajournée... Vous avez, Messieurs, à vous prononcer. Nous vous demandons, non pas d'établir comme le voudrait M. le Président du Conseil, d'une façon illimitée la responsabilité du patron en dehors du risque professionnel tel que vous l'avez déterminé ; mais de dire que, dans tous les cas, la responsabilité civile du patron sera réglée par les articles 2 et suivants de notre loi, sauf dans le cas où le patron aurait été personnellement condamné à une peine criminelle ou correctionnelle... (1) ».

(1) *J. off.*, séance du 26 mai 1888.

Le président du Conseil, en présence de cette déclaration extrêmement nette, voyant que sans nul doute la Chambre, sous l'influence de la menace d'ajournement faite par le rapporteur, n'hésiterait pas à se ranger à l'opinion de celui-ci, et se sentant par suite en mauvaise posture pour s'être trop avancé, — le président du Conseil jugea utile de remonter à la tribune pour déclarer qu'il était, lui aussi, malgré tout, d'avis qu'il fallait mieux voter l'article 13 tel qu'il était proposé par la Commission et qu'il se bornait à faire ses réserves en vue d'user de son droit d'amendement entre les deux lectures. — C'était, en somme, une reculade complète, à peine déguisée. Aussi le texte de la Commission fut-il voté à une forte majorité.

Une autre disposition au sujet de laquelle il aurait été utile de connaître l'opinion de la Chambre était l'article 27 qui prévoyait la nullité des conventions contraires à la présente loi. Mais malheureusement il fut voté sans la moindre discussion. Toutefois nous trouvons dans le rapport de M. Duché un passage qui concerne cet article et qu'il est intéressant de citer ici :

« Conformément aux dispositions contenues dans tous les projets qu'elle a examinés, dispositions qui ont d'ailleurs été consacrées par les législations étrangères, votre Commission vous propose, par son article 27, de décider que toute convention contraire à la loi nouvelle soit nulle de plein droit. Il est nécessaire en effet de prévenir les graves inconvénients qui pourraient naître des conventions plus ou moins librement consenties, plus ou moins

sincèrement reconnues entre patrons et ouvriers, et qui tendraient à modifier ou à faire disparaître les garanties nouvelles que le législateur aurait jugées indispensables pour assurer la justice dans l'application de la responsabilité professionnelle en matière d'accidents. Les rapports entre patrons et ouvriers sont de nos jours rendus bien difficiles par le débat, toujours fort délicat, des conditions du contrat de louage. Tout ce qui peut encore compliquer ce débat doit donc en être soigneusement écarté dans un intérêt supérieur de paix sociale, auquel personne, à coup sûr, ne contredira (1). »

Là encore, nous voyons que la portée de cet article n'était pas envisagée tout entière : l'honorable M. Duché prévoyait bien les conventions qui pouvaient se conclure au moment du contrat de travail, mais il laissait complètement de côté celles que les parties pouvaient adopter après la survenance de l'accident, en vue de sa réparation. Que faut-il en conclure ? Que ces dernières étaient libres ? Le manque total de discussion devant la Chambre ne permet d'affirmer rien à cet égard.

Je pourrais maintenant résumer les débats dont on vient de lire le compte-rendu détaillé et dégager des discours qui y sont rapportés des indications utiles pour l'évolution de cette idée du non-cumul des deux actions. Mais il est cependant préférable, au point de vue méthode, d'examiner auparavant la discussion de cet article 13 en

(1) Rapport de M. Duché, *J. off., Déb. parl.*, 1887, p. 393.

deuxième délibération ; nous y gagnerons d'abord pour la netteté, car nous jetterons ainsi un coup d'œil sur la marche de l'ensemble des débats, et pour la concision, car nous éviterons les répétitions inutiles.

Toutefois, je tiens à signaler dès à présent le point capital qui ressort des délibérations de la Chambre, c'est-à-dire la première manifestation sous son expression la plus absolue de l'opinion qui tendait à apporter aux droits des ouvriers blessés une restriction considérable, en leur refusant la faculté de se prévaloir des dispositions du droit commun dans les rapports avec leurs patrons. Pour la première fois, en effet, nous avons vu un député venir proposer à ses collègues de retirer aux ouvriers l'exercice de l'article 1382, pour tout ce qui concernait les accidents du travail, uniquement pour ce motif, adopté d'ailleurs par la Commission, que les procès, loin de diminuer avec la loi nouvelle, augmenteraient encore, et qu'il serait impossible aux patrons de prévoir avec certitude le montant des charges qui allaient leur incomber. Et ce simple fait en dit long sur le progrès que faisait cette idée. Sans doute, cette proposition ne fut pas adoptée ; mais il convient de se rappeler que, par une coïncidence heureuse, l'opinion diamétralement opposée (au point de vue de l'étendue des droits accordés aux blessés), et qui était celle que la Chambre avait toujours eue, fut défendue également aussitôt après celle-là et que la Chambre la repoussa pour adopter en définitive une autre — celle de la Commission — infiniment plus restrictive. Par conséquent,

il était facile de constater dès ce moment que la première proposition, tout absolue qu'elle était, n'était pas aussi éloignée qu'on aurait pu le croire d'être adoptée par la Chambre. Cette constatation s'imposera avec plus de force encore lorsque nous aurons vu de quelle manière se modifia l'opinion de la Chambre au cours de la deuxième délibération.

Cette seconde délibération eut lieu peu de temps après la première, le 26 juin 1888 ; l'article 13 donna lieu de nouveau à une longue discussion, au dépôt de nombreux amendements qui visaient principalement, comme la première fois, les deux derniers paragraphes. Toutefois, le premier paragraphe lui-même donna lieu à une rectification de la part d'un député, M. Millerand, pour la raison toute de principe qui se trouve exposée dans les lignes suivantes :

M. le Président. — « Sur le premier paragraphe de l'article 13, qui est ainsi conçu : « La responsabilité résultant des articles 1382 et suivants du Code civil est déterminée dans tous les cas prévus à l'article 1^{er} par les dispositions de la présente loi », M. Millerand propose un amendement consistant à supprimer les mots « résultant des articles 1382 et suivants du Code civil », et à dire seulement « la responsabilité civile est déterminée ».

« La parole est à M. Millerand. »

M. MILLERAND. — « ... Si je demande, d'accord avec la Commission, de supprimer dans l'article 13 les mots « résultant des articles 1382 et suivants du Code civil », c'est qu'en les maintenant, la Chambre trancherait, sans

s'en apercevoir peut-être, une controverse qui existe en ce moment même entre la jurisprudence d'un côté et un certain nombre d'auteurs de l'autre. Selon la jurisprudence, en effet — et c'est ce que disait la Commission dans son texte primitif — la responsabilité du patron vis-à-vis de l'ouvrier résulterait toujours de l'article 1382. Un certain nombre d'auteurs soutiennent au contraire — et cette discussion n'offre pas qu'un pur intérêt juridique, le choix de l'une ou l'autre des doctrines a un grand intérêt pratique — que dans le cas qui nous occupe, c'est-à-dire dans le cas d'un contrat de louage de services conclu entre patron et ouvrier, la responsabilité qu'encourt le patron vis-à-vis de l'ouvrier blessé découle non pas de l'article 1382 du Code civil, mais du contrat même de louage de service. C'est la responsabilité contractuelle...

« Il y a un grand intérêt à ce que la Chambre ne paraisse pas par les termes mêmes de l'article 13 donner raison à la jurisprudence contre un système soutenu par beaucoup d'auteurs et que je crois, quant à moi, le vrai : c'est pour ce motif que je demande à la Chambre de supprimer dans l'article 13 les mots « résultant des articles 1382 et suivants du Code civil (1)... »

Aucune objection n'ayant été soulevée contre cette proposition par la Commission ni par la Chambre, la modification de l'article 13, § 1^{er}, fut votée à mains levées : il était désormais ainsi rédigé : « La responsabilité civile est

(1) *J. off.*, séance du 7 juillet 1888, p. 2014.

déterminée dans tous les cas prévus à l'article 1^{er} par les dispositions de la présente loi. » Puis, on revint aux 2^e et 3^e paragraphes, et la discussion recommença, toujours aussi vive, sur le point de savoir quelle limite on apporterait au droit de l'ouvrier dans l'exercice de l'article 1382.

La bataille commença par une critique assez longue que fit un député sur la rédaction de l'article 13, à propos des mots « chefs d'entreprises », dont le sens lui parut être obscur, douteux, capable de provoquer dans la pratique des hésitations et des erreurs multiples (1).

C'est là, d'ailleurs, une attaque qui sera renouvelée plusieurs fois contre cet article, et dont il faut reconnaître le bien-fondé ; car, si cette expression est parfaitement claire et exacte lorsqu'il s'agit de la responsabilité pécuniaire, qui est due en somme par l'entreprise elle-même, c'est-à-dire par une personne civile nettement déterminée, par contre, elle devient très embarrassante quand on veut l'appliquer à un cas de responsabilité pénale, laquelle doit toujours tomber sur un être réel, une personne naturelle et non fictive ; or, si l'on envisage les grandes Compagnies, on comprend immédiatement combien *la responsabilité pénale du chef d'entreprise* est une expression vide et d'une application impossible. D'ailleurs, le rapporteur lui-même, dans sa réponse à cette critique, se borna à faire remarquer que ces mots se trouvaient dans tous les projets qui avaient été présentés, et par suite, le

(1) *Ibid.*, p. 1994.

sens devait en être suffisamment clair, et qu'il le lui paraissait bien ainsi, en effet.

Après cette observation générale, un amendement plus précis fut déposé par un député, M. Fairé, qui, dans son souci de voir le patron à l'abri de toute réclamation de la part des blessés, après que ceux-ci auraient touché leur indemnité, formulait des restrictions véritablement exagérées, et sans aucune utilité pour le but qu'il cherchait. Aux termes de cet amendement, en effet, il était spécifié qu'« au moyen des indemnités ci-dessus fixées toute action civile en réparation du dommage éprouvé est entièrement et définitivement réglée vis-à-vis de tous auteurs des quasi-délits et des délits qui ont pu être la cause de l'accident ou de ceux qui en seraient civilement responsables » (1).

Cet amendement donna lieu à un assez long débat, sur lequel je n'insisterai pas, car il ne nous apprendrait rien d'intéressant sur l'opinion de la Chambre, qui ne pouvait que repousser la proposition qui était faite par M. Fairé. Le rapporteur eut beau jeu, et se borna à faire ressortir ce qu'il y aurait d'excessif à supprimer sans aucune utilité pour la victime ou le chef d'entreprise, l'action que pourrait avoir celle-ci contre un tiers auteur de l'accident, auquel le forfait établi entre l'ouvrier et le patron ne pouvait profiter et qui bénéficierait sans motif valable d'une irresponsabilité absolue.

(1) *J. off., Déb. parl.*, Chambre, 1888, p. 2001.

Mais si cet amendement n'offrait qu'un médiocre intérêt par lui-même, il eut du moins le mérite de poser pour la première fois la question du recours contre les tiers d'une façon précise ; et c'est pourquoi nous constatons qu'un autre amendement fut bientôt déposé, dans le but de régler nettement cette question, par M. Bernard, amendement qui, d'après le vote précédent de la Chambre sur le projet Fairé, ne pouvait que recevoir le meilleur accueil.

« La victime ou ses ayants droit conservent contre les auteurs de l'accident une action directe aux termes de l'article 1382 du Code civil. Toutefois, dans ce cas, les indemnités qui pourront lui être accordées de ce chef ne pourront se cumuler avec celles de la présente loi (1). »

« Après les explications, déclara M. Bernard, très claires et très nettes d'ailleurs, qui ont été fournies à la Chambre par M. le rapporteur sur l'interprétation de l'article 13, que nous discutons, il me paraît indispensable, pour rendre la pensée qui a été exprimée à cette tribune, de compléter le texte du premier paragraphe qui est ainsi conçu :

« La responsabilité résultant des articles 1382 et suivants du Code civil, est déterminée dans tous les cas prévus à l'article 1^{er} par les dispositions de la présente loi.

« La Chambre vient de voter cette disposition, mais il importe d'en bien préciser le sens, la portée, et de faire disparaître les obscurités qui, dans la pratique, pourraient donner lieu à des difficultés, des controverses. C'est ce que

(1) *Ibid.*, p. 2014.

j'ai essayé de faire par mon amendement, que j'explique en quelques mots.

« ... Il est survenu dans la séance de jeudi dernier un amendement de l'honorable M. Fairé qui a jeté une certaine confusion dans les esprits et quelque incertitude sur la portée qu'il convient de donner à ce premier paragraphe de l'article 13. L'honorable M. Fairé vous a dit, — et vous allez voir, Messieurs, que sur ce point, je suis complètement d'accord avec la Commission qui, je l'espère du moins, adoptera l'amendement que j'ai l'honneur de vous présenter, — l'honorable M. Fairé vous a dit : « Lorsqu'il se produit un accident, le plus souvent cet accident entraîne la responsabilité de plusieurs personnes ; or, dans ce cas, et étant donnée la disposition de l'article 13, § 1^{er}, quelle sera la situation que fera à l'auteur direct de l'accident le texte de ce paragraphe ? La victime, aux termes de la législation actuelle, a deux actions, l'une aux termes de l'article 1382, directe et personnelle, contre l'auteur de l'accident ; l'autre contre ceux qui, aux termes de l'article 1384, sont responsables du fait, de la faute, de la négligence de leurs agents ou préposés. » Et M. Fairé se demandait si la victime, après avoir reçu les indemnités que le projet de loi met à la charge de l'entreprise, aurait la possibilité de demander une nouvelle indemnité à l'auteur direct de l'accident ; si, en d'autres termes, la responsabilité ne devait être encourue que par le chef de l'entreprise seul, conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de la loi, sans qu'on puisse rechercher une seconde fois ceux

qui, autres que le chef de l'entreprise, auraient encouru personnellement une responsabilité. »

« M. le rapporteur a répondu il y a un instant, et a dit une chose qui, au point de vue juridique, me paraît absolument indiscutable, à savoir qu'il n'est pas possible de refuser dans ce cas l'action directe à l'ouvrier conformément au droit commun. Cet ouvrier aura donc deux actions, après comme avant le vote de la loi, comme il les a aujourd'hui, c'est-à-dire une action contre le chef d'entreprise aux termes de la loi nouvelle, et une action directe contre l'auteur personnellement responsable de l'accident, si cet accident a été causé par la faute ou la négligence d'une autre personne que le chef d'entreprise.

« Mais alors, Messieurs, il convient de se demander si, dans ce cas, la victime touchera deux fois l'indemnité. C'est là, précisément, l'objet de l'amendement que j'ai l'honneur de vous présenter.

« M. LE RAPPORTEUR. — Sur ce point, nous sommes d'accord ; nous ne le sommes pas sur la première partie, parce que vous ne précisez pas assez. Vous paraissez réserver une action contre le chef d'entreprise ; si vous mettez une action contre les personnes responsables autres que le chef d'entreprise, nous accepterons votre amendement.

« M. BERNARD. — C'est là toute ma pensée....

« M. LE RAPPORTEUR. — Dans les termes que je viens d'indiquer, la Commission accepte le renvoi, c'est-à-dire que nous sommes d'accord avec M. Bernard pour préciser que l'ouvrier n'aura d'action contre les auteurs ou les co-

auteurs d'un accident, que quand ce ne sera pas le chef d'entreprise, la situation étant réglée vis-à-vis de celui-ci (1). »

On le voit, le rapporteur tenait bon, et prétendait ne rien céder sur le chef des actions des victimes contre les chefs d'entreprises. Et c'est ainsi qu'apparut dans la loi l'embryon de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898, qui réserve expressément les droits des intéressés contre les tiers auteurs d'accidents. Cette disposition ne quittera plus les projets maintenant.

Le paragraphe 3 de l'article 13, qui prévoyait le cas où le patron serait encore responsable en vertu de l'article 1382, ne sortit pas non plus indemne de la lutte. Il fut l'objet, lui aussi, d'un amendement qui eut la bonne fortune d'être pris en considération, puis adopté par la Chambre.

M. LE PRÉSIDENT. — « Je donne lecture d'un amendement de M. Freppel, ainsi conçu :

« Néanmoins, cette limitation n'est pas applicable lorsqu'une condamnation criminelle ou correctionnelle, à plus de huit jours d'emprisonnement, a été directement prononcée contre le chef d'entreprise à raison de l'accident. »

La parole est à M. Freppel.

M. FREPPEL. — « Messieurs, assurément j'aurais mieux aimé la suppression pure et simple du paragraphe 2 ; mais du moment que la Chambre en a décidé le maintien, je

(1) *J. off.*, séance du 7 juillet 1888, p. 2015.

viens lui demander d'y apporter au moins une restriction afin de ne pas tomber dans une exagération manifeste. Si, en effet, les mots « condamnations pénales » sont maintenus sans limitations d'aucune sorte, il en résultera des conséquences que, pour ma part, j'estime inadmissibles.

« Il suffira, dans ce cas, qu'un chef d'entreprise ait été condamné à 16 francs d'amende, pour qu'immédiatement les articles 1382 et suivants reprennent tous les droits contre lui, et pour que la responsabilité civile de droit commun vienne se superposer à la responsabilité spéciale que vous allez établir par la loi sur les accidents. Eh bien, Messieurs, permettez-moi de vous dire qu'il y aurait là un excès de sévérité véritablement insoutenable. Vous ne pouvez pas vous le dissimuler, vous allez créer aux chefs d'entreprises une situation difficile par la présente loi ; il ne faudrait pourtant pas pousser cette aggravation de charges au delà de toutes limites.

« Lorsqu'aux termes de mon amendement, le chef d'entreprise encourt une condamnation criminelle à plus de huit jours d'emprisonnement, cela suppose évidemment de sa part une faute grave. Dans ce cas, je comprends, jusqu'à un certain point, que vous puissiez songer à lui appliquer les sévérités du paragraphe 2. Mais en deçà de cette limite, je ne le comprendrais plus en aucune façon. Vous ne pouvez pas, sans outrer les conséquences de la responsabilité civile, faire revivre contre le chef d'entreprise les rigueurs de la législation de droit commun, après

avoir fait peser sur lui les charges déjà si lourdes d'une législation spéciale.

« Tel est, Messieurs, l'esprit et le sens de mon amendement ; il n'a d'autre but que d'introduire dans la loi un peu plus de justice et d'équité. Voilà pourquoi j'ose espérer que la Commission de la Chambre voudra bien l'accepter (1). »

En effet, le rapporteur déclara accepter l'amendement qui, en conséquence, fut voté aussitôt par la Chambre.

Il me semble utile de faire, en passant, sur ce vote, deux remarques intéressantes : la première, c'est que la Commission, suivie en cela par la Chambre, était disposée à accepter bien plus aisément les dispositions qui avaient pour but de restreindre l'application du droit commun que celles qui avaient pour effet de l'étendre.

La seconde remarque, c'est que, d'après la condition exigée maintenant pour que le droit commun fût encore applicable, condition dont la pratique n'offre jamais de réalisation (2), il était facile de prévoir qu'un jour viendrait où le Parlement supprimerait purement et simplement cette condition irréalisable et, avec elle, toute trace du droit commun dans cette loi si spéciale.

Enfin, un dernier amendement, qu'il aurait été utile de voir de près pour être fixé sur les intentions de la Chambre, fut déposé sur le troisième paragraphe par M. de la Batie, qui proposa de le remplacer par la disposition suivante :

(1) *J. off., Déb. parl.*, 1888, Chambre, p. 2017.

(2) *V.* p. 100.

« Il n'est pas dérogé aux règles du droit commun pour les actions en indemnité ou en responsabilité de la part des victimes contre tout autre que le chef d'entreprise ; *ni pour les actions en indemnités ou pour les recours en garantie formulés par le chef d'entreprise contre tout autre que les ouvriers ou employés victimes de l'accident* (1). »

La Commission fit alors remarquer qu'elle avait, sur la proposition de M. Bernard, adopté une autre rédaction qui semblait donner satisfaction à M. de la Batie, et qui était la suivante :

« La victime ou ses ayants droit conservent contre les auteurs de l'accident, autres que le chef d'entreprise, le droit à la réparation du préjudice causé, sans toutefois que l'indemnité puisse se cumuler avec celle déterminée par les articles 2 et suivants. »

Mais M. de la Batie fit observer avec raison que s'il recevait satisfaction sur un point, c'est-à-dire sur la question du recours que peuvent exercer les ouvriers, par contre il n'était pas plus fixé qu'auparavant sur le recours qui pouvait appartenir aux patrons à l'occasion : ceux-ci ont, en effet, une action en garantie contre l'auteur de l'accident qu'il aurait été utile de leur réserver expressément en raison des précisions apportées par le texte de loi sur d'autres points.

En outre, poursuivit M. de la Batie, le patron exerce, lui aussi, une action directe pour le dommage qui peut

(1) *J. off.*, *Déb. parl.* 1888, Chambre, p. 2017.

avoir été causé soit à son matériel, soit à sa propre personne par suite de l'accident qui aura blessé un ouvrier : cette action, il la possède d'après le droit commun, et il est utile de ne pas la lui retirer ; sans cela il serait fort à craindre qu'on ne vienne dire qu'en vertu de la loi nouvelle aucune action directe en indemnité ni aucune action récursoire en garantie n'est ouverte au patron, non seulement contre l'ouvrier victime de l'accident, ce que tout le monde admet, mais même contre toute personne autre que celle que la loi avait en vue de protéger...

C'étaient là, à coup sûr, des remarques très justes, et qui méritaient bien une explication de la part du rapporteur, afin de faire connaître les sentiments de la Commission sur cette question, et les motifs qui la poussaient à accepter ou rejeter l'amendement. Malheureusement, le rapporteur, lassé sans doute de la discussion, se borna à déclarer que la Commission repoussait cet amendement, sans donner aucun des motifs qui pouvaient la guider. La Chambre, docile, repoussa l'adoption...

Pourtant, M. de la Batie ne proposait rien d'excessif, et il convient de remarquer qu'une partie au moins de ses observations furent justifiées ensuite, et définitivement, par un article de la loi, prévoyant expressément le droit pour le patron d'agir contre les tiers.

Ce furent les dernières observations présentées sur cet article qui fut adopté ensuite par la Chambre. Il était maintenant ainsi conçu :

« La responsabilité civile est déterminée dans tous les

cas prévus à l'article 1^{er}, par les dispositions de la présente loi. Néanmoins, cette limitation n'est pas applicable lorsqu'une condamnation criminelle ou correctionnelle à plus de huit jours de prison a été directement prononcée contre le chef d'entreprise à raison de l'accident.

« Les dommages-intérêts alloués à la suite de cette condamnation pourront dépasser les indemnités prévues par la présente loi, mais ne pourront se cumuler avec elles.

« La victime ou ses ayants droit conservent contre les auteurs de l'accident, autres que le chef de l'entreprise, le droit à la réparation du préjudice causé, sans toutefois que l'indemnité puisse se cumuler avec celle déterminée par les articles 2 et suivants. »

Puis, les autres articles furent discutés et adoptés sans qu'il y ait lieu de rien noter d'intéressant à leur sujet. L'article 27 du projet disait toutefois expressément que « toutes conventions contraires à la présente loi sont nulles de plein droit ».

C'était là une clause de style qui n'était même pas discutée.

L'ensemble du projet de loi fut adopté le 10 juillet 1888, à une forte majorité :

Voici donc, enfin, un projet de loi adopté définitivement par la Chambre des députés ; il avait fallu attendre huit ans pour obtenir un résultat, mais on doit reconnaître qu'il constituait un progrès sérieux sur la législation alors en vigueur qu'on avait en vue de modifier. Si l'on jette en

effet un coup d'œil d'ensemble sur le projet de loi, on aperçoit de suite les innovations suivantes :

Les accidents du travail sont divisés en deux catégories, suivant qu'ils se produisent dans une exploitation visée par le projet de loi, c'est-à-dire dans une usine, manufacture, chantier, etc... et partout où il est fait usage d'un moteur mécanique, ou bien au contraire dans une industrie laissée en dehors de la législation nouvelle : dans ce dernier cas, il n'est rien innové, et le droit commun continue à s'appliquer sans aucune modification. C'est d'ailleurs là une division qui ne présente aucun intérêt de principe.

Parcontre, lorsque survient un accident dans une exploitation régie par le projet de loi, les droits des parties en cause sont profondément modifiés : en principe, tout accident dont un ouvrier a été victime dans son travail donne droit au profit de ce dernier à une indemnité, quelle que soit la cause de l'accident dont la recherche n'offre plus maintenant aucun intérêt (sauf dans deux circonstances particulières), puisque la réparation est due par le patron à son ouvrier dans tous les cas en vertu du risque professionnel qui pèse maintenant sur un certain nombre d'industries, énumérées à l'article 1^{er} du projet.

Seulement, comme contre-partie de cette extension de charges, le patron n'est plus tenu, en principe du moins et sous réserve d'une exception, à la réparation intégrale du préjudice causé ; à raison de la transaction admise, l'indemnité qu'il doit verser ne représente pas le montant de

la perte en capacité de travail faite par l'ouvrier, mais est notablement inférieure.

Voilà le principe.

J'ai dit plus haut qu'il y avait deux exceptions à la règle ainsi posée par la loi : la première se trouve dans l'article 1^{er}, § 3 : si l'ouvrier, en effet, pouvait prétendre en tous cas à une réparation du dommage que lui causait l'accident, c'était cependant à la condition qu'il n'ait pas causé volontairement cet accident, qu'il ne l'ait pas provoqué. C'est là une clause qui fut insérée dès le début dans tous les projets de loi sur cette matière, et que nous y retrouverons jusqu'à la fin, ainsi que dans la loi définitive où elle fut également insérée. Nous avons vu (1) toutefois que la Chambre, lors de la discussion du troisième projet de loi, avait supprimé cette disposition, sur la proposition, d'ailleurs, de sa commission, comme étant inutile et faisant double emploi avec les principes généraux du droit. C'était bien là, en effet, à mon sens, la meilleure solution à suivre, et c'est pour ne pas l'avoir maintenue que le législateur a provoqué par la suite bien des discussions inutiles, comme nous le verrons plus loin (2).

Il n'en est pas de même de la seconde exception qui est faite par l'article 12, que nous avons longuement analysé ci-dessus : la première était dirigée contre l'ouvrier, celle-ci est écrite en sa faveur. Elle concerne en effet le cas où le chef d'entreprise aurait causé l'accident par suite d'une

(1) V. p. 50.

(2) V. p. 157.

faute lourde qui aurait entraîné pour lui une peine supérieure à huit jours de prison ; dans cette circonstance le droit commun reprend son empire ; comme tout à l'heure, le patron peut être poursuivi dans les formes ordinaires par le blessé, et condamné à payer une indemnité égale au préjudice qu'il a réellement causé, par conséquent bien supérieure à celle qu'il aurait été obligé de verser en vertu du risque professionnel. L'ouvrier blessé reprenant le libre exercice du droit commun peut poursuivre son patron devant la juridiction qui lui convient.

Ces deux exceptions présentent entre elles une connexité apparente en ce qu'elles supposent toutes deux un délit initial qui leur donne ouverture, et parce qu'elles ont pour résultat toutes deux de faire revivre le droit commun. Cette ressemblance frappa même par la suite un rapporteur du projet de loi près le Sénat, M. Tolain, qui exprima en ces termes son opinion sur cet article :

« Les protestataires semblent s'être singulièrement exagéré la portée et les conséquences de l'article 12. Cet article ne dit en aucune façon que pour la cause la plus futile, l'action civile peut se rouvrir au profit de la victime en vertu de l'article 1382 du Code civil : il dit au contraire qu'il ne pourra en être ainsi qu'à la suite d'une condamnation criminelle ou correctionnelle à plus de huit jours d'emprisonnement prononcée directement contre le chef d'entreprise. Or, généralement ce sont les préposés qui sont condamnés criminellement ou correctionnellement à l'emprisonnement, et non pour impru-

dence ou faute légère, mais pour faute lourde. En ce qui concerne le chef d'entreprise, nous avons demandé si jamais pareil fait s'était produit d'une condamnation directe à l'emprisonnement. Personne n'a pu nous citer un exemple.

« Peut-on soutenir que désormais, et de parti-pris, les tribunaux pour faire revivre le droit à l'action civile vont condamner directement le chef d'entreprise ?

« Cela ne supporte guère l'examen.

« Cette exception n'est donc en réalité que la contrepartie de l'exception insérée à l'article 1^{er}, qui exclut du droit à l'indemnité l'ouvrier qui aurait intentionnellement provoqué l'accident. Dans la pensée de la commission, ces deux exceptions se font contrepoids, doivent être toutes deux maintenues ou supprimées toutes deux (1). »

Si M. Tolain avait été un peu moins large dans un des termes de sa comparaison, il aurait eu de la question une idée parfaitement exacte. Pour que le contrepoids dont il parlait existât entre les deux exceptions, il fallait qu'elles eussent toutes deux la même portée, ce qui n'était pas : en effet, la première, qui concernait l'ouvrier, ne s'appliquait que dans le cas de faute intentionnelle, c'est-à-dire de dol, tandis que la deuxième, qui visait le patron, s'appliquait non seulement en cas de dol, mais encore lorsqu'une faute lourde avait été seulement commise par le chef d'entreprise. On voit donc, en définitive, que, seul, ce dernier

(1) *J. off.*, *Doc. parl.*, 1889, rapp. de M. Tolain, p. 24.

devait supporter les conséquences de sa faute lourde, et que, par suite, l'équilibre dont parlait M. Tolain n'existait pas. Néanmoins il y a, dans les lignes rapportées ci-dessus, un aperçu assez exact de la question qui ne se retrouve pas dans le projet définitif.

Il y a dans le rapport de M. Tolain qu'on vient de lire un autre passage intéressant : c'est celui où il déclare que jamais personne n'a eu connaissance qu'une condamnation à la peine d'emprisonnement pour imprudence ait été prononcée contre un chef d'entreprise lui-même. Après un tel aveu, on peut se demander dans quel but on conservait dans le projet de loi une clause aussi parfaitement inutile, puisque dans ces conditions le rétablissement du droit commun était un leurre qui ne devait jamais se réaliser. On peut donc dire dès maintenant que la seule solution raisonnable consistait à supprimer purement et simplement la dernière trace qu'avait laissée dans le projet de loi le droit commun.

Maintenant que le système de réparation applicable aux accidents du travail paraît définitivement établi, il serait bon de rechercher à quels sentiments le législateur obéit en l'adoptant, afin de ne jamais aller à l'encontre de sa volonté même cachée, et d'examiner en même temps, par voie de conséquence, les motifs qui le poussaient à rendre ce système obligatoire, à l'exclusion du droit commun.

Le système tout spécial qui était créé se composait de trois éléments :

1° Un risque, dit professionnel ;

2° Un forfait ;

3° Une transaction.

I. — Le premier objet que devait se proposer la réforme était de procurer dans tous les cas, à la victime d'un accident du travail, le droit à une indemnité. Cela était devenu une nécessité inéluctable, à la suite du nombre sans cesse croissant des malheureux plongés dans une misère affreuse, pour avoir été victimes du hasard ou d'une imprudence bien excusable. Ce droit, les théories juridiques émises à ce moment permirent de le concéder à l'ouvrier, en faisant incomber la responsabilité des accidents à l'entreprise elle-même, sur qui doit retomber la charge de la réparation comme conséquence du risque professionnel. Voici donc un premier point acquis : la victime d'un accident du travail a toujours droit à une indemnité. Il ne me paraît pas nécessaire d'insister sur les motifs humanitaires qui ont fait adopter cette réforme.

II. — Comment allait être calculée cette indemnité ? Le premier mode qui venait naturellement à l'esprit était l'application pure et simple du droit commun en vertu duquel le montant de la réparation doit être égal au préjudice subi.

Si ce système fut envisagé, je ne crois pas qu'il ait retenu longtemps l'esprit, car aucune proposition dans ce sens n'a jamais été faite ; la raison en est simple, la charge qu'aurait eue à supporter l'industrie de ce chef aurait été

manifestement trop lourde pour les frais généraux et, infailliblement, l'aurait écrasée.

Aussi un système mixte fut-il proposé, aux termes duquel la réparation continuait bien à se faire conformément au droit commun, mais seulement dans les cas où antérieurement, l'ouvrier aurait été en droit de réclamer une indemnité. Pour les autres cas, c'est-à-dire ceux mis par le projet de loi à la charge du chef d'entreprise, celui-ci n'en était plus responsable que suivant une somme fixe, inférieure au montant du préjudice constaté.

Ce procédé présentait évidemment cette supériorité sur le premier, qu'il allégeait le poids qu'on plaçait sur les industriels, et par conséquent donnait moins de prise aux critiques qui auraient pu lui être adressées de ce chef : aussi pendant longtemps ce système fut-il admis dans les différents projets. Mais les esprits clairvoyants et particulièrement au courant de cette question des accidents de travail firent contre ce système mixte une autre attaque, c'est qu'il ne supprimait nullement un des pires inconvénients de la législation antérieure, qu'une loi bien faite devait avoir pour objet de faire disparaître, à savoir la possibilité des procès sans nombre, causés par l'incertitude où se trouvaient patrons et ouvriers du chiffre auquel devait être fixée dans chaque cas la réparation ; et ces procès, outre qu'ils contribuaient à l'accroissement de l'antagonisme entre le capital et le travail, étaient l'une des causes de la misère où se trouvaient plongées les victimes du travail, obligées d'attendre interminablement le verse-

ment de l'indemnité qui dépendait de l'issue du procès.

C'est pourquoi il apparaissait de jour en jour avec plus de netteté que la seule solution capable de supprimer ces procès continuels et de permettre à l'ouvrier l'obtention immédiate de l'indemnité destinée à le secourir, était d'effacer de la loi toute trace du droit commun, et d'accorder comme réparation aux victimes une somme aussi fixe que possible, et d'un calcul facile. C'était l'application de l'idée de forfait.

III. — A mesure que se poursuivait la discussion de la loi, les renseignements arrivaient plus nombreux, et en particulier les statistiques devenaient plus complètes et plus précises ; de sorte qu'il apparut bientôt que si l'on voulait faire supporter au chef d'entreprise la totalité des accidents qui survenaient dans sa maison, pour dix qui lui incombait autrefois, il lui en faudrait maintenant supporter cent.

Pour compenser ce que cette aggravation subite de charges pouvait avoir d'excessif, on proposa d'abord de laisser en dehors de la loi les accidents survenus par la faute de l'ouvrier victime ; puis on finit par se rallier à un système transactionnel au moyen duquel les chefs d'entreprise étaient responsables de tous les accidents, mais n'en étaient responsables que pour partie, la différence devant être supportée par la victime elle-même.

Ainsi donc, dans la pensée du législateur, le risque professionnel avec les conséquences qu'il entraîne, devait

seul régir les rapports nés ou à naître entre les patrons et les blessés. Toutefois, si cette idée se formait peu à peu, dans le projet de loi, elle n'y était encore écrite nulle part, et, comme nous l'avons vu, s'y heurtait encore à une exception destinée d'ailleurs à disparaître rapidement.

CHAPITRE III

ADOPTION EXCLUSIVE DU RISQUE PROFESSIONNEL.

§ 1.

Le projet de loi devant le Sénat : son adoption par la commission et son rejet par le Sénat. — Retour au projet de 1883 : faute légère et faute lourde. — Dépôts devant la Chambre d'un nouveau projet et de nouvelles propositions. — Résultat des travaux de la commission de la Chambre : adoption complète du risque professionnel, — Exclusion du droit commun (art. 35).

La discussion à laquelle donna lieu jusqu'ici le projet de loi sur la responsabilité des accidents du travail, a, en particulier, un grand mérite, celui de la continuité et de la netteté ; ce sont là deux qualités qu'elle perdra pendant longtemps, à partir du moment où le projet effectuera le trajet entre les deux Chambres, et les débats deviendront bientôt d'une telle obscurité, et d'une telle incohérence, qu'il faudra renoncer à y suivre une idée quelconque.

Le projet de loi adopté en 1888 par la Chambre des députés substituait, ainsi que nous l'avons vu, aux règles générales des articles 1382 et suivants du Code civil, le principe du risque professionnel ; il reconnaissait que l'industrie moderne entraînant avec elle des risques inévitables, c'était à l'industrie elle-même, c'est-à-dire aux frais généraux de la production qu'il fallait demander la réparation des accidents qui étaient le plus souvent son œuvre.

Par voie de conséquence, il faisait retomber exclusivement sur le chef d'entreprise la responsabilité de tous les dommages éprouvés par la victime ou par ses ayants droit ; il s'efforçait en outre de faire disparaître dans la plus large mesure les contestations entre les patrons et les ouvriers, en précisant à l'avance les bases sur lesquelles les indemnités devaient être allouées aux victimes. Le projet mettait à la charge du chef d'entreprise tout accident du travail quelle qu'en fût la cause, sauf la volonté de la victime.

Néanmoins il déclarait encore l'article 1382 du Code civil applicable en cas de revendication exercée par l'ouvrier si le patron avait été condamné à plus de huit jours d'emprisonnement à raison de l'accident, et proclamait en tous cas l'irresponsabilité absolue de l'ouvrier.

Cette dernière disposition mise à part, c'était l'adoption complète du risque professionnel, c'était la consécration définitive, sauf quelques légères retouches, du débat qui pendant huit ans s'était livré sur cette question des accidents du travail. A considérer le résultat obtenu, on ne pouvait véritablement se plaindre de la longueur de la discussion qui avait été nécessaire pour y parvenir.

Malheureusement une seule des deux Chambres, il ne faut pas l'oublier, avait donné son opinion sur la réforme à opérer, et la question qui allait maintenant se poser devant le Sénat était toute neuve pour cette Haute Assemblée ; cette considération faisait naître au sujet de l'adop-

tion du projet de la Chambre, des inquiétudes qui n'étaient que trop justifiées.

Cependant les débats de ce projet au Sénat parurent devoir calmer les craintes qu'éprouvaient ses partisans.

La commission, en effet, ou du moins sa majorité, accepta sans difficulté le principe même du risque professionnel, et l'honorable M. Tolain, rapporteur, donnait pour argument qu'à un fait nouveau il fallait appliquer un droit nouveau (1). Ce droit nouveau, c'était le risque professionnel dans toute son étendue, hormis le cas où l'ouvrier avait provoqué intentionnellement l'accident (2). Pour comble de bonne fortune, le projet tout entier de la Chambre fut adopté sans grande modification par la commission du Sénat (3). Selon toute apparence, donc, une solution heureuse semblait devoir intervenir définitivement dans un avenir très rapproché, car il était assez vraisemblable que le Sénat suivit l'opinion de la commission qu'il avait nommée.

Et cependant, il y avait une raison pour qu'il n'en fût pas ainsi : c'est que cette commission était déjà fort au courant de la question, alors que la majorité des sénateurs n'y étaient nullement. Il faut se rappeler, en effet (4), que lorsque M. Rouvier, en 1884, avait résolu de présenter

(1) V. Rapport de M. Tolain (déjà cité).

(2) Mais nous verrons d'ailleurs que cette exception apparente n'en est en réalité pas une, et que le fait intentionnel, par sa nature, est exclusif de toute idée de risque et d'accident.

(3) V. Rapport de M. Tolain (déjà cité).

(4) V. ci-dessus, p. 60.

un projet de loi sur la responsabilité des accidents du travail, il s'était adressé, pour son élaboration, à une commission extra-parlementaire composée de députés et de sénateurs ; or, la plupart des membres de cette commission, en particulier M. Tolain, le président, se retrouvaient ensemble en 1888 pour examiner le projet voté par la Chambre ; ils avaient donc sur leurs collègues une supériorité considérable dans l'examen de la question du risque professionnel et de ses conséquences, car, ainsi que je l'ai déjà fait ressortir, la principale objection à laquelle se heurtait cette idée, était la nouveauté des règles qu'elle entraînait, véritablement exorbitantes du droit commun.

Les premiers débats devant le Sénat allaient le prouver une fois de plus.

Au cours de la discussion générale plusieurs systèmes furent exposés : l'un d'eux trouva dans le contrat de louage la solution du problème, et substitua au risque professionnel (ou industriel comme on disait encore), l'action en garantie de la part de l'ouvrier. D'autres orateurs s'efforcèrent encore de démontrer que les articles 1382 et suivants du Code civil étaient suffisants ; d'autres enfin dirent qu'il fallait appliquer le projet voté par la Chambre à tous les accidents quels qu'ils fussent, sans se préoccuper de la nature de l'exploitation où ils se produiraient (1).

Comme on le voit, c'était toute la question du risque

(1) *J. off.*, *Déb. parl.*, Sénat, p. 172 et suiv.

professionnel remise sur le tapis, et comme solution, ainsi qu'il fallait s'y attendre, le Sénat refusa de suivre sa commission dans la voie où elle s'était engagée. Il lui renvoya, afin qu'elle les étudiât, différents contre-projets qui procédaient de principes différents de celui qu'elle avait choisi pour bien marquer son intention de ne pas adopter le projet qu'elle avait présenté (1).

La discussion reprit à l'intérieur de la commission. Après de longs débats, une transaction intervint entre les divers sénateurs auteurs de projets opposés, et on réussit à se mettre d'accord sur un texte qui eut la bonne fortune de plaire au Sénat.

Ce texte, qui constituait l'article 1^{er} de la future loi, était ainsi conçu :

« Dans toute industrie où le travail est reconnu dangereux, le chef de l'entreprise est responsable de tout accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail à ses ouvriers ou employés, à moins qu'il ne prouve que cet accident est survenu par la faute lourde de cet ouvrier ou employé.

« Ce principe est applicable aux exploitations gérées pour le compte de l'Etat, des départements et des communes, et des établissements publics.

« Un règlement d'administration publique déterminera les industries dans lesquelles le travail sera reconnu dangereux.

(1) *J. off., Déb. parl., Sénat*, p. 393.

« Dans le cas où l'accident serait dû à la faute lourde du chef de l'entreprise ou de ses préposés, la réparation comprendra la totalité du dommage causé, conformément aux articles 1382 et suivants du Code civil.

« Si l'accident est dû à une imprudence ou à une négligence légère du patron ou de ses préposés, ou de l'ouvrier, à un cas fortuit ou de force majeure, ou si la cause est inconnue, l'indemnité est à la charge du chef de l'entreprise dans les conditions et suivant les distinctions qui seront déterminées ci-après.

« Dans les cas prévus par les deux précédents paragraphes du présent article, le bénéfice de l'assistance judiciaire sera acquis de plein droit à l'ouvrier ou employé victime de l'accident, ou à ses ayants droit.

Ce texte fut adopté à la séance du 1^{er} avril 1889 (1). C'était, comme on le voit, le retour au projet de loi présenté en 1883, un recul de six ans par suite de la distinction faite entre, d'une part, les cas fortuits, la force majeure et la faute légère, et, d'autre part, la faute lourde, celle-ci ayant pour conséquence le maintien du droit commun, tandis que les autres causes emportaient en tous cas, au profit de la victime, le droit à indemnité. Ainsi qu'on peut le constater, l'espace d'une année avait déjà modifié l'opinion du Sénat en ce qui concerne le risque professionnel, qu'il semblait maintenant disposé à adopter, avec bien des restrictions, évidemment. En effet, de cet article découlaient les conséquences suivantes :

(1) *J. off., Déb. parl., Sénat*, p. 393.

Tout d'abord, la faute lourde de l'ouvrier est reconnue, il n'y a plus d'irresponsabilité de l'ouvrier, celui-ci est responsable de sa faute lourde. Le patron, s'il a réussi à démontrer cette faute lourde, est déclaré irresponsable et aucune indemnité n'est due par lui, aucune action en responsabilité n'est recevable. D'autre part, l'article 1382 reprend encore son empire si une faute lourde a été commise par le patron.

Que reste-t-il ? Il reste les cas fortuits, les causes indéterminées, les imprudences légères. Par un sentiment d'équité, et c'est là-dessus que se produisit là transaction, le Sénat pensa qu'il y avait lieu de limiter à ces cas le risque professionnel, et, par suite, tous ces cas fortuits, tous les accidents dont la cause était inconnue, même ceux dus à une imprudence légère de la victime, furent mis à la charge du patron qui devint responsable.

C'est à cela que se bornait l'application du risque professionnel que le Sénat admettait : il faut reconnaître qu'avec de pareilles restrictions, la notion de ce risque était quelque peu faussée. Aussi, à la suite du vote fait par la Haute Assemblée, l'honorable M. Tolain, le rapporteur du précédent projet de loi, donna-t-il sa démission ; il fallait en effet procéder maintenant à une réflexion complète de ce projet pour le mettre d'accord avec l'article fondamental admis par le Sénat.

M. Tolain fut remplacé par M. Bardoux, qui proposa et fit définitivement adopter, le 22 mai 1890, un projet de loi qui s'écartait sur un grand nombre de points, et les plus

importants, de celui qui avait été adopté par la Chambre des députés. En effet, le système qu'il consacrait, toujours le même, en réalité, était, en résumé, celui-ci :

1^o Lorsque l'accident est dû à la faute lourde, soit de la victime, soit du patron, le droit commun reste seul applicable ;

2^o Lorsqu'il a une cause quelconque, autre que la faute lourde, l'indemnité est à la charge du chef d'entreprise, suivant un mode et un montant déterminés.

Quelle était la valeur de ce système ? Autant dire nulle. Le Sénat était passé à côté de la réforme sans la voir, ou du moins sans la voir complètement. Il n'est, en effet, pas nécessaire de réfléchir longtemps pour apercevoir les conséquences que produirait dans la pratique l'application du projet de loi ainsi transformé.

La base essentielle consistait, ainsi qu'on vient de le voir, dans la distinction entre la faute lourde d'une part, et la faute ordinaire et les cas fortuits, d'autre part. Dès lors il était évident, et on pouvait prédire infailliblement que chaque fois qu'un accident se produirait, non seulement l'une des deux parties en cause — patron ou ouvrier — chercherait à prouver la faute lourde de son adversaire, mais encore que chacune des deux parties chercherait à la fois à se prévaloir d'une faute lourde qui aurait pu être commise soit par le blessé, soit par le patron ; en effet, si la victime réussissait à prouver la *culpa lata* du chef d'entreprise, elle pouvait obtenir la réparation intégrale du préjudice qui lui était causé. Si, au contraire,

c'était le patron qui administrait cette preuve à l'encontre de son ouvrier, il était par là même déchargé de toute indemnité.

C'étaient des procès innombrables en perspective, et quels procès ! Tous les juges de France en durent avoir le frisson : des procès reposant uniquement sur la distinction chère aux casuistes, entre les différentes *culpae*, *culpa levis*, *culpa lata*... Le système du Sénat, loin d'améliorer la situation, l'aggravait sans aucun doute ; c'était en tout cas, je le répète, un retour en arrière.

Aussi, est-il aisé de comprendre qu'en présence de la modification, ou mieux, de la transformation faite par le Sénat du projet de la Chambre, le gouvernement ne se soit pas déclaré satisfait et ait à son tour présenté sur cette question — mais devant la Chambre, cela va sans dire — un projet de loi, qui fut naturellement suivi à bref délai de plusieurs autres propositions déposées également sur le bureau de la Chambre par des députés. Les unes et les autres furent renvoyées à la Commission, qui après les avoir examinées déposa son rapport le 25 février 1892 par l'intermédiaire de M. Ricard (1). Elle s'était arrêtée à un projet de loi encore inédit dans sa rédaction mais qui, par ses grandes lignes, rappelait beaucoup le projet adopté par la Chambre en 1888. Il avait même sur ce dernier une très grande supériorité que je résumerai d'un mot en disant que, tout au moins par son article 1^{er} et quelques autres

(1) *J. off.*, 1892, *Doc. parl.*, p. 301.

fort importants, il présentait la forme définitive sous laquelle fut adoptée la loi.

La théorie du risque professionnel y était admise dans toute son étendue : « Votre commission, disait en effet M. Ricard dans son rapport, a pensé qu'il n'était pas juste de restreindre la portée des dispositions protectrices qu'elle entendait édicter, en créant arbitrairement une véritable catégorie d'ouvriers privilégiés. Sans doute, les ouvriers des usines accomplissent souvent leur travail dans des conditions d'insécurité absolue, mais ils ne sont pas seuls dans ce cas, et pour ne parler que de ceux-là, certains ouvriers, appartenant à l'industrie du bâtiment, comme les charpentiers et les couvreurs courent des risques professionnels non moins grands. »

« Certes, il était plus simple et plus facile de recourir à un règlement d'administration publique, pour définir, en dehors du Parlement, les établissements dangereux. Mais, outre qu'elle a estimé qu'il n'était pas possible de charger le pouvoir exécutif du soin d'édicter les bases fondamentales de la loi, votre commission a obéi à une pensée absolument différente de celle qui paraît avoir inspiré le projet du gouvernement.

« La tendance évidente de ces deux projets est de restreindre l'effet de la loi aux seuls cas spécialement et expressément déterminés par elle ; notre tendance, au contraire est de ne voir, dans la loi proposée qu'une étape, une pierre d'attente. Ce n'est pas la restriction, c'est l'extension de l'assurance des accidents qui doit être la règle de l'avenir.

« Votre commission ne se dissimule pas que la veuve et les orphelins d'un ouvrier tué dans la moins dangereuse des professions sont aussi intéressants que les représentants de l'ouvrier qui a péri dans les usines, où la vie humaine est continuellement en péril. Elle a toutefois pensé que pour introduire utilement le principe nouveau du risque professionnel et de l'assurance obligatoire, il fallait procéder avec ordre, avec méthode, et avec une certaine lenteur. En précipitant tout à l'excès, on compromettrait à coup sûr le sort d'une des plus importantes réformes sociales.

« Nous avons donc repoussé le système comprenant immédiatement dans la loi tous les travailleurs sans exception. Nous nous sommes seulement efforcés d'élaborer un texte assez compréhensif pour atteindre, en même temps que les usines, toutes les industries, présentant pour ceux qui y sont employés des dangers manifestes et en quelque sorte inévitables (1). »

C'était donc bien là une nouvelle consécration du risque professionnel, et une consécration faite avec une force, une netteté encore inconnues jusqu'alors. On ne peut, en effet, en lisant les lignes ci-dessus, trop rendre hommage à leur auteur pour la perspicacité dont il y faisait preuve et pour les sentiments qui les avaient inspirées.

Mais encore que la théorie du risque professionnel ait été reprise et appliquée d'une façon plus complète qu'on

(1) Rapport de M. Ricard (*ibid.*).

ne l'avait fait jusqu'alors, le projet de loi ne prévoyait-il pas des exceptions dans les conséquences de ce risque, en particulier dans l'indemnité forfaitaire qui en était le résultat? En d'autres termes, le projet admettait-il encore l'application, dans les rapports entre la victime et le chef d'entreprise, de l'article 1382 du Code civil, du droit commun?

Eh bien, — et cela constitue une des caractéristiques de ce projet de loi — nous constatons, en lisant son article 35, que pour la première fois l'exercice du droit commun était complètement retiré aux ouvriers protégés par la loi; cet article était ainsi conçu :

« ART. 35. — Les victimes d'accidents dont le salaire est supérieur à 2.000 francs, ou leurs représentants, peuvent porter leur demande en indemnité contre le chef d'entreprise soit devant le tribunal arbitral, dans la mesure fixée par l'article 2, soit devant toute autre juridiction, conformément aux règles du droit commun. Toutefois quand une juridiction a été compétemment saisie, ils ne sont plus recevables à en saisir une autre.

« Les victimes d'accidents dont le salaire ne dépasse pas 2.000 francs, ou leurs représentants, ne peuvent intenter contre le chef d'entreprise que les actions en indemnité prévues par la présente loi. »

C'était là une innovation assez importante pour mériter quelques explications sur les motifs qui l'avaient fait insérer. Malheureusement, M. Ricard, ailleurs si prolixe et si clair, est sur ce sujet d'une sobriété regrettable. Voici

en effet le seul passage de son rapport ayant trait à cet article :

« L'action en indemnité, donnée par le projet aux ouvriers blessés ou à leurs représentants, est exclusive de toute autre action contre le chef de l'entreprise. En conséquence, les victimes d'accidents ne seront plus admises à invoquer les articles 1382 et suivants du Code civil et à porter leur réclamation devant les tribunaux ordinaires. De même, les ouvriers des manufactures de l'Etat et ceux employés à des travaux publics ne seront plus recevables devant les tribunaux administratifs (1). »

Et c'est tout : le rapporteur se borne à répéter l'article sous une autre forme, à constater l'innovation sans en donner l'explication.

Cette lacune est d'autant plus regrettable que, contrairement à ce que l'on était en droit d'attendre, cet article ne donna lieu à aucune discussion lors des débats à la Chambre (2). Sans doute à cause de sa situation dans le projet de loi, à la fin d'un titre sans grand intérêt, il passa complètement inaperçu et fut voté sans qu'une parole soit prononcée.

Ainsi d'ailleurs que nous aurons l'occasion de le constater par la suite, la plupart des parlementaires ne remarquèrent pas l'innovation qui venait d'être introduite dans le système adopté jusqu'alors pour la réparation du préjudice causé par les accidents du travail.

(1) Rapport de M. Ricard, *ibid.*

(2) *J. off.*, 1893, *Déb. parl.*, p. 1656.

Quant à l'article qui prévoyait la nullité des conventions contraires au projet de loi en discussion, il ne faisait l'objet d'aucun commentaire de la part du rapporteur et, comme de coutume, fut voté par la Chambre sans la moindre discussion (1).

Le projet de loi fut adopté tout entier le 10 juin 1893.

§ 2

Manque d'intérêt des débats devant le Sénat : le projet du 24 mars 1896. — Sa transformation par la Chambre : maintien de l'exclusion du droit commun (art. 2). — Adoption du principe par le Sénat : explications du rapporteur et du président de la Commission. — Nullité des conventions contraires : explications fournies devant le Sénat.

Il s'est produit, pendant tous le cours de la discussion de cette loi sur la responsabilité des accidents, un fait bizarre et que l'on a peut-être déjà remarqué : c'est que chaque fois qu'un projet de loi réalisait un progrès vers la forme définitive que devait présenter la loi du 9 avril 1898, on voyait apparaître aussitôt un ou plusieurs autres projets tout différents, qui faisaient effectuer à l'idée en marche un fort mouvement de recul et menaçaient de l'étouffer jusqu'au moment où un nouveau projet plus hardi que le premier donnait un nouvel essor à la théorie nouvelle. Deux pas en avant étaient immédiatement suivis d'un pas en arrière.

(1) *J. off.*, 1893, *Déb. parl.*, p. 1680.

Le même phénomène ne manqua pas de se produire après le vote du projet que nous venons d'examiner. Ce projet réalisait, comme nous l'avons vu, un avantage considérable sur ceux qui l'avaient précédé et, à part quelques points superflus, comme l'institution d'un tribunal arbitral, la création de l'assurance obligatoire, on peut dire que la loi du 9 avril 1898 a copié nombre de ses articles qui avaient donc dès cette époque trouvé leur forme définitive.

Eh bien, jamais la question ne présenta une telle incohérence comme à la suite de ce projet.

A partir de ce moment, il est matériellement impossible de suivre entre les débats parlementaires une idée logique ; c'est une avalanche de projets, d'amendements, de rapports, qu'il faut d'ailleurs renoncer parfois à trouver à la place indiquée dans le *Journal officiel*, tous plus étranges les uns que les autres et représentant tous les systèmes. On voit des projets de loi, à demi votés, renvoyés devant la commission pour en présenter d'autres tout différents ; le Sénat adopte un texte en première délibération, et l'on est fort surpris, lorsqu'on se reporte à la seconde, de constater qu'elle porte sur un projet où l'on ne retrouve aucun des articles précédemment adoptés.

On comprend aisément que, dans cette situation, il soit impossible de tirer des débats un enseignement ou une indication quelconque, chaque mesure proposée ayant un caractère essentiellement transitoire et procédant souvent d'un esprit tout différent de celui qui présida à l'élaboration définitive de la loi.

Cet état de choses dura jusqu'en mars 1896, époque où fut votée par le Sénat une proposition de loi qui, après deux voyages à la Chambre des députés, devint enfin la loi du 9 avril 1898.

Cette proposition, adoptée le 24 mars 1896, n'avait pourtant apporté au texte précédemment voté par le Sénat, aucune modification sérieuse. L'application du risque professionnel était toujours aussi restreinte : en outre, et c'était là un des plus gros défauts, le bénéfice du droit commun pouvait être invoqué par la victime en cas de faute inexcusable de son patron, — système qui était abandonné depuis longtemps par la Chambre et les différents rapporteurs, comme devant causer des procès nombreux et peut-être, fournir l'occasion de chantage de la part des agents d'affaires auprès des chefs d'entreprises.

Aussi la Chambre refusa-t-elle de suivre le Sénat sur le terrain qu'il avait si mal choisi, et apporta-t-elle aux articles qu'il avait adoptés, des modifications profondes et nombreuses :

Tout d'abord, en ce qui concernait le risque professionnel, elle rétablit à peu près textuellement le texte de l'article 1^{er}, qu'elle avait voté antérieurement, le 10 juin 1893, lequel donnait à la loi projetée la plus large extension.

En outre, elle donna à l'article 2, comme conséquence du principe qu'elle venait d'adopter, la rédaction suivante :

« Les ouvriers et employés désignés à l'article précédent (c'est-à-dire ceux appelés à bénéficier du risque profes-

sionnel) ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi.

« Ceux dont le salaire annuel dépasse deux mille quatre cents francs ne bénéficient de ces dispositions que jusqu'à concurrence de cette somme. Pour le surplus, ils n'ont droit qu'au quart des rentes stipulées à l'article 3, à moins de conventions contraires quant au chiffre de la quotité. »

C'était encore la disposition précédemment votée par la Chambre, à l'article 35 du dernier projet de loi, et que nous avons examinée. Cette fois, elle était présentée sous une forme beaucoup plus nette et plus impérative, et se trouvait placée en outre en tête de la loi, ce qui contribuait à la mettre plus en évidence ; aussi était-il infiniment probable qu'une discussion s'engagerait à son sujet et que le rapporteur serait appelé à fournir sur cet article des explications qui, malheureusement, jusqu'ici avaient toujours fait défaut.

L'urgence ayant été déclarée à la demande de la commission, la Chambre ne procéda, à l'égard de ce projet, qu'à une seule délibération. Aussitôt après le vote de l'article 1^{er}, un député, M. Groussier, monta à la tribune :

M. ARTHUR GROUSSIER. — « Messieurs, je désirerais présenter quelques observations sur l'article 2.

« Ayant constaté que la commission avait essayé de reprendre, dans la première délibération du Sénat, un certain nombre de points communs, je n'insiste pas pour la suppression du deuxième paragraphe, mais j'appelle l'at-

tention de la Chambre sur le premier paragraphe, où il est dit que « les ouvriers et employés désignés à l'article précédent ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi ».

« J'ai recherché dans tous les textes votés soit par la Chambre, soit par le Sénat, s'il s'y trouve une rédaction semblable. Il n'y en a pas. Dans la dernière rédaction du Sénat, il est même dit que lorsqu'il y aura faute lourde de l'industriel, il sera possible aux ouvriers de se recommander de l'article 1382 s'ils y trouvent avantage.

« Or, de deux choses l'une : ou la loi que vous entendrez faire est absolument, dans tous les cas, préférable au droit commun, et alors cette rédaction est complètement inutile ; ou dans certains cas, il peut y avoir, et je crois qu'il y a intérêt pour l'ouvrier à se recommander du droit commun, et je me demande pourquoi vous voulez empêcher les travailleurs de s'en servir.

« Il est si vrai que, dans certains cas, il peut y avoir intérêt pour l'ouvrier à se servir du droit commun, que vous dites vous-mêmes, dans votre article 7, que lorsqu'il s'agit non plus de l'industriel mais d'un tiers, l'ouvrier aura le droit de la poursuivre en vertu des articles du Code civil, et que si l'indemnité qui lui est accordée est plus forte que celle qui lui aurait été allouée en vertu de la présente loi, une part viendra en déduction des sommes que l'industriel a été obligé de payer.

« Vous n'avez pas eu, et vous ne pouviez pas avoir pour

but d'obliger dans tous les cas les travailleurs à se servir uniquement de cette loi, puisque, lorsqu'il s'agit d'un tiers, vous permettez de recourir au droit commun. Je vous demande d'accorder la même faculté à l'ouvrier dans le cas de faute inexcusable de l'industriel.

« Le Sénat n'a jamais accepté une disposition semblable à celle que vous présentez : la Chambre ne l'a jamais votée. Je serais heureux que la commission, considérant le bien fondé des observations que je viens de présenter, retirât ce premier paragraphe. »

On a déjà remarqué l'erreur que commettait l'orateur, lorsqu'il venait affirmer que jamais la Chambre n'avait voté une disposition semblable : nous avons vu tout au contraire que le projet voté en 1893 contenait une clause à peu près semblable à celle contre laquelle s'élevait M. Groussier, quoique rédigée en termes moins catégoriques.

Quoi qu'il en soit, la question adressée à la commission, sur les motifs qui l'avaient poussée à introduire cet article dans le projet de loi, était faite dans des termes extrêmement nets, et il est intéressant de connaître quelle justification le rapporteur allait apporter à la tribune pour maintenir l'article 2.

M. RICARD. — « Je ne veux donner à la Chambre que de très courtes explications. Les dispositions de l'article 2 doivent être combinées avec celles de l'article 21.

« Les ouvriers victimes d'accidents survenus par le fait du travail et qui ne touchent pas un salaire supérieur à

2.400 francs, bénéficient exclusivement des dispositions de la loi, c'est-à-dire que leurs indemnités sont fixées par l'article 3 que vous allez voter dans un instant. Il ne pourra pas y avoir de débats sur la limitation de ces indemnités qui sont législativement fixées, et à forfait.

« Au contraire, lorsque l'ouvrier prétend que le patron a commis une faute inexcusable, il n'est plus limité dans les mêmes conditions par les dispositions de l'article 3. Il reconquiert alors sa liberté ; il peut s'adresser aux tribunaux et, conformément aux dispositions de l'article 21, faire condamner le patron coupable d'une faute inexcusable à une indemnité supérieure à celles qui sont fixées par l'article 3. Dans ce cas, les tribunaux peuvent accorder à la victime une pension qui peut s'élever jusqu'à la totalité du salaire. Par voie de corrélation l'article 21 décide que l'ouvrier qui a commis une faute inexcusable, peut aussi voir son indemnité diminuer dans des limites à déterminer par les tribunaux. Telle est l'économie de cette loi, toutes les contestations sont réglées, ainsi que le dit le projet, par le tribunal qui statue en dernier ressort pour tous les employés et ouvriers dont le salaire n'est pas supérieur à 2.400 francs. Il n'y a de difficulté et de latitude en dehors des fixations que vous allez arrêter par l'article 3, que lorsque le patron a commis une faute inexcusable.

Par conséquent, la Chambre voit qu'il est indispensable que l'article 2 soit maintenu pour éviter, autant que faire se peut, car c'est là le but vers lequel tend la com-

mission, d'accord avec le gouvernement, des contestations et des procès, et pour que les ouvriers blessés reçoivent, au lendemain même du jour où ils ont été blessés, l'indemnité à laquelle ils peuvent avoir droit (1). »

Si la question était nette, il faut reconnaître que la réponse l'est beaucoup moins ; il me semble cependant qu'on peut en dégager l'idée suivante :

Il est complètement inutile d'accorder à l'ouvrier l'exercice du droit commun en cas de faute inexcusable de son patron, puisque, dans ce cas, l'article 21 lui permet de réclamer une indemnité ou une rente qui peut être égale à son salaire, c'est-à-dire être équivalente au préjudice causé. En outre, il profitera de la procédure expéditive, et en dernier ressort, qui est organisée par la loi sur la responsabilité des accidents du travail, de sorte que toutes contestations seront ainsi réglées d'une façon plus rapide et plus simple que s'il avait fallu faire appel à deux juridictions différentes.

Si ce système pouvait en effet se défendre lorsqu'on envisageait uniquement la question du chiffre de l'indemnité, par contre il devenait tout à fait insuffisant si l'on se plaçait au point de vue des ayants droit, que l'article 21 ne concernait nullement, et qui, eux, auraient eu le plus grand avantage à se servir du droit commun lorsqu'ils étaient exclus du droit de toucher une indemnité en vertu de la loi spéciale. Il y avait donc dans ce cas un autre élé-

(1) *J. off.*, octobre 1897, p. 2218.

ment qui entrainait en jeu, et dont le rapporteur ne parlait pas.

D'autres observations furent d'ailleurs apportées encore à la tribune :

M. JULIEN GOUJON. — « Messieurs, dans une allocution très précise et très nette, M. Groussier nous a indiqué quel était le reproche que les représentants du groupe ouvrier adressaient au texte de la commission.

« M. Groussier vous a fait observer que l'article 2 consacrerait une disposition absolument nouvelle. Depuis vingt ans on a entassé propositions sur propositions, projets sur projets et toujours on a laissé aux travailleurs victimes d'accidents, l'option entre le bénéfice de la loi que l'on a fait pour eux et le droit commun. C'est la première fois, aujourd'hui, qu'on leur retire ce droit d'option. Si on le retire aux ouvriers dont le salaire n'est pas supérieur à 7 francs par jour, on peut dire peut-être, l'excuse vaut ce qu'elle vaut, que c'est la conséquence de la transaction légale qu'on impose à la fois au patron et à l'ouvrier. Mais lorsqu'on se trouve en présence d'un travailleur qui gagne annuellement plus de 2.400 francs, c'est-à-dire plus de 7 francs par jour, n'est-ce pas légitime d'indemniser cet ouvrier au prorata du capital-travail dont il est dépouillé ? Est-ce que cet ouvrier dont la valeur courante, la valeur marchande est supérieure à celle d'un autre ouvrier qui gagne moins de 7 francs par jour, ne doit pas toucher, en cas de malheur, en cas d'accident, une indemnité supérieure à celle que touchera ce dernier ? Ne doit-il pas

même être totalement indemnisé, ainsi que le demande M. Groussier, du préjudice souffert ?

« Il est une autre observation que j'ai faite dans la discussion générale et que je rappelle pour mémoire. Le texte de la commission va à l'encontre d'une disposition tutélaire du Code d'instruction criminelle. Aux termes de l'article 3 de ce Code, toute personne lésée par un délit ou une contravention a le droit, accessoirement à l'action du ministère public, de saisir la juridiction répressive à fin civile. Or, M. Ricard a terminé son discours en disant : « Il faut que l'ouvrier soit promptement remboursé des pertes qu'il a essuyées à l'occasion du contrat de travail. » Eh bien ! y a-t-il une procédure plus rapide que celle que je vous offre ? Si le lendemain de l'accident, dans les trois jours, le parquet estime que le patron a commis une faute quelconque tombant sous l'application des articles 419 à 420 du Code pénal, c'est-à-dire s'il juge qu'il y a contravention ou délit du fait de blessures ou d'homicide par imprudence, et si le tribunal est saisi, immédiatement l'ouvrier peut se présenter à sa barre et demander, sans aucun frais, ou à peu près, les sommes qui lui sont dues. Voilà la procédure expéditive ; en tous cas, je le répète, nous n'avons pas le droit, dans une loi spéciale, de demander à l'ouvrier de renoncer au bénéfice du droit commun, aux avantages de l'article 3 du Code d'instruction criminelle.

« Je crois donc, avec M. Groussier, qu'il faudrait supprimer cet article 2 qui me paraît inutile, ou laisser le droit

d'option aux travailleurs blessés, qui agiraient à leur gré, soit en vertu de la loi, soit en vertu du droit commun. Je demanderai subsidiairement que les ouvriers qui gagnent plus de 7 francs par jour puissent, pour le surplus, agir conformément au droit commun. Quant à la disposition qui leur interdit d'agir par la voie criminelle, accessoirement avec le ministère public, elle me paraît trop exorbitante pour que la Chambre la sanctionne (1). »

Ainsi, la question se précisait : le point de savoir maintenant si l'ouvrier pouvait se porter partie civile à l'action pénale introduite contre son patron était agitée, et devait d'ailleurs être résolue par la négative.

Plus loin, à propos des différentes prescriptions agitées, M. Sauzet fut amené à demander les explications suivantes :

M. MARC SAUZET. — « L'honorable M. Ricard vient de nous dire que « l'action en indemnité prévue par la présente loi » à l'article 19, qui sera dorénavant prescrite par un an, c'est l'action du risque professionnel et que cette disposition de l'article 19 ne s'applique pas aux actions de droit commun. Alors je ne comprends plus l'article 2 qui a été adopté tout à l'heure et qui dit :

« Les ouvriers et employés désignés à l'article précédent ne peuvent se prévaloir à raison des accidents dont ils sont l'objet dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi. »

(1) *J. off.*, Chambre, *Déb. parl.*, 1897, p. 2218.

« Par conséquent, de par cet article 2, la seule arme que la loi mette aux mains de l'ouvrier victime d'un accident pour obtenir réparation, c'est l'action visée dans l'article 19. Vous brisez entre ses mains toute autre arme ; vous le dites expressément dans l'article 2, et la raison en est simple : vous voulez qu'il n'y ait plus de procès, et alors vous supprimez les moyens de les faire. S'il en est ainsi, je ne vois pas comment, une fois la prescription d'un an de l'article 19 accomplie, le droit commun pourrait donner à l'ouvrier un moyen d'action. Vous les avez supprimés par l'article 2. »

M. RICARD. — « Je ne comprends pas, je l'avoue, la critique de notre honorable collègue, M. Sauzet. Ce que la loi entend régler, c'est la demande en indemnité basée sur le risque professionnel, ouverte à l'ouvrier contre son patron. C'est dans ces limites que l'article 2 a été présenté et voté. Mais en décidant que l'action ouverte à l'ouvrier contre son patron, à raison du risque professionnel, est soumise à la prescription d'un an, nous disons que vis-à-vis des tiers, tous les droits de l'ouvrier demeurent réservés. Ce n'est pas le risque professionnel qui joue vis-à-vis des tiers, ce sont les principes généraux du droit commun (1). »

Cette déclaration est particulièrement intéressante en ce qu'elle précise nettement la portée que donnait le rapporteur à l'article 2. Pour lui, les restrictions considéra-

(1) *J. off., Déb. parl.*, 1897, p. 2225.

bles apportées aux droits des blessés par la disposition du premier paragraphe, ne concernaient que les rapports entre la victime d'une part, et le chef d'entreprise de l'autre et laissaient par suite complètement intacts les rapports du blessé avec le tiers.

Ainsi tout le monde était maintenant d'accord pour constater que la loi en discussion retirait aux victimes d'accidents du travail toute possibilité d'intenter des actions en vertu du droit commun. Et la raison en était, elle aussi, généralement connue et acceptée, c'était la suppression radicale des procès qui auraient pu être intentés.

Le projet de loi fut voté sans modifications importantes, et fut envoyé au Sénat.

La Commission sénatoriale transforma l'article 2 du projet de la Chambre par la rédaction suivante :

ART. 2. — Les ouvriers et employés dont le salaire annuel ne dépasse pas 3.000 francs bénéficieront seuls des dispositions de la présente loi.

« Pour tous les autres le droit commun continuera à être appliqué. »

En dehors de la question de chiffres qui, évidemment, recevait par la Commission du Sénat une solution tout autre que celle que lui avaient donnée la Chambre des députés, on pouvait hésiter sur le sens exact de cet article, pour ce qui concerne le premier paragraphe tout au moins.

Quelle était sur la question du cumul des actions, l'opinion du Sénat ?

Les ouvriers dont le salaire était inférieur à trois mille francs pouvaient-ils se prévaloir du droit commun ? Rien ne semblait s'y opposer si l'on s'en tenait au texte même de l'article.

Fort heureusement, pour la clarté des débats, un sénateur qui avait joué un grand rôle durant la discussion de la loi, M. Félix Martin, aperçut l'ambiguïté des termes et provoqua une utile explication.

M. FÉLIX MARTIN. — « Je me bornerai à demander le renvoi de mon amendement à la Commission : cet amendement est ainsi conçu :

« Les ouvriers et employés désignés à l'article précédent ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi.

« C'est le premier paragraphe de l'article 2 voté par la Chambre. J'approuve complètement cette disposition. Cette loi doit être la charte du risque professionnel : une fois créée, elle doit s'appliquer à tous les ouvriers et employés du même établissement quel que soit leur salaire. Ils doivent tous avoir les mêmes droits, et les mêmes facilités pour les faire triompher. Ils sont aussi intéressants les uns que les autres quand ils tombent sur le champ de bataille de l'industrie. »

Et plus loin, après la réponse du rapporteur, M. Thévenet, l'orateur reprend :

« Messieurs, puisque nous sommes obligés d'accepter cet article en première délibération, je voudrais présen-

ter une seule observation sur sa rédaction. L'article est ainsi conçu :

« Les ouvriers et employés dont le salaire annuel ne dépasse pas 3.000 francs bénéficieront seuls des dispositions de la présente loi. »

« Ils bénéficieront seuls. Et s'ils préfèrent bénéficier du droit commun, rien n'indique qu'ils ne le pourront pas. »

M. le Rapporteur. — « Mais si ! »

M. FÉLIX MARTIN. — « Sans doute, c'est votre pensée, mais je crois que votre texte ne le traduit pas. Il faudrait dire : « et ils ne pourront pas exercer d'autres actions que celle que la loi prévoit. » Dans le texte de la Chambre, c'était formellement spécifié ».

M. le Président de la Commission. — « L'article 30 dit expressément : « toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit. »

M. FÉLIX MARTIN. — « Qu'est-ce que cela prouve, Monsieur le Président de la Commission ? Comment ! vous me citez cet article 30 à propos de mon observation, mais il n'a aucun rapport avec elle ! Ces mots : « les ouvriers bénéficient seuls » ne signifient pas forcément que le « bénéfice » est pour eux obligatoire. Rien ne dit qu'ils ne pourront pas opter pour le bénéfice du droit commun. »

M. le Président de la Commission. — « Ils ne le peuvent pas. »

M. CHARLES PREVET. — « Ils ne le peuvent pas puisqu'il y a forfait. »

M. FÉLIX MARTIN. — « Mais enfin qu'est-ce que le forfait

et l'article 30 viennent faire ici ? Il n'y a aucune espèce de rapport entre le forfait, l'article 30 et la thèse que je soutiens....

« ... Je vous dis que votre rédaction ne me semble pas complète : je propose donc deux amendements à cette rédaction, c'est tout ce que je propose pour le moment. »

M. le Rapporteur. — « Voulez-vous me permettre ? Notre rédaction est aussi complète et aussi claire que possible, je vais vous le démontrer.

« Nous faisons deux catégories seulement : dans la première, nous rangeons les ouvriers et employés dont le traitement ne dépasse pas 3.000 francs. Le sort de ceux-là est régi par la loi que nous faisons ; ils ne pourront pas en invoquer d'autres. »

M. FÉLIX MARTIN. — « Mais vous ne le dites pas, justement ! »

M. le Rapporteur. — « *Ils ne pourront invoquer ni le droit commun, ni les conventions particulières qu'ils passeraient avec leur patron*, ils sont obligés d'accepter le forfait tel qu'il est déterminé par la loi. »

M. FÉLIX MARTIN. — « Mais je vous demande de le dire. »

Les précisions apportées et provoquées par M. Félix Martin étaient, on le voit, plus qu'utiles ; jamais, en effet, on aurait songé, sans elles, à tirer du texte de la commission toutes les déductions et toute la signification qu'y trouvait le rapporteur. Si vraiment la portée de ces paroles était voulue et réfléchie, il faut avouer qu'elles avaient alors une importance exceptionnellement grave.

M. THEVENET et M. BÉRENGER, l'un rapporteur et l'autre président de la commission, étaient d'accord pour affirmer, sans être contredits par personne et sans faire élever aucune protestation, que dans tous les cas les ouvriers assujettis à la loi non seulement ne pourraient plus à l'avenir se prévaloir de l'article 1382 du Code civil, ce que tout le monde admettait sans difficultés maintenant, mais en outre ne pourraient plus à l'avenir faire état de conventions passées en toute connaissance de cause par l'une et l'autre partie, et tendant à leur assurer des avantages supérieurs à ceux reconnus par la loi.

C'était là une interprétation qui, si elle reflétait exactement la pensée du Sénat, aurait bien mérité d'être fixée par un texte autrement clair que celui de la commission dont les termes ambigus paraissaient signifier le contraire.

Tel qu'il était rédigé, cet article fut voté par le Sénat, mais il ne faut pas l'oublier, en première lecture, après la déclaration faite par le rapporteur, qui avait sans doute aperçu l'insuffisance de son texte, que si des modifications paraissaient ensuite nécessaires à cet article, elles y seraient apportées dans l'intervalle des deux délibérations.

La seconde délibération présentait dans ces conditions un intérêt assez vif, et on se demandait quelle rédaction allait adopter la commission pour mettre l'article 2 en harmonie avec l'interprétation qu'on lui donnait. Or, en se reportant aux séances du Sénat, on constate que si l'article 2 avait bien subi un changement, toutefois ce changement ne constituait pas une innovation : la commission

s'était en effet contentée de substituer à l'ancienne rédaction, que nous venons d'examiner, celle qui avait été déjà adoptée par la Chambre. Et, sous cette forme définitive, l'article fut voté sans la plus légère observation de la part des sénateurs, ni explication de la part de la commission.

Puis le texte complet de la loi fut adopté à mains levées et renvoyé une dernière fois devant la Chambre, qui se borna à voter les articles à mesure que son président les lisait.

Les explications que nous avons enregistrées ci-dessus furent donc les dernières auxquelles l'article 2 donna lieu. Par conséquent elles fixèrent définitivement le sens qu'il faut donner à cet article et qui est, en résumé, celui-ci : « Il est interdit aux victimes d'accidents du travail de se prévaloir contre ou vis-à-vis de leur patron de toutes dispositions qui auraient pour effet de soustraire le règlement des accidents au système organisé par la présente loi ».

Un autre point, qui offre pour nous le plus grand intérêt, tira également, de la discussion devant le Sénat, l'avantage d'une précision plus grande dans son sens, sinon dans ses termes : je veux parler de l'article 30 de la loi qui prévoyait les conventions contraires et en ordonnait impérativement la nullité. J'ai déjà eu l'occasion de parler de cette disposition qui fut insérée dans tous les projets présentés sur notre matière depuis 1880, et de déplorer que jamais aucune explication n'ait été fournie d'une façon nette et définitive sur toute la portée qu'il convenait de

donner aux termes qu'on employait pour une raison toute de style.

Or, il se trouve que, précisément, la dernière discussion à laquelle devait donner lieu la loi de 1898 apporta sur ce point quelques éclaircissements, par suite du dépôt d'un amendement fait par un sénateur, M. Grivart, sur l'article 30. Voici en quels termes cet amendement fut justifié par son auteur à la tribune du Sénat :

« L'article 30 confère à la loi, et avec raison, le caractère de loi d'ordre public. Il est bien clair en effet que si on avait permis aux bénéficiaires de cette loi de renoncer à ces dispositions, il serait arrivé un grand nombre de fois que des ouvriers subissant une sorte de contrainte morale, auraient très facilement et très légèrement consenti à la renonciation aux dispositions qui les protègent. Mais si dans cette partie le texte est irréprochable, voici l'observation que je viens présenter.

« Il peut arriver que des patrons, obéissant à un sentiment d'humanité ou à une inspiration très légitime du reste, dans le but d'attirer à eux des ouvriers capables et dévoués, consentent à ceux-ci des conditions plus favorables que celles qui résultent des dispositions de la loi. Je pense que vous jugerez que non seulement un tel accord est licite, mais qu'il est digne d'encouragement. Or, si l'on s'en tenait au texte de l'article, une convention de cette nature modifiant, même dans un sens avantageux pour l'ouvrier, les tarifs de la loi, pourrait être atteinte par la prohibition générale et formelle qu'il édicte. Il porte en ef-

fet : « toute convention contraire à la présente loi est nulle de droit. » Eh bien, tel n'a pas pu être le sentiment qui a inspiré la rédaction de l'article, tel n'est pas non plus le système de la commission, laquelle reconnaît parfaitement qu'il sera loisible à un patron de promettre à ses ouvriers, comme réparation des accidents qu'ils pourraient subir dans son usine, des indemnités plus fortes que celle que la loi alloue. Je demande donc au Sénat d'ajouter à l'article 30 un paragraphe ainsi conçu :

« Toutefois il sera permis de majorer les indemnités fixées par la loi en vertu d'un accord constaté par écrit, mais pour le supplément accordé les ayants droit ne pourront prétendre à des garanties autres que celles du droit commun. »

« Messieurs, la disposition finale va au devant d'une préoccupation qui pourrait naître dans vos esprits. Vous avez créé un fonds de garantie pour toutes les pensions dues en vertu des dispositions de la loi. Ce fonds de garantie pourrait subir une surcharge excessive par l'effet des conventions particulières intervenues entre les patrons et leurs ouvriers : je crois donc qu'il est juste de décider que les conventions majorant les indemnités ont un caractère licite, mais qu'elles ne pourront pas surcharger le fonds de garantie. » (1)

Voici donc (il était temps) une précision apportée dans le sens qu'on pouvait attribuer à l'article 30 en ce qui con-

(1) V. J. *off.*, *Déb. parl.*, 1898, Sénat, p. 350.

cerne la question douteuse de la majoration des indemnités par des conventions particulières passées entre la victime et son patron ; ces conventions étaient-elles touchées par l'article 30 et, par suite, devaient-elles être annulées par les tribunaux ou, au contraire étaient-elles conformes à l'esprit de la loi, et pouvaient-elles recevoir une consécration judiciaire ?

Le Sénat répondit à cette question en repoussant (malgré l'avis de sa commission qui l'acceptait) l'amendement qui lui était soumis : on est donc obligé de conclure de cette manifestation que toutes les conventions quelles qu'elles soient tombent sous le coup de l'article 30 lorsqu'elles ne réalisent pas intégralement et textuellement les conditions prévus par la loi du 9 avril 1898 pour la réparation des accidents du travail, ou plus précisément, lorsqu'elles ont pour effet de faire supporter à la victime ou au chef d'entreprise des charges plus lourdes que celles qui leur ont été fixées par la loi.

Assurément, rien n'empêche les chefs d'entreprise, qui désirent venir en aide à leurs ouvriers blessés, d'augmenter à leurs dépens les indemnités prévues par notre loi, mais un acte de ce genre aurait un caractère essentiellement précaire, pouvait être révoqué par la volonté de la partie qui l'avait consentie, et surtout ne pourrait faire l'objet d'une sanction par les tribunaux (1).

(1) V. Sachet, *Traité théor. et prat. des accidents du travail*.

DEUXIÈME PARTIE

SYSTÈME ADOPTÉ PAR LA LOI DU 9 AVRIL 1898. — SES TROIS ÉLÉMENTS : RISQUE PROFESSIONNEL, FORFAIT, TRANSACTION. — DIVISION DE NOTRE ÉTUDE

Examinons maintenant quelles sont les principales difficultés qui peuvent se présenter au sujet des exercices cumulés de l'action de droit commun, dérivant de l'article 1382 du Code civil, avec celle de la loi spéciale sur les accidents du travail : nous appliquerons alors, pour leur solution, les données que nous a précédemment fournies notre étude.

Mais avant de commencer cet examen, je crois utile de rappeler les résultats où nous sommes arrivés dans la première partie de cet ouvrage.

Nous avons vu, en effet, que le système de réparation des accidents du travail adopté par la loi de 1898, comprenait essentiellement trois éléments : 1^o un risque inhérent à l'industrie ou, mieux, à la profession ; 2^o un forfait ; 3^o une transaction. Reprenons chacun de ces points.

I. Le risque (au sens étroit du mot) professionnel, ou industriel, n'est plus contesté par personne, et son existence est admise en fait depuis longtemps, comme conséquence de la transformation extraordinaire subie par l'in-

dustrie et le commerce, de l'introduction des machines, de la concentration intense à l'atelier. A l'accroissement de dangers que présentait pour l'ouvrier cette transformation, correspondait encore un assujettissement plus strict aux ordres du patron, ce qui interdisait aux ouvriers la faculté d'agir comme leur sécurité le commandait.

Ainsi que le disait fort exactement M. Félix Faure, dès 1883, « dans la plupart des cas (où il se produit un accident), il n'y a, à proprement parler, ni faute du patron, ni faute de la victime. Tout travail a ses risques, les accidents sont la triste mais inévitable conséquence du travail même » (1).

Indépendamment des cas fortuits ou de force majeure, dans lesquels cette idée apparaît clairement, même les accidents dus, en apparence tout au moins, à la faute de l'ouvrier ou du patron, doivent être en réalité attribués uniquement au travail lui-même. La faute se compose, en effet, d'éléments variables qu'il faut envisager séparément, et pour chaque circonstance déterminée où elle se produit : tel acte qui constitue une imprudence, donc une faute, d'après l'opinion courante, qui statue généralement sans pousser son examen jusqu'au fond des espèces sur lesquelles elle se prononce, cesse souvent d'avoir ce caractère quand on examine attentivement les habitudes usitées dans le milieu où vit celui qui a commis cet acte, habitudes imposées la plupart du temps par l'indus-

(1) V. plus haut, p. 23.

trie elle-même. Pour prendre un exemple, le fait par un mécanicien de nettoyer sa machine en marche, est généralement considéré comme une imprudence ; et pourtant tous les habitués des usines, à commencer par le mécanicien lui-même, considèrent cet acte comme tout à fait normal, régulier, conforme aux habitudes et même aux nécessités industrielles. Les nuances qui séparent l'acte licite de la faute sont donc extrêmement délicates et mille fois plus indiscernables que celles du cou de la colombe ; enfin l'habitude du danger et la nécessité de ne pas apporter des précautions infinies dans le moindre mouvement, achèvent d'interdire, en faveur de l'ouvrier, l'application des notions courantes de la faute.

On pourrait cependant, semble-t-il, contester que cette théorie ait été appliquée dans notre loi, et tirer, à l'encontre du raisonnement que je viens d'exposer, un argument du fait que le législateur a opéré une distinction entre les fautes, pour soustraire à l'application intégrale du risque professionnel et de ses conséquences, la faute lourde (ou inexcusable). En effet, aux termes de l'article 20 de la loi du 9 avril 1898, lorsque l'une des parties est convaincue d'avoir commis une faute de ce genre, elle peut (si c'est l'ouvrier) être presque privée de toute indemnité, ou au contraire (si c'est le patron) être condamnée à réparer complètement le préjudice causé à la victime. Par conséquent il apparaît bien clairement que, dans l'un et l'autre cas, l'application parfaite de la théorie du risque professionnel — d'après laquelle la réparation doit se calculer en

dehors de toute appréciation de la faute qui a pu être commise — il apparaît, dis-je, que cette application n'a pas été parfaitement observée dans notre loi.

Pourtant, une telle conclusion serait manifestement inexacte : il est facile de s'expliquer cette prétendue anomalie. Il ne faut pas oublier, en effet, que la loi de 1898 est avant tout essentiellement une loi d'assurances et qu'elle repose sur les mêmes principes que ceux qui dominent cette dernière matière. Or, en ce qui concerne l'acte qui provoque la manifestation du risque, il est depuis longtemps admis par la Cour de cassation (1), suivie en cela par la majorité des auteurs (2), que la *faute lourde* de l'assuré doit être assimilée au *dol* et être soumise aux mêmes conséquences : cette assimilation est motivée par des considérations impérieuses. « En tant qu'elle lui donne confiance dans l'avenir et qu'elle fortifie son esprit d'initiative, l'atténuation des risques est pour l'assuré un puissant stimulant, mais si, dépassant certaines limites, elle devient un encouragement à l'incurie ou à l'imprudence, elle manque son but et constitue un remède pire que le mal. Or, c'est ce qu'il y aurait lieu de craindre, si la faute du sinistré, quelle qu'elle fût, ne faisait jamais obstacle à l'ouverture du droit à l'indemnité (3). »

(1) Cass., 15 mars 1876, S. 76.1.337 ; Cass., 18 avril 1882, D. 83.1.260.

(2) Iabbé (note sous S. 87.1.369) ; Villetard de Prunières, *De l'assurance contre les accidents du travail*.

(3) Sachet, *Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail*, t. II, p. 170.

Eh bien, le législateur a agi dans notre matière sous l'influence de la même préoccupation et a identifié dans leurs effets (tout au moins pour ce qui touche l'incapacité permanente) la faute lourde (ou inexcusable) et le dol. Or, comme nous le savons, et en vertu de ce principe qu'on ne peut se créer un titre à soi-même, le dol est une cause d'inapplicabilité de la loi de 1898, comme d'ailleurs de toutes les dispositions où la bonne foi est une règle absolue ; en outre par suite de l'introduction de l'élément intentionnel il ne pourrait plus être question ici d'*accident* dont la notion implique nécessairement une survenance fortuite. D'où cette conséquence que la loi sur les accidents du travail n'étant plus applicable, le droit commun reprend son empire, et avec lui, les conséquences ordinaires des fautes commises.

C'est donc bien avec raison qu'on considère comme la véritable cause des *accidents* industriels, l'industrie elle-même, ou « le fait des choses », en quelque sorte, comme le disait M. Duché dans son rapport, et par conséquent, c'est avec juste raison encore que l'on a reconnu à l'ouvrier blessé un droit à indemnité dans tous les cas, sauf celui où il aurait provoqué lui-même l'accident, « car alors le fait des choses ne pouvait plus être invoqué » (1).

La conséquence logique de cette idée, c'était de donner à l'ouvrier le droit de réclamer une indemnité représentant la totalité du préjudice causé : victime en effet d'un acci-

(1) Rapport de M. Duché, *Doc. parl.*, session extr., 1888, p. 389.

dent qu'il n'a nullement provoqué, à la survenance duquel il est resté complètement étranger, l'ouvrier doit pouvoir exiger toucher une indemnité qui lui permette de ne rien supporter des suites de cet accident. C'est là une idée qui apparaît avec logique, et qui s'imposerait nécessairement sans l'existence de deux considérations importantes qui ont fort influé sur cette conséquence.

II. Tout d'abord, et pour que la réforme fût vraiment efficace, il ne suffisait pas de donner un droit à l'ouvrier : il fallait encore que ce droit pût recevoir une satisfaction rapide, de manière que l'argent ne cessât pas d'entrer dans le ménage du blessé au moment où son besoin se ferait le plus sentir. Et pour que cette indemnité fût rapidement allouée, il fallait supprimer la possibilité de procès qui en auraient retardé le versement ; pour supprimer les procès il fallait, d'une part, déterminer exactement les cas où la réparation était due, résultat déjà obtenu par la création du risque professionnel qui mettait tous les accidents à la charge du patron, et, d'autre part, et surtout, déterminer, avec le plus de fixité possible, le montant de cette réparation, afin que chacun fût instruit avec certitude de ce qu'il devait verser ou recevoir. C'est pour satisfaire à cette dernière exigence que fut créé le forfait.

Grâce à ce système de réparation forfaitaire on obtient, comme le demandait M. Félix Faure, une règle fixe d'une application facile (1). Dans la plupart des cas, en effet, il

(1) V. p. 24.

suffit de connaître un chiffre, celui du salaire, pour déterminer automatiquement dans chaque accident le montant exact de l'indemnité à laquelle peut prétendre la victime pour son infirmité. En connaissant un deuxième chiffre, — celui de la réduction de la capacité de travail, — on solutionne avec la même facilité toutes les espèces qui peuvent se présenter. Dans ces conditions, les chefs d'entreprise, sachant qu'ils doivent verser une indemnité, connaissant, en outre, avec certitude à quel chiffre elle doit se monter, n'ont plus aucune raison de s'opposer aux demandes des blessés, qui n'en sont plus réduits comme autrefois à introduire une demande en justice pour obtenir satisfaction ; d'où obtention du résultat cherché : suppression des procès en matière d'accidents du travail.

III. Mais il restait encore un point à examiner et à fixer : c'était le chiffre auquel allait se monter le forfait. Devait-il être calculé de telle sorte qu'il se rapprochât le plus possible du préjudice subi, ou devait-on choisir une tout autre base ? C'est ici qu'intervint une considération qui, selon moi, est tout à fait indépendante de l'idée de forfait à laquelle on a le tort de la rattacher couramment (1), et dont l'origine, comme le but, est purement économique.

Les conséquences de la consécration par la loi de la théorie du risque professionnel allaient se traduire pour l'industrie par un énorme accroissement de charges, rendu encore plus sensible par la soudaineté de cette création. Il était fort à craindre que les industriels qui avaient établi leurs différents prix de revient en se basant sur un certain

(1) V. Sachet, *op. cit.*, t. I, p. 11.

chiffre de frais généraux, ne parvinssent pas à triompher du trouble qu'allait apporter la majoration subite de ce compte dans l'évaluation de leurs profits : il apparaissait de plus en plus nettement, à mesure que les statistiques se faisaient plus précises (1), que l'application du risque professionnel allait augmenter dans des proportions considérables le chiffre des accidents dont les patrons devaient assumer la charge, et qu'elle risquait fort de provoquer des ruines nombreuses. Aussi, dans ces conditions, afin de concilier autant que possible les deux intérêts opposés qui se trouvaient en présence, il intervint, entre les blessés d'une part, et les chefs d'entreprise de l'autre, un contrat de même nature que celui qui se conclut lorsqu'une personne réclame à une autre des dommages-intérêts que cette dernière ne serait pas en situation de payer intégralement, un procès devant dans ce cas également nuire aux deux parties ; elles font ensemble, une *transaction*, c'est-à-dire « qu'elles préviennent ou qu'elles mettent fin à leur contestation au moyen de concessions réciproques » (2). Eh bien, le législateur, dans la circonstance, agit de même au nom des parties en cause, et fit faire à chacune d'elles une concession en tenant compte aussi exactement que possible de leurs facultés respectives : il décida que le risque professionnel serait appliqué, et ce, au profit des ouvriers, mais que le chiffre des indemnités entraînées serait notablement inférieur à celui du préjudice réellement causé.

(1) V. plus haut, p. 15 note.

(2) Planiol, *Droit civil*, t. II, n° 2285 (2^e édit.). *De la transaction*.

Voilà, en quelques mots, l'histoire de la création en France de la législation sur les accidents, et les motifs qui ont poussé le législateur à en établir les principales dispositions. Il ne faudra pas les perdre de vue, ils nous serviront pour résoudre les difficultés que nous pourrions rencontrer par la suite.

On doit comprendre qu'il ne peut entrer dans mes vues d'espérer dresser une liste limitative et solutionner, espèce par espèce, toutes les contestations qui peuvent surgir au sujet du cumul d'une action de droit commun avec une action basée sur la loi de 1898 ; malgré tous les soins que je pourrais apporter dans mes recherches, la liste en serait forcément incomplète : autant vaudrait essayer de donner une énumération complète de toutes les fautes qui tombent sous le coup de l'article 1362 du Code civil.

Aussi me paraît-il préférable de dresser un plan méthodique de toutes les personnes qui peuvent exercer, et contre qui peuvent être exercées les actions consacrant un droit né à l'occasion d'un accident, et de distinguer contre ces dernières, suivant qu'elles dérivent d'un fait intentionnel, d'un quasi-délit, ou d'un contrat. J'aurai, de la sorte, envisagé la presque totalité des questions de principe qui peuvent se poser au sujet de l'exercice cumulé des deux actions qui nous intéressent. Nous examinerons donc successivement : 1° Les actions exercées par le blessé ; 2° les actions exercées par le patron ; 3° les actions exercées par les tiers.

CHAPITRE PREMIER

ACTIONS EXERCÉES PAR LA VICTIME.

C'est à ces dernières que la loi a apporté le plus de restrictions : outre l'article 30 qui, ainsi que nous l'avons vu, interdit toutes conventions contraires à la présente loi, sans distinguer entre les cas où elles profitent à un ouvrier ou un patron, et annule ainsi, *ipso facto*, tous les droits dérivant de ces conventions, l'article 2 spécifie nettement que les ouvriers ne peuvent se prévaloir d'autres dispositions que celles de la présente loi, à raison des accidents dont ils peuvent être victimes. Nous allons donc voir tour à tour l'effet produit par ces diverses dispositions sur les droits des blessés suivant qu'ils sont exercés à l'encontre du patron personnellement, ou contre ses préposés, ou enfin contre les tiers, en distinguant dans chaque cas, lorsque cela est nécessaire, selon que l'action a pour cause un fait intentionnel, un quasi-délit ou un contrat.

§ 1. — Actions dirigées contre le chef d'entreprise.

SECTION I. — *Fait intentionnel du patron.* — Sa rareté. — I. Opinion de M. Sachet sur le droit de la victime ; crime et fait intentionnel action pénale et action civile ; confusion de ces deux idées ; application de la loi de 1898 ; recours du blessé contre le patron (art. 1382). — II. Application de l'idée de dol ; conséquence, le droit commun seul applicable. — III. Refus du caractère d'accident à l'acte intentionnel ; motifs : conception du risque professionnel, comparaison avec l'assurance ; historique.

SECTION II. — *Faute du patron.* — Application pure et simple de la loi. — Distinction entre l'accident proprement dit et les actes indépendants.

SECTION III. — *Actions contractuelles.* — I. Prohibition de l'article 30 ; étendue de cette prohibition. — *Quid* quand les conventions accordent une indemnité supérieure ? Nullité de ces conventions : motifs. — II. Les pensions de retraites. — Période antérieure à la loi du 5 avril 1910. — Cumul des pensions d'invalidité. — Conventions antérieures à la loi de 1898, conventions postérieures. — Contributions patronales, ouvrières et mixtes. — Jurisprudence de la Cour de cassation. — Les innovations de la loi du 5 avril 1910.

SECTION I. — Ouvriers victimes du fait intentionnel du chef d'entreprise.

La jurisprudence n'a jamais eu, à ma connaissance, à se prononcer sur le point de savoir quels seraient les droits d'un ouvrier blessé dans un accident causé intentionnellement par le patron : c'est une cause d'accidents dont la jurisprudence n'offre pas d'exemple. C'est dire qu'elle est extrêmement rare, en admettant même qu'elle se soit jamais produite ; et, en effet, on s'explique mal qu'un chef d'entreprise, de propos délibéré, volontairement, commette un acte qui, indépendamment de sévères sanctions pénales inévitablement entraînées, aurait pour conséquence cer-

taine de mettre à sa charge le paiement des indemnités prévues par la loi, et qu'il se constitue ainsi débiteur de multiples obligations très lourdes.

Mais tout impossible qu'elle soit, il suffit que cette hypothèse soit possible pour mériter d'être envisagée ; et si nous ne trouvons rien à ce sujet dans les décisions de jurisprudence, par contre, les ouvrages de doctrine contiennent tous des paragraphes plus ou moins développés, où ce point spécial est traité (1).

I

Voyons ce que dit à ce sujet M. Sachet, président de chambre à la Cour de Grenoble, dont l'ouvrage sur les accidents du travail fait autorité en la matière, et dont l'opinion sur la question qui nous occupe peut être prise comme type de celles émises par d'autres auteurs :

« La loi de 1898 contient à cet égard (attentat criminel du patron) une grave lacune. L'article 20, qui a prévu le dol de la victime, est muet sur le dol du patron. Et cependant le fait intentionnel du chef d'entreprise n'est pas exclusif de l'accident industriel. Par exemple, un entrepreneur de travaux provoque dans un but criminel la chute d'un échafaudage sur lequel travaille un de ses ouvriers. La cause de l'accident étant inhérente au travail, l'action de notre loi est ouverte à la victime ou à ses ayants droit ;

(1) V. Sachet, *Traité*, 5^e édit., t. I, p. 421 ; Cabouat, *Traité*, t. I, p. 210 ; t. II, p. 122 ; Loubat, *Traité*, 3^e édit., p. 222.

elle aura sans contredit pour effet de faire condamner le patron à payer une indemnité majorée dans les termes de l'article 20, le patron criminel ne pouvant être traité moins durement que le patron auteur d'une faute inexcusable. Mais cette indemnité, bien que majorée, peut être inférieure au préjudice causé ; on sait, en effet, que la pension ne doit pas dépasser le montant total du salaire. D'autre part, cette majoration ne s'applique pas aux accidents suivis d'incapacité temporaire. Enfin, en dehors des représentants déterminés par la loi de 1898, il se trouve parfois d'autres parents de la victime qui ont éprouvé un préjudice. Est-ce que ni la victime, ni ses représentants ou héritiers ne pourront intenter une action autre que celle de ladite loi ? L'intérêt de la question apparaît clairement. Si on décide que l'article 7 est applicable à cette hypothèse, on favorise le patron *criminel* au détriment de la victime et de ses ayants droit. Et cependant, il semble que les termes de cet article 7 soient formels.

« Le silence de notre texte sur tous ces points est profondément regrettable. Malgré la généralité de ses termes, je me refuse à admettre que l'article 7 s'applique *au dol* du patron. Il ne faut pas perdre de vue que la loi de 1898 est une loi forfaitaire ; elle consacre une transaction entre le capital et le travail. Cette transaction a pour objet les causes des accidents ; elle comprend parmi ces causes les cas fortuits ainsi que les fautes ordinaires du patron et de l'ouvrier, et elle s'étend même jusqu'aux fautes inexcusables, en ayant soin d'édicter à ce propos quelques dispo-

sitions spéciales ; mais elle ne va pas, et ne peut pas aller au-delà. C'est sa limite extrême. On ne saurait en effet concevoir qu'une loi restreigne la responsabilité du patron criminel. Une disposition qui établirait un forfait entre un assassin et sa victime, révolterait la conscience publique. Nous ne pouvons prêter une pareille intention à notre législateur. Dès lors, que conclure ? En cas de *crime* du patron, la victime ou ses représentants auront d'abord l'action spéciale de notre loi. Cela est certain. Quant à l'action de droit commun en supplément de dommages-intérêts, on ne saurait la leur refuser. Mais comment s'exercera-t-elle ? Une distinction s'impose : ou bien le patron aura été condamné par une juridiction répressive, ou bien il n'aura pas été poursuivi. Dans le premier cas, la victime ou ses représentants se fonderont sur la décision criminelle pour demander des dommages-intérêts afférents au préjudice que l'indemnité forfaitaire n'aurait pas réparée. Dans le second cas, ils auront le choix, ou de mettre l'action publique en mouvement, en se constituant partie civile devant le juge d'instruction, ou d'introduire une instance civile et de demander à prouver, suivant les voies de droit commun, le crime du patron. Cette instance devant les tribunaux civils, sans être précédée d'une condamnation au criminel, est fort rare : le ministère public est assez vigilant pour ne pas laisser dans l'impunité les faits *criminels* dont la démonstration est possible. Cependant, il est certaines circonstances qui éteignent l'action publique (par exemple, le décès du coupable) ou qui en

suspendent l'exercice (l'aberration mentale) tout en laissant subsister l'action civile. D'autre part, certaines parties lésées pensant (à tort généralement) que des considérations particulières ont arrêté ou peuvent arrêter le cours de l'action publique, préfèrent saisir directement les tribunaux civils. Pour obtenir l'autorisation de faire la preuve testimoniale du crime dont elles se plaignent, elles doivent articuler des faits précis, pertinents et concluants ; et il appartient au tribunal d'apprécier si ces articulations remplissent les conditions exigées par la loi pour l'admissibilité de la preuve. Si donc un tribunal constate à la lecture de ces articulations que la demande est sans fondement ou dictée par la mauvaise foi, il peut *de plano* ne pas autoriser l'enquête et rejeter purement et simplement les prétentions des demandeurs... » (1)

D'après cette opinion, lorsque l'ouvrier a été victime d'un accident provoqué par un crime du patron, il disposerait tout d'abord, sans aucun doute, de l'action spéciale que lui accorde la loi de 1898, car cet accident serait de ceux prévus par cette loi qui deviendrait alors applicable. En outre, comme l'indemnité qu'il obtiendrait ainsi ne représenterait naturellement qu'une partie du préjudice réellement souffert, le blessé et ses ayants droit pourraient réclamer le paiement du surplus, et poursuivre le patron en vertu de l'article 1382, c'est-à-dire se prévaloir nettement des dispositions du droit commun, et se constituer même parties civiles.

(1) Sachet, *Traité*, t. I, p. 421.

Le gros défaut de cette théorie est, on le voit immédiatement, de se heurter aux dispositions si précises et si impératives des articles 2 et 7, d'être complètement inconciliable avec ces textes. D'autre part, on peut se demander pourquoi M. Sachet fait un choix parmi les articles de la loi, pour quels motifs il se soumet à l'article 1^{er} et rejette au contraire les articles 2 et 7. Nous reviendrons d'ailleurs là-dessus tout à l'heure.

La justification juridique que cet auteur donne à sa théorie est la suivante : la loi de 1898 reposant essentiellement sur une transaction entre les deux parties en présence, patrons et ouvriers, elle ne peut avoir dans son objet les *faits criminels* au sujet desquels aucune transaction ne peut être faite. Par conséquent, les droits du blessé, dans ce cas, restent entiers, n'ayant pas été atteints par la transaction.

Cette opinion me paraît reposer sur une confusion faite entre le point de vue civil et le point de vue pénal, pour tant bien différents.

Pourquoi, en effet, considérer à part, en dehors des autres causes d'accidents, le cas où le patron commet un crime ou, pour parler plus correctement, un accident intentionnellement ? Parce que là seulement se trouve un élément caractéristique faisant complètement défaut ailleurs : l'intention. C'est une vérité de la Palisse : si l'entrepreneur dont parle M. Sachet provoque la chute de l'échafaudage en ignorant le mal qu'il va causer, on ne saurait songer à lui appliquer les rigueurs du droit commun : Mais il faut

bien se garder d'envisager à la fois le même fait sous les deux points de vue pénal et civil : c'est à tour de rôle que chacun de ces points doit être examiné.

Si la notion de crime est inhérente à la responsabilité pénale, et ne peut pas se concevoir sans elle, elle n'a au contraire, je le répète, rien à voir dans une loi de responsabilité civile. C'est ce qu'avaient parfaitement compris les rapporteurs du projet de loi de 1884, MM. Martin Nadaud et Alfred Girard, ainsi qu'ils l'expliquaient à propos de la critique de la proposition Félix Faure ; on se rappelle que cette dernière créait un système spécial de réparation analogue à celui qui fut définitivement adopté, et qui s'imposait nécessairement aux parties dans leurs rapports entre elles ; toutefois, celles-ci avaient la faculté de recourir au droit commun « dans le cas où l'accident était dû à des actes criminels ou délictueux correctionnellement réprimés... ». Or, dans le rapport des députés nommés ci-dessus, nous lisons le passage suivant :

« Ici encore, c'est le droit commun des articles 1382 et suivants dénié à l'ouvrier. Uniquement dans le cas d'actes délictueux (car de l'article 1^{er} de la proposition où il s'est égaré, nous effaçons le mot « criminels », lequel n'a rien à faire dans une loi d'accidents) et d'actes délictueux correctionnellement réprimés, il restera pour la victime une chance rare de justice... » (1)

Nous voyons donc bien que, comme je viens de l'expli-

(1) Rapport de MM. Alf. Girard et Martin Nadaud, *J. off.*, *Doc. parl.*, 1884, p. 260.

quer, MM. Alfred Girard et Martin Nadaud établissaient une distinction très nette entre les deux points de vue civil et pénal, et considéraient ce dernier comme n'ayant aucun intérêt dans cette loi, laquelle n'avait pour but que de régler la responsabilité civile.

C'est cette confusion première qui entraîne tout le système imaginé par M. Sachet. En effet, M. Sachet déclare que la loi de 1898 ne peut s'appliquer ici intégralement parce qu'elle repose sur une transaction et qu'on ne peut transiger en matière criminelle. C'est parfaitement exact pour ce qui concerne la matière criminelle, car il est évident qu'on ne peut transiger sur l'application de la peine, mais si l'on fait la distinction sur laquelle j'insiste, entre le point de vue civil et le point de vue pénal, on arrivera à ce résultat que si, pour tout ce qui touche la sanction pénale aucune transaction n'est possible, par contre, les parties pourront parfaitement transiger sur le chiffre des dommages-intérêts qui viendraient à être dus à la suite du crime.

Nous pouvons donc conclure de tout ceci que le crime commis par le patron n'exclurait nullement la possibilité de la transaction, et par suite l'application du système forfaitaire.

La loi de 1898 ne s'est pas occupée de l'éventualité d'un crime de la part du patron : grave lacune, dit M. Sachet ; lacune peut-être, mais alors, lacune volontaire. L'étude minutieuse à laquelle je me suis livré dans la première partie de cet ouvrage ne peut laisser aucun doute à cet

égard. Je ne veux pas rapporter ici une à une les constatations que j'ai déjà faites plus haut à ce sujet (1) : il me suffira de rappeler que les projets de loi qui, à partir d'une certaine date (1883), ont adopté le principe du risque professionnel et, par conséquent, d'une action spéciale à la réparation des accidents du travail, prévoyaient tous une exception à l'application du tarif transactionnel qui en était la conséquence : que ces exceptions, qui étaient en général fort nombreuses au début, puisqu'elles s'appliquaient dès qu'il y avait une faute commise par le patron, si légère fut-elle, avaient été peu à peu restreintes et ne concernaient plus, dans le dernier projet où elles subsistent encore, que le cas où le patron avait commis un crime pour un délit puni d'une peine supérieure à huit jours de prison ; qu'enfin cette dernière cause d'exception elle-même, avait fini par disparaître, nous allons voir tout à l'heure pourquoi.

Il me semble tout à fait douteux, dans ces conditions qu'on puisse parler d'un oubli de la part du législateur, au sujet de l'éventualité d'un accident causé par un crime du patron et qu'on puisse suppléer à cette omission prétendue par une solution basée sur des considérations arbitraires.

La vérité me paraît être bien plutôt dans le raisonnement opposé à celui qu'on vient d'examiner : la faute du législateur résiderait non pas dans l'oubli d'une disposi-

(1) V. notamment ci-dessus, p. 25, 30, 52, 63 et suiv., 98, etc.

tion, mais au contraire dans la trop grande abondance de celles-ci.

Il me paraît, en effet, complètement inutile d'avoir prévu le cas où l'ouvrier commettrait une fraude en vue de se faire verser une indemnité, car cette combinaison suppose un dol et, d'après les principes généraux du droit, le dol fait exception à toutes les règles. Cette opinion ne m'est d'ailleurs pas personnelle, car on se rappelle que dans le projet de loi adopté par la Chambre en 1884, l'article qui prévoyait le fait intentionnel de l'ouvrier avait été supprimé comme inutile (1). Et il me semble bien que c'était là le meilleur système à suivre.

En résumé, le système de M. Sachet me paraît faux, pour ce motif, qu'ayant admis l'application de la loi de 1898 à notre matière, il est nécessairement obligé de se soumettre à toutes ses dispositions et, par suite, est amené à exclure du droit commun l'accident causé intentionnellement par le patron.

II

Sans commettre la confusion à laquelle s'est laissé aller M. Sachet, une autre opinion, sur cette question des conséquences du fait intentionnel de la part du chef d'entreprise, prend également pour point de départ de son raisonnement un dol qui serait alors commis par le chef d'entreprise, mais aboutit dans ce cas à la non-applicabilité

(1) V. p. 50.

de la loi de 1898 pour ce motif que nous venons de voir parfaitement exact en lui-même, à savoir que le dol fait exception à toutes les règles (1).

Sans préjuger de la conséquence à laquelle conclut cette opinion, j'estime que le point de départ en est vicieux. En effet, on peut avec raison parler d'un dol lorsqu'il s'agit d'un acte commis par un ouvrier dans le but de toucher une rente à laquelle lui donnerait droit son infirmité, si elle n'était pas volontaire, parce que ce dernier cherche alors, à l'aide d'une fraude, à créer un contrat dont, à son avis, il pourra tirer bénéfice ; c'est bien là la notion de dol telle qu'elle existe en droit civil (2). Mais lorsque, quittant l'ouvrier, on envisage le patron, est-il possible d'appliquer à ce dernier ces mêmes idées ? Peut-on dire qu'en causant intentionnellement un accident à ses ouvriers, le chef d'entreprise comett une tromperie dans la conclusion d'un acte juridique ? Poser la question, c'est la résoudre.

Un chef d'entreprise peut se laisser malheureusement entraîner à accomplir les actes que nous visons par le ressentiment ou la colère, mais précisément ces passions, par leur sincérité même, sont au contraire exclusives de toute idée de tromperie. Qu'on ne vienne pas citer comme exemple le fait par un industriel de mettre le feu à son usine uniquement dans le but de toucher le capital qui lui est garanti par une Compagnie d'assurances contre l'incendie, sinistre au cours duquel des ouvriers de cet

(1) Cabouat, *op. cit.*, p. 212.

(2) V. Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, t. II, p. 328 (2^e éd.).

industriel seraient blessés. Dans une espèce de ce genre, il y aurait bien, en effet, un dol, ou plutôt une *fraude* commise par le patron, mais ce serait uniquement dans l'exécution du contrat passé avec la Compagnie d'assurances, et cette fraude n'atteindrait en rien (si on se bornait à cette notion) les contrats qu'il serait obligé de conclure avec chacun de ses ouvriers blessés au cours de cet incendie (1).

Je l'ai dit au début de ce chapitre, je le répète maintenant : supposer qu'un chef d'entreprise commette *uniquement* cet acte dans son intérêt propre, est une hypothèse presque absurde, puisque un acte de ce genre a nécessairement pour effet de rendre son auteur débiteur sans même que ce dernier puisse espérer la compensation avec une somme dont il serait créancier.

Par conséquent, encore une fois, j'estime qu'on ne peut voir un dol dans l'accident causé intentionnellement par le patron, et que le raisonnement qui conclut à la mise hors la loi de 1898 de ces actes intentionnels, en se basant sur leur caractère dolosif, est mauvais pour fausse application.

III

Faut-il donc conclure maintenant, de tout ceci, que le fait intentionnel du chef d'entreprise sera compris dans les causes d'accidents prévues et garanties par la loi du 9 avril 1898 ? Nullement, et je suis convaincu, quant à

(1) V. Loubat, *Traité*, 2^e édit., p. 222.

moi, que ce genre d'actes reste soumis au droit commun : seulement, le motif doit en être cherché ailleurs que dans ceux examinés ci-dessus.

Il faut pour cela revenir aux enseignements que nous avons pu tirer de l'étude historique que nous avons faite ; nous allons voir, en effet, que la solution que je viens d'indiquer est motivée par la base même de la loi.

Nous savons en effet, que cette loi repose essentiellement sur le risque professionnel, et que ce risque professionnel, inhérent au travail, comprend tous les accidents qui peuvent survenir, c'est-à-dire tous les faits que la volonté de l'homme ne peut prévoir, et qu'il n'est pas dans le pouvoir des parties de provoquer ; c'est même en application de cette idée qu'on a cru utile de spécifier que le bénéfice de la loi serait retiré à la victime qui aurait intentionnellement provoqué l'accident ; il y a donc dans ce cas un double motif pour exclure la victime volontaire du bénéfice de la loi : un d'ordre juridique (fait dolosif) et un autre d'ordre économique basé sur l'idée de risque. Il est facile de comprendre, en effet, que dans le cas d'actes volontaires, le *risque* professionnel ne peut plus être invoqué. Qu'est-ce que le risque industriel ou professionnel ? C'est, le mot même l'indique, le danger inhérent à l'exercice de la profession ou de l'industrie, danger dont les effets sont complètement indépendants de la volonté de l'homme, qui ne peut influencer en aucune façon sur leur manifestation : il y a là un rapport étroit avec la notion de l'assurance sur

laquelle, ainsi que je l'ai déjà fait ressortir, toute cette loi repose (1).

Par conséquent, la véritable solution me paraît être dans l'inapplicabilité de la loi de 1898 aux crimes commis par le patron, pour ce motif péremptoire qu'il n'y a pas *accident* mais *fait intentionnel* commis par l'une des parties.

Je donnerai pour terminer, à l'appui de cette théorie tendant à la non-applicabilité de la loi de 1898, un argument qui me paraît tout à fait décisif ; pendant assez longtemps les projets de loi votés par la Chambre des députés, sur notre matière, comportaient une partie qui organisait l'assurance obligatoire pour les patrons, afin de les couvrir du risque nouveau (1) : à supposer qu'un semblable texte ait été voté, on perçoit immédiatement que le patron qui aurait provoqué l'accident n'aurait pu se prévaloir de son contrat d'assurance, ni, par suite, des autres dispositions de la loi, celle-ci formant un tout dont les parties étaient étroitement liées.

Il ne faut enfin pas perdre de vue que l'ouvrier n'a pas toujours intérêt à agir en vertu du droit commun, même dans le cas de faute inexcusable, avérée du patron : la loi de 1898 organise en effet tout un système de garanties qui assurent infailliblement à l'ouvrier blessé le paiement de sa rente. Or, ces garanties font naturellement défaut au

(1) Lire à ce sujet les paroles fort justes prononcées par M. Floque, au sujet de la comparaison qu'il y a lieu de faire entre la loi en discussion et les règles de l'assurance (*J. off., Déb. parl.*, 1888, p. 2107). V. aussi Sachet, *Traité*, t. II, p. 130.

paiement des indemnités dues en vertu du droit commun ; de sorte que si la victime se trouve en définitive en présence d'un chef d'entreprise insolvable, il est bien préférable pour elle d'avoir un jugement lui garantissant le paiement (par l'Etat, à défaut du chef d'entreprise) de l'indemnité réduite que lui accorde la loi de 1898, plutôt que de tenter une vaine exécution contre un patron insolvable pour le paiement d'une somme quelque forte qu'elle soit.

SECTION II. — Actions nées d'un quasi-délit.

Toutes les fois que l'accident a été causé par la faute du patron, quasi-délit ou délit, la loi de 1898 s'applique, et par suite les victimes et leurs ayants droit sont limités par la disposition de l'article 2. Il n'y a aucune difficulté à ce sujet, et tous les auteurs, comme la jurisprudence, sont d'accord là-dessus ; il n'y a pas d'autres actions possibles pour les blessés contre leur chef d'entreprise que celle de la loi spéciale.

Il peut être toutefois utile de spécifier que la limitation prévue par les articles 2 et 7 ne concernent que les actions ayant pour objet la réparation du dommage causé directement par l'accident et ne s'applique pas à celle motivée par un fait accessoire à cet accident. Je m'explique. Si on suppose, par exemple, qu'un ouvrier intente contre son patron une action en dommages-intérêts pour ce motif que ce dernier lui aurait causé un préjudice en divulguant une infirmité dont il aurait été victime au service de ce

chef d'entreprise, dans ce cas l'action sera recevable, car elle est exercée non pas à raison de l'accident dont l'ouvrier a été victime, mais bien pour une cause complètement indépendante, à savoir le préjudice causé par un acte qui n'est pas nécessairement entraîné par l'accident, qui pourrait fort bien exister sans lui.

C'est une question qui peut être assez délicate, et pour la solution de laquelle il est indispensable d'apprécier l'indépendance relative de l'accident et du second fait allégué ; ce ne sera que dans le cas où cette indépendance existera qu'on pourra autoriser l'action de droit commun motivée par ce second fait.

SECTION III. — Actions dérivant d'un contrat.

Les actions exercées par les blessés en vertu d'une convention passée avec leur chef d'entreprise, sont soumises à la double prescription des articles 2 et 30. Notre tâche sera ici particulièrement malaisée pour cette raison, déjà expliquée plus haut, que l'article 30 n'a jamais donné lieu à une discussion bien précise au cours de l'examen de différents projets de loi présentés, et qu'il est par suite assez difficile de connaître exactement la portée que voulait lui donner le législateur.

Les termes en sont absolus ; ils déclarent que « toutes les conventions contraires à la présente loi sont nulles de plein droit » et semblent donc bien, à raison de leur précision, ne pouvoir donner lieu à aucune incertitude ; malheu-

reusement, on est loin d'être d'accord sur la signification exacte de cet article, et deux opinions se contredisent à ce sujet.

Le mal vient de ce qu'on ne sait quel sens attribuer à l'expression « conventions contraires » ; que faut-il entendre par là ? Est-ce que seront réputées contraires à la loi toutes les conventions qui auront pour effet de changer la répartition des charges imposées par la loi à chacune des parties, ou bien doit-on penser plutôt, à raison du caractère favorable à l'ouvrier dont la loi est empreinte, que seront seules frappées de nullité les conventions qui n'assureraient pas aux blessés les rentes et indemnités prévues par la loi, ces dernières considérées comme un minimum et pouvant toujours, au gré des parties, être majorées valablement ? Les conventions tendant à ce résultat, étant favorables aux blessés ne seraient pas contraires à la loi.

Ces deux opinions ont été exprimées par les auteurs et la jurisprudence, mais j'estime que, seule, la première répond à l'intention du législateur (1).

Il ne faut pas oublier, en effet, qu'un des principaux motifs qui ont fait proposer puis adopter la loi sur les accidents du travail, était le souci de supprimer tout procès, toute contestation entre patrons et ouvriers, afin de diminuer dans la mesure du possible l'antagonisme violent qui existait entre le capital et le travail : pour arriver à ce résultat, on a créé, comme nous l'avons vu, une indemnité

(1) Cabouat, *Lois nouvelles*, 1899, p. 437 ; Loubat, *op. cit.*, p. 825 ; Paul Page, *op. cit.*, p. 182 ; Sachet, *op. cit.*, t. II, p. 455.

fixe, certaine, dont le montant s'imposait obligatoirement aux parties ; de la sorte, chacun, sachant n'avoir rien à espérer dans un procès, préfère naturellement payer ou recevoir l'indemnité sans élever de contestation.

Mais on pourrait répondre alors, que si, seule, la crainte des procès a motivé l'insertion dans la loi de la disposition prohibitive de l'article 30, celle-ci devrait logiquement cesser d'avoir effet lorsque les deux parties, patrons et ouvriers, sont complètement d'accord sur le montant de l'indemnité, majorée par rapport à celle accordée par la loi ; il n'y a dans ce cas aucune contestation à craindre, puisque tout le monde est d'accord, et rien ne s'opposerait plus à ce qu'un tribunal sanctionne une convention de ce genre.

Le gros défaut d'un raisonnement de ce genre serait de considérer les choses sous un point de vue beaucoup trop étroit, et de n'envisager qu'un fait en lui-même, sans considérer ou tenir compte des conséquences qu'il peut entraîner. Il est facile de comprendre, en effet, que si la majoration des indemnités est reconnue licite et par conséquent possible, les efforts des ouvriers tendront à obtenir des chefs d'entreprise la concession d'avantages de ce genre. Ce serait le signal d'une nouvelle lutte, et il serait à craindre que les patrons, par suite soit du jeu de la concurrence, soit de l'effort exercé par le parti ouvrier fortement organisé, ne soient amenés à conclure contre leur volonté des conventions qui leur seraient préjudiciables ; ou même, en admettant qu'ils puissent résister à la pression exercée sur eux, on devine les graves inconvénients qui résulteraient

de simples tentatives faites dans ce but, probablement accompagnées de grèves, troubles, etc... Tandis qu'en établissant une règle complètement fixe, à laquelle il ne peut être dérogé en faveur de l'une et l'autre des deux parties en présence, la loi a empêché la création de troubles de ce genre, en supprimant l'intérêt que pourraient avoir à se coaliser les patrons ou les ouvriers, qui ne pouvaient obtenir l'exécution du contrat intervenu (1).

A l'appui de ces considérations, je puis encore présenter les arguments suivants :

1^o La disposition de l'article 2, deuxième alinéa, prévoit et autorise expressément, pour des motifs spéciaux, les conventions ayant pour but d'élever le chiffre de la rente afférente à la partie du salaire qui dépasse 2.400 francs. Or, si la loi a jugé utile d'autoriser dans ce cas les majorations des indemnités, il faut en conclure, *a contrario*, qu'elle les a interdit par son silence dans l'article 30.

2^o L'opinion de M. Thévenet, dernier rapporteur du projet de loi au Sénat, était en ce sens. J'ai déjà expliqué plus haut (2), à la suite de quelle intervention le rapporteur avait été amené à fournir sur ce point des explications extrêmement nettes et précises. La question ne faisait aucun doute pour lui, pas plus d'ailleurs que pour M. Bérenger, président de la commission.

3^o Le vote du Sénat du 29 mars 1898, sur la motion de M. Grivard, qui proposait de faire insérer dans la loi une

(1) Sachet, *loc. cit.*, n^o 1871.

(2) V. p. 133.

clause adoptant le principe de la majoration des indemnités au gré des parties, motion qui fut rejetée (1).

C'est pourquoi je considère comme reposant sur une erreur certaine un jugement du tribunal du Mans, rendu le 29 novembre 1910 entre les ayants droit d'un mécanicien et la compagnie des chemins de fer de l'Etat. Le mécanicien ayant été tué au cours d'un accident de chemin de fer, la veuve assigna en paiement d'une rente, d'ailleurs exagérée, la Compagnie qui fit offre d'une indemnité conforme au salaire réellement gagné par la victime. Cette offre n'ayant pas été acceptée, le tribunal rendit un jugement dont voici le principal attendu :

« Attendu que le réseau de l'Etat, tout en faisant à nouveau l'offre ci-dessus mentionnée et conforme au salaire sus-établi, propose au profit des ayants droit, conformément à ses usages bienveillants, différents avantages, qu'il y a lieu pour le tribunal de sanctionner puisqu'ils sont évidemment profitables aux ayants droit de la victime et en conséquence non contraires à la loi de 1898 ; que ces avantages consistent en une prolongation au profit des enfants mineurs, de la rente à eux allouée jusqu'à l'âge de 18 ans au lieu de 16 prévue par la loi, en une augmentation sensible de la rente allouée à la veuve, lorsque celle servie aux enfants cessera, pour la dite rente lui être servie même en cas de convol, enfin en une augmentation du chiffre de la rente servie aux enfants pour le cas où la

(1) V. p. 135.

mère viendrait à décéder avant que le plus jeune enfant ait atteint l'âge de 18 ans.

« Attendu qu'il échet de donner acte au réseau de l'Etat de ces offres bienveillantes et de les valider ;

« Par ces motifs, etc... (1). »

Et voilà la Compagnie des chemins de fer de l'Etat condamnée à payer, même si plus tard elle venait à se raviser, une indemnité toute différente, dans sa base et son montant, de celles prescrites par la loi du 9 avril 1898 : le résultat est choquant pour quiconque s'est bien pénétré de l'esprit de la loi présente.

En outre, il faut bien considérer que si, au lieu d'une puissante Compagnie, le patron était un simple particulier devenant insolvable par la suite, le blessé pourrait exiger de la Caisse des retraites le versement complet de sa rente, sur la production du jugement. De sorte qu'en définitive, ce seraient les autres patrons qui paieraient le bon mouvement du chef d'entreprise. Ce résultat est inadmissible.

Ce qu'il convenait de faire en l'occurrence, pour le tribunal, c'était de rendre un jugement constatant les offres faites par le chef d'entreprise, mais ne les validant que jusqu'à concurrence de la somme due en vertu de la loi.

- Ce qui n'aurait nullement empêché la Compagnie de mettre à exécution ses offres bienveillantes, mais alors elle aurait fait à titre purement gracieux, essentiellement révocable, et n'aurait jamais pu être contrainte à effectuer

(1) *Le Droit*, 6 mars 1911.

le versement de leur montant : de la sorte la loi aurait reçu pleine et entière satisfaction, sans qu'il soit porté atteinte aux sentiments humanitaires toujours respectables.

II

A cette question de la possibilité du cumul entre l'action accordée par notre loi et celle dérivant d'un contrat passé avec le chef d'entreprise, se rattache étroitement celle des pensions de retraites, une des plus importantes qu'ait soulevées l'application de la loi de 1898.

On sait en effet que diverses maisons importantes (grandes usines, et surtout Compagnies de chemins de fer) ont depuis longtemps inséré dans les clauses de leurs contrats de travail, au nombre des avantages consentis à leurs salariés, le droit pour ceux-ci à une pension de retraite, moyennant certaines conditions ; ces conditions varient, ou plutôt variaient, suivant les entreprises considérées, mais se ramenaient d'ordinaire au type suivant : à l'aide de versements effectués presque toujours par le chef d'entreprise seul, était constituée une caisse spéciale permettant de servir une pension à chaque ouvrier (ou employé) dans deux cas bien distincts : 1^o lorsqu'il réunissait deux conditions touchant l'âge et la durée de services dans l'entreprise ; et 2^o lorsque, sans avoir besoin de remplir une quelconque de ces deux conditions, il était victime d'un accident dans son service, à quelque époque que cela fût. Dans le premier cas, l'ouvrier touchait une pension

de retraite proprement dite ; dans le second, cette pension prenait plus spécialement le nom de « pension d'invalidité ». Quelles furent sur cette matière les conséquences de l'application de la loi de 1898 ? Il faut distinguer entre la période antérieure au vote de la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes, et le nouveau régime institué par cette dernière loi.

A. — *Période antérieure au 5 avril 1910.*

Les décisions de jurisprudence ayant établi une distinction fondamentale suivant qu'il s'agissait pour l'ouvrier de cumuler la rente prévue par notre loi avec une pension d'invalidité ou avec une pension de retraite proprement dite, nous examinerons séparément chacune de ces deux alternatives.

1° *Cumul des pensions d'invalidité.* — La pension d'invalidité est, comme je l'ai déjà dit plus haut, celle qui est concédée à toute époque du contrat de travail à l'ouvrier victime d'un accident dans son service : ce n'est à dire vrai que la liquidation anticipée de la pension de retraite dont le chiffre est alors fixé en proportion du nombre des versements qui ont été effectués par le blessé, ou au nom de celui-ci. On voit donc que la concession de cette pension comporte l'examen de deux conditions : d'abord la survenance d'un accident dans le travail, puis le versement d'une ou plusieurs contributions (suivant les statuts), ce dernier élément servant en même temps à fixer le chiffre de la pension qui varie, je le répète, en raison directe du

nombre de ces contributions, c'est-à-dire de la durée des services du blessé.

Ceci posé, examinons les différents procédés permettant aux ouvriers de toucher une pension pour cause d'invalidité ; je laisse de côté les combinaisons d'assurances qui ne rentrent pas dans notre sujet, et que j'examinerai plus tard, à leur place (1) : je n'envisage ici que le cas où le débiteur de la rente est le chef d'entreprise lui-même.

Les salariés d'une même maison industrielle peuvent d'abord s'entendre pour verser périodiquement une certaine somme entre les mains du chef d'entreprise qui est alors chargé uniquement de la gestion des fonds ainsi placés entre ses mains et de procéder, les cas échéants, aux liquidations des pensions ; il est sans intérêt pour nous de connaître la destination donnée par cet industriel aux fonds dont il dispose, soit qu'il les engage dans des placements avantageux, soit qu'il les affecte au paiement d'une prime d'assurance. Le point essentiel, c'est qu'il reste bien le seul débiteur de la pension.

Mais le chef d'entreprise peut ne pas borner son rôle à cette fonction d'administrateur : il peut intervenir d'une façon efficace dans la constitution même du fonds de retraite en versant une certaine somme, une part contributive plus ou moins élevée suivant ses facultés, et à laquelle il donne la même destination que les versements à lui confiés par ses ouvriers, c'est-à-dire qu'il augmente soit

(1) V. actions des blessés contre les tiers.

le placement mobilier ou immobilier, soit la prime d'assurance, et par voie de conséquence, le capital ou la rente attribuée à chaque blessé. Une question qui se pose alors est celle de la détermination du caractère de cette contribution qui apparaît aux uns comme une libéralité, et aux autres comme un supplément de salaires.

Enfin, nous pouvons supposer une troisième hypothèse qui est celle où le patron aurait acquitté de ses deniers exclusifs le montant des versements sans aucune participation de la part de ses ouvriers ; la même question se posera au sujet de la nature des sommes ainsi versées : libéralité ou supplément de salaire. Nous verrons plus loin s'il est possible de fournir une réponse à cette délicate question.

Eh bien, quelles sont, dans les trois hypothèses que nous venons de poser, les conséquences entraînées par l'application de la loi de 1898 ? Si nous cherchons les solutions qui ont été données ou proposées par la jurisprudence ou les auteurs, nous nous trouverons bientôt en face d'une situation terriblement embrouillée : les complications viennent en effet de ce que les différentes décisions ont été prononcées presque exclusivement à propos du cumul des pensions dues en vertu de dispositions bien antérieures au vote de la loi du 9 avril 1898, et qu'il s'agissait alors, comme le remarque M. Sachet (1), de concilier le principe de la non-rétroactivité avec le caractère d'ordre public que

(1) Sachet, *Traité*, t. I, p. 383.

présente notre loi. Pour voir clair dans le débat, il est indispensable d'étudier séparément l'influence qu'a exercée celle-ci sur les pensions ainsi stipulées avant 1898, et celle qu'elle peut avoir sur les pensions dues en vertu d'accords intervenus depuis lors.

Influence de la loi du 9 avril 1898 sur les pensions d'invalidité dues en vertu de conventions antérieures. — Examinons les effets de notre loi dans chacun des trois cas que nous avons distingués ci-dessus.

Si les versements ont été effectués par les ouvriers seuls, une chose, au moins, est certaine : c'est que ceux-ci ne pourront pas continuer à verser leurs cotisations et à toucher uniquement l'indemnité ou la pension qu'ils recevaient avant l'application de la loi : car celle-ci ayant formellement imposé la charge des différentes indemnités qu'elle prévoit sur le patron seul, ce dernier ne peut faire contribuer ses ouvriers, pour partie ou pour le tout, au paiement des sommes qui lui incombent (1). Le doute ne peut donc porter que sur le point de savoir si la convention sera annulée, les ouvriers cessant de verser leurs contributions à la caisse patronale et recevant, au lieu de l'indemnité primitivement fixée, celle accordée par la loi du 9 avril 1898, dans quel cas le cumul ne pourrait être exercé, ou bien si la convention subsistera et, avec elle, tous ses effets, mais en se cumulant avec les indemnités légales.

On peut d'abord supposer que les parties ont manifesté

(1) Périgueux, 30 mars 1901, *Gaz. Pal.*, 26 novembre 1901 ; Cass. civ., 24 juin 1905, S. 1907.1.345.

expressément leur volonté, et ont décidé soit de mettre fin à la convention qui les liait, et alors toute difficulté disparaît, soit de faire cumuler les effets de cette convention avec ceux de la nouvelle loi, dans quel cas nous nous trouvons placés en face d'une convention postérieure au 9 avril 1898, cas que nous examinerons tout à l'heure.

Si les parties ne se sont pas formellement exprimées sur ce point, on peut se demander si elles ont uniquement en vue de faire face aux indemnités de la loi de 1898, au lieu d'obtenir un supplément d'indemnité qui viendrait s'ajouter à celles-là qui, comme nous le savons, ne réparent jamais qu'une partie du préjudice causé à la victime, en supposant toutefois, dans ce dernier cas, que le cumul soit admis (1). Certes, la question est embarrassante. Cependant il paraît préférable à tous égards d'admettre le cumul des deux indemnités car la continuation du versement des contributions par les ouvriers doit faire supposer qu'ils ont entendu se réserver un supplément de réparation, en plus de l'indemnité légale qu'ils étaient sûrs de toucher quoi qu'il advînt (2).

La même solution doit être donnée dans le cas où la caisse d'invalidité était alimentée par les versements du chef d'entreprise seul : s'il a continué à verser ses allocations à la caisse d'invalidité sans s'expliquer sur ce point, on peut considérer qu'il entendait continuer à ses ouvriers la libéralité qu'il leur avait accordée sous l'ancien régime,

(1) Sachet, *Traité*, t. I, p. 386, n° 691.

(2) Cabouat, *Traité*, t. II, 1907, n° 683.

et on doit alors examiner si, dans ce cas, le cumul des deux pensions est possible pour les blessés. Dans le cas de contributions mixtes, les mêmes solutions doivent évidemment être adoptées. Nous allons examiner la question au paragraphe suivant.

Cumul des indemnités légales avec les pensions d'invalidité concédées en vertu de conventions postérieures à la loi du 9 avril 1898. — Supposons qu'à la suite d'un accord intervenu entre le chef d'entreprise et ses ouvriers, ceux-ci conviennent de verser entre ses mains une certaine somme, — ou de lui abandonner une partie de leur salaire — en vue de créer à leur profit une caisse devant servir à constituer des pensions d'invalidité aux ouvriers blessés dans leur travail, étant nettement spécifié que lesdites pensions viendraient s'ajouter à celles versées par le patron en vertu de la loi de 1898. Quelle valeur aura une telle convention ? Le cumul qu'elle prévoit pourra-t-il être autorisé ?

La question avait été soumise au Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, tout au début de l'application de la loi, et la réponse qu'il avait donnée était la suivante : « Si les ouvriers font seuls les fonds des retraites au moyen de leurs versements ou des retenues subies sur leurs salaires, ils doivent, le cas échéant, cumuler avec les indemnités légales à eux dues par le chef d'entreprise les pensions d'invalidité acquises de leurs deniers à l'institution patronale de retraites comme s'ils avaient librement acquis ces pensions par des versements indivi-

duels de primes à des sociétés d'assurances (1). » C'est bien là, en effet, la véritable solution qu'il convient d'adopter.

Il ne faut pas oublier, en effet, que les diverses dispositions restrictives de notre loi n'ont d'effet que dans les rapports entre les ouvriers et les chefs d'entreprises(2). Par conséquent il serait parfaitement loisible à un ouvrier de contracter, de ses deniers propres, une police d'assurances, par exemple, en vue de couvrir la partie du préjudice laissée en dehors par les indemnités légales (3). Or, si un tel contrat est valable, en quoi le fait par l'ouvrier de verser ses primes ou ses cotisations entre les mains de son patron peut-il diminuer l'étendue de ses droits ? Les articles 2 et 30, dont l'application pourrait seule amener ce résultat, ne peuvent être introduits ici, car ils ont uniquement pour but, nous le savons, de mettre chacune des parties à l'abri d'une atteinte aux droits qui lui sont reconnus par la loi du 9 avril 1898 : or, ici, aucune atteinte de ce genre n'est à redouter ; le patron borne sa mission à recevoir les cotisations qui lui sont versées et à liquider les pensions qui viennent à échéance : si une insuffisance vient à se produire, les ouvriers en supportent seuls les conséquences. En résumé, le lien qui unit les ouvriers à leur patron, pour toutes les opérations de la Caisse, n'est plus fourni par le contrat de travail, mais par un contrat

(1) Avis du 12 juillet 1899. Rec. Minist. du Trav.

(2) V. plus haut, p. 130.

(3) Sachet, *Traité*, t. I, p. 387.

tout différent, comme, par exemple, le mandat. La seule question qu'on pourrait se poser dans ces conditions est celle de savoir si le patron ne serait pas en droit de retenir une partie des pensions ainsi liquidées par ses soins, comme rémunération des services rendus (1). On voit qu'on est amené ainsi à renverser les rapports qui existent entre les parties pour l'application de la loi du 9 octobre 1898, preuve de l'indépendance complète de ces deux ordres d'idées.

Dans le cas où les versements seraient effectués par le chef d'entreprise seul, avec cette stipulation expresse que les pensions ainsi constituées doivent se cumuler avec les indemnités légales, la solution serait toute différente. En nous appuyant sur les mêmes principes que ceux qui nous ont servi à résoudre la première hypothèse, nous constaterons tout d'abord qu'une convention de ce genre constituerait, presque certainement, une libéralité, c'est-à-dire un supplément de charges consenti par une des parties en faveur de l'autre, et pour ce motif nous concluons qu'elle devrait être annulée, tout au moins dans ses effets, par suite de la confusion qu'il y aurait lieu d'ordonner avec les indemnités légales (2).

C'est d'ailleurs en ce sens que s'est prononcé le Comité consultatif dans l'avis ci-dessus rapporté et qui, au sujet des pensions formées à l'aide des versements du patron

(1) V. à ce sujet : Chavegrin, note sous Cass., Belgique, 11 juillet 1895, S. 1900.4.05, et Cabouat, *Traité*, t. II, n° 683.

(2) V. Cabouat, *op. cit.*, n° 688.

seul, s'exprimait ainsi : «.. Si le chef d'entreprise faisait seul les fonds de l'institution de retraites impliquant attribution de pensions d'invalidité en cas d'accidents, les pensions ainsi attribuées doivent venir en déduction des indemnités mises à sa charge par la loi du 9 avril 1898 (1). » C'est donc le caractère de libéralité qui devra entraîner la confusion des deux indemnités. Et alors une question se pose immédiatement : si le juge constate que les versements du patron, loin de constituer une libéralité, ne sont qu'un complément de salaires, forment en quelque sorte une « retenue tacite », il pourra autoriser le cumul entre les deux indemnités : c'est, je le reconnais, donner au juge un pouvoir d'appréciation extrêmement étendu, mais qui ne me paraît cependant pas excessif (2).

Enfin, si les versements sont mixtes, il y a lieu de faire une ventilation entre la contribution patronale et la contribution ouvrière et de réduire la pension au prorata de cette dernière, en considérant le versement du patron comme une libéralité qui doit être annulée (3).

Malheureusement, cette théorie se trouve en contradiction avec la jurisprudence de la Cour de cassation qui, dans trois arrêts, a refusé d'admettre le cumul entre les indemnités légales et celles dues à raison d'une pension d'invalidité (4), le raisonnement sur lequel s'appuie la

(1) Avis du 12 juillet 1899.

(2) V. Cabouat, *op. cit.*, n° 703 ; Béziers, 29 novembre 1900, S. 1901.2.52.

(3) V. Cabouat, *Traité*, t. II, p. 173.

(4) Cass. civ., 13 décembre 1905, S. 1907.1.345 ; 31 octobre 1906, S. 1907.1.345 ; 15 juillet 1907, *Gaz. Pal.*, 1907.2.197.

Cour suprême est le suivant : lorsque la victime de l'accident se trouve dans les conditions requises pour toucher sa pension de retraite proprement dite, c'est-à-dire lorsqu'elle réunit la double condition d'âge et de durée de services, elle peut cumuler cette pension de retraite avec la rente qui lui est servie par application de la loi de 1898, car, dans ce cas, le droit à la retraite et le droit à la rente ont deux causes juridiques distinctes. Mais lorsque ni son âge, ni la durée de ses services ne lui permettent de faire valoir ses droits à une pension de retraite, le blessé ne peut réclamer qu'une pension d'invalidité dont la cause juridique se trouve être la même que celle qui donne ouverture au droit à l'indemnité légale, c'est-à-dire dans l'accident ; or, aux termes de l'article 2 de notre loi, il est interdit aux blessés de réclamer le bénéfice d'aucunes dispositions autres que celles de cette loi, et par suite ils ne peuvent cumuler les deux indemnités.

Cette jurisprudence, évidemment fort exacte si l'on considère uniquement les termes de la loi, me paraît avoir précisément le tort de ne pas tenir suffisamment compte des motifs qui ont pu dicter au législateur cet article 2, c'est-à-dire le souci de mettre le chef d'entreprise à l'abri de toutes poursuites dirigées contre lui par les victimes d'accidents, poursuites basées uniquement sur les mêmes causes que celles qui serviraient déjà à leur faire obtenir les indemnités légales. On en est amené à se demander avec inquiétude quelle serait la solution donnée par la Cour suprême à un procès dans lequel la victime d'un

accident réclamerait, à un tiers, cette fois, la liquidation d'une pension d'invalidité dont l'accident serait la seule cause juridique ; comme nous avons vu que, si l'on admet le droit de la victime dans ce cas, on est amené insensiblement à admettre également l'existence de ce droit contre son patron, lequel ne joue d'autre rôle que celui de gestionnaire de la caisse, — nous pouvons conclure sans hésitation que la Cour de cassation, se bornant à l'interprétation stricte restrictive de l'article 2, refuserait aux blessés tout droit de réclamer cette pension, puisqu'il n'aurait aucune cause indépendante de l'accident, lequel lui donnerait ouverture. On voit alors à quelles solutions excessives, et d'une rigueur bien inutile, conduit la jurisprudence signalée ; il faudrait là une réforme législative, car il est douteux qu'un changement puisse se produire maintenant dans les décisions.

2° *Pensions de retraites proprement dites.* — Nous savons que ces pensions exigent, pour leur obtention, deux conditions : que l'ouvrier ait atteint un certain âge ; qu'il soit depuis un certain nombre d'années au service du chef d'entreprise.

Ainsi donc, dans ce cas, nous pouvons constater que, pour nous en rapporter à la jurisprudence de la Cour suprême, aucune raison ne peut empêcher le cumul de la pension de retraite avec la rente allouée en vertu de l'accident, puisque chacune de ces deux indemnités repose sur un droit dont l'existence a, dans l'un et l'autre cas, une cause différente ; c'est en effet la solution qu'avait

donnée, dans les espèces ci-dessus rapportées, la Cour de cassation.

Admettre la solution contraire conduirait d'ailleurs, comme le remarque M. Cabouat (1), à un résultat pratique déplorable. En effet, dès que les ouvriers auraient atteint les conditions fixées pour l'obtention de leur retraite, ils s'empresseraient d'en demander la liquidation dans la crainte qu'un accident ne leur fit perdre tout droit à cette pension. Cette seule considération suffirait à justifier le cumul. La Cour de cassation l'ayant d'ailleurs admis, on ne peut que se déclarer satisfait. Quelques décisions avaient cependant proclamé la confusion de la retraite et de la rente, mais n'ont pas été suivies (2).

B. — *Loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières
et paysannes.*

En cette situation, quelles ont été les modifications apportées par la loi sur les retraites ? Elles sont loin d'être aussi considérables qu'on le croit généralement.

Tout d'abord, pour reprendre la division que nous avons faite ci-dessus, examinons les innovations introduites dans l'attribution des pensions d'invalidité. La loi du 5 avril 1910 prévoit la concession d'une retraite à tout salarié ayant atteint l'âge de soixante-cinq ans, à la condition qu'il ait effectué les versements prévus par la loi : c'est la

(1) *Traité sur le risque professionnel*, t. II, p. 174.

(2) Poitiers, 8 juin 1901 ; Bourges, 7 juin 1900, S. 1900.2.309 ; Seine, 22 décembre 1900, D. 1900.2.492.

retraite proprement dite. En dehors de ce cas, la loi prévoit la liquidation anticipée de la retraite pour cause d'invalidité totale : c'est bien cela qui nous intéresse ; lisons donc l'article 9, alinéa 1^{er}, qui prévoit l'ouverture du droit à la liquidation anticipée :

« Les assurés qui seront atteints, *en dehors des cas régis par la loi du 9 avril 1898* et à l'exclusion de toute faute intentionnelle, de blessures graves ou d'infirmités prématurées entraînant une incapacité absolue et permanente de travail, auront droit, quel que soit leur âge, à la liquidation anticipée de leur retraite »... Il est inutile d'aller plus loin : la loi nous donne sans détour la réponse que nous cherchions, en stipulant formellement qu'elle ne s'applique pas, pour tout ce qui concerne les pensions d'invalidité, à la matière des accidents du travail. « Quand l'invalidité dont l'assuré est atteint a sa cause dans un accident du travail garanti par la loi du 9 avril 1898, l'assuré n'a droit qu'à la réparation issue de cette loi et ne peut pas réclamer la pension d'invalidité. Le législateur a jugé cette réparation suffisante ; il prohibe le cumul et il ne laisse pas à l'assuré le choix entre les deux actions : il lui impose l'action dérivant de la loi de 1898 (1). » Le motif en est ainsi fourni par les paroles de M. le ministre du travail : « On a, dans l'article 9, écarté l'application de la loi de 1898, parce que cette loi a été calculée, conçue, et votée de telle façon que lorsque l'ouvrier qui a engagé un

(1) Sachet, *Législation sur les retraites ouvrières*, p. 218.

procès a gain de cause, c'est-à-dire peut réclamer le bénéfice de cette loi, il reçoit une réparation très équitable du préjudice qui lui est causé (1). » En droit, cette solution s'imposait également, car on sait que la loi sur les retraites prévoit trois versements : un fait par l'ouvrier intéressé, les deux autres, respectivement par l'Etat et le patron. Accorder dans ces conditions un droit à l'ouvrier en cas d'accident du travail, aurait équivalu, en définitive, à faire peser sur le chef d'entreprise une indemnité supplémentaire, conséquence formellement contraire à l'esprit de la loi de 1898.

Si le cumul n'est pas possible dans le cas de liquidation anticipée, par suite d'accident du travail, rien ne s'oppose cependant à ce résultat lorsque, tout en ayant été victime d'un accident de ce genre, le blessé base sa demande sur un tout autre motif, un accident survenu en dehors du travail par exemple ; la liquidation anticipée de sa retraite peut alors fort bien se cumuler avec la rente dont il est détenteur (2).

Enfin, dans le cas de retraite proprement dite, touchée à 65 ans, le cumul est autorisé maintenant sans contestation possible. C'est le seul résultat positif de la loi du 5 avril 1910. Etant donnée la solution qu'avait admise la jurisprudence antérieurement, on peut constater que l'innovation est d'un intérêt plutôt mince.

(1) Sénat, 18 janvier 1910, *J. off.*, *Débats*, 1910, p. 52.

(2) Sachet, *loc. cit.*, p. 218.

§ 2

Actions dirigées contre les préposés du patron. — Fait intentionnel : système de M. Sachet. — Solution équitable à laquelle il conduit. — Inconvénient de l'introduction de l'idée de dol. — Cas dans lequel le dol existe réellement. — Assimilation du préposé au tiers. — Défaut de jurisprudence sur la question : motif.

Aux termes de l'article 7 de la loi de 1898, nous le savons, la victime ne peut exercer, à raison de l'accident qui lui est survenu, aucun recours contre deux catégories de personnes : 1^o le chef d'entreprise ; 2^o ses ouvriers ou ses préposés. Les termes de cet article sont donc catégoriques et paraissent ne pouvoir donner lieu à aucune incertitude. Cependant les auteurs (1) ont presque tous prévu un cas qui semble n'avoir pas été visé par cet article : c'est celui où l'accident aurait été produit par le fait intentionnel d'un des ouvriers du patron, cas correspondant à celui que nous avons déjà examiné au sujet du chef d'entreprise. Voyons donc quelle solution ont adoptée les auteurs qui ont prévu cette hypothèse :

« ... Lorsque l'accident, dit M. Sachet (2), a été intentionnellement provoqué par un préposé du patron, la situation est un peu différente (*de celle qui existe lorsqu'il a été provoqué par le patron lui-même*). Si la cause en est inhérente au travail, la victime ou ses représentants auront, à n'en pas douter, l'action spéciale de notre loi. La

(1) Cabouat, *op. cit.*, t. II, p. 123 ; Sachet, *op. cit.*, t. I, p. 423 ; Loubat, *op. cit.*, p. 223.

(2) *Traité*, t. I, p. 423.

voie du droit commun leur sera aussi ouverte suivant les distinctions que nous avons faites dans la précédente hypothèse (attentat criminel du patron) et aussi à raison des mêmes motifs. Cependant il est une des actions de droit commun qu'ils ne pourront jamais exercer, c'est l'action en responsabilité civile de l'article 1384, car elle est inconciliable avec celle qui résulte de notre loi. Je précise. Y a-t-il eu condamnation criminelle du préposé du patron, la victime ou ses représentants auront la faculté d'actionner le préposé en supplément de dommages-intérêts en se fondant sur l'article 1383 du Code civil ; mais ils ne pourront pas citer le patron comme civilement responsable aux termes de l'article 1364, car le patron n'ayant, lui, commis aucun dol, ne manquera pas de s'abriter derrière les dispositions de l'article 7. S'il n'y a pas eu poursuite criminelle, la victime ou ses représentants pourront se constituer parties civiles devant le juge d'instruction... (1).»

Ainsi, d'après l'opinion exposée ci-dessus, le recours en vertu du droit commun serait ouvert à l'ouvrier lorsqu'il aurait été victime d'un accident causé par le fait intentionnel d'un préposé de son patron. Pour justifier cette solution, M. Sachet raisonne comme il l'a fait plus haut à propos du fait intentionnel du chef d'entreprise, c'est-à-

(1) Encore que dans le texte qu'on vient de lire, il soit question en plusieurs endroits de l'article 1383 du Code civil, il me semble évident qu'il est mis au lieu de l'article 1382. Cet article est, en effet, un des plus inutiles qu'on trouve dans ce Code, et comme le fait remarquer M. Planiol, il n'était vraiment pas besoin d'écrire un article pour dire si peu de choses,

dire qu'il considère d'une part que l'accident peut être de ceux soumis à la loi de 1898, et, d'autre part, que le dol faisant exception à toutes les règles, l'auteur de l'accident ne peut se retrancher dans ce cas derrière la règle protectrice de l'article 7. Par suite l'ouvrier, après avoir touché de son patron la rente qui lui est due à raison de son accident dans le travail, pourra se retourner contre le criminel afin d'obtenir une indemnité — complément de la rente — représentant la partie du préjudice souffert non couverte par l'indemnité légale. De son côté, le patron, subrogé légalement aux droits de son ouvrier blessé, pourra aussi actionner l'auteur intentionnel afin de se faire restituer les sommes qu'il a pu déboursier (1).

Le grand mérite de cette solution est d'être très équitable et de faire retomber entièrement sur l'auteur les conséquences d'un acte qu'il a voulu. Mais est-elle bien juridique ? Se concilie-t-elle bien avec les textes ? La réponse, je le crains, est assez douteuse.

Sans doute, nous avons admis plus haut une solution analogue (en ce qui concerne du moins l'étendue de la responsabilité) dans le cas où le patron lui-même était l'auteur du fait intentionnel : mais, alors, la situation était toute différente, et non pas seulement *un peu*, comme le dit M. Sachet. En effet, dans le premier cas, nous n'avons pas admis l'application de la loi de 1898, de sorte que, le droit commun continuant à s'appliquer seul, il était par-

(1) *Contrà*, Loubat, *op. cit.*, p. 223.

faitement logique de déclarer le patron responsable *ad infinitum* de toutes les conséquences de son fait, et de reconnaître à la victime tous les droits accordés par le Code pour obtenir la réparation du préjudice causé (1).

Mais ici, la situation est toute différente par suite de l'application indéniable à la cause de la loi sur les accidents du travail : dès l'instant où l'on se soumet à l'article 1^{er} de notre loi, on doit également se soumettre à l'article 7, qui prohibe expressément le recours dont il s'agit ici, à moins qu'on ne trouve dans un principe général de droit une cause de non-application de cet article, comme le déclare M. Sachet, qui se base alors sur le dol commis par l'auteur intentionnel de l'accident pour le soustraire aux conséquences de cet article 7. Je serais complètement de l'avis de ce savant auteur s'il pouvait me montrer que l'auteur intentionnel d'un accident commette, ce faisant, un dol au sens juridique du mot.

Je vois cependant un cas où, sans discussion possible, le préposé peut être poursuivi conformément au droit commun : c'est lorsque ce salarié, en voulant occasionner un accident dans le but de bénéficier des dispositions de la loi, atteint du même coup un ou plusieurs de ses camarades ; la loi spéciale ne lui étant pas applicable à raison du dol (le mot est exact, cette fois) qu'il a commis, il restera soumis aux dispositions du droit commun.

Il convient à ce propos de remarquer combien la loi de

(1) V. p. 163.

1898 semble répugner à ce résultat : elle n'a pas stipulé dans son article 20, § 1, qui prévoit le fait intentionnel de la victime, que celle-ci ne serait pas soumise au régime de la loi, ainsi qu'elle aurait dû logiquement le faire, elle s'est bornée à déclarer « qu'aucune des indemnités déterminées par la présente loi ne peut être attribuée ... » Est-ce à dire que le législateur a entendu faire bénéficier la victime volontaire sinon des indemnités, du moins des exemptions et divers avantages qu'elle édicte par ailleurs ? Nullement et la raison en est simple, je l'ai déjà donnée plus haut : c'est que, dans ce cas, il n'y a pas *accident* à proprement parler, le caractère aléatoire, involontaire, qui constitue le risque, faisant ici défaut ; par suite la loi qui concerne uniquement le risque professionnel ne peut s'appliquer.

Peut-être pourrait-on arriver au résultat excellent préconisé par M. Sachet à l'aide du raisonnement suivant. Il suffirait de considérer le préposé qui a commis cet acte intentionnel comme un tiers à l'égard du patron en raisonnant par analogie avec la théorie de la responsabilité civile. On sait en effet que cette responsabilité n'existe pour le patron que lorsque son commis a agi dans l'exercice de ses fonctions : ainsi, il avait été décidé, sous le régime antérieur à la loi du 9 avril 1898, que le patron n'était pas responsable civilement des violences exercées par un de ses ouvriers contre un autre, en dehors de ses fonctions (1) ; or, si l'ouvrier n'a pas agi en qualité de préposé, il n'a

(1) Paris, 15 décembre 1898.

pu le faire qu'en qualité de tiers, à titre purement personnel (1) et dans ce cas, pour revenir à notre matière, rien n'empêcherait de lui appliquer, d'une manière positive cette fois, la disposition de l'article 7. L'introduction de l'élément intentionnel aura d'ailleurs généralement pour effet de faire considérer l'auteur de l'accident comme ayant agi en dehors de ses fonctions.

Je livre cette théorie pour ce qu'elle vaut ; mais il me semble que dans une matière où tout le monde est d'accord sur le résultat à obtenir, on doit se montrer moins exigeant sur le procédé à l'aide duquel on peut y arriver.

Je crois inutile de signaler qu'il n'y a pas de jurisprudence sur la question : les individus qui se livrent à ce genre d'attentats sont d'ordinaire d'une solvabilité plus que douteuse, de sorte que, même lorsqu'il y a poursuite à la requête du parquet, il n'arrive jamais que les personnes lésées se portent parties civiles, car, par suite de l'insolvabilité certaine du coupable, le seul résultat de cette intervention serait de mettre à leur charge tous les frais de la procédure. On comprend dès lors que les intéressés s'abstiennent.

Quant aux auteurs, MM. Sachet et Cabouat seuls donnent leur opinion sur cette question et arrivent tous deux à la même solution. M. Loubat au contraire refuse l'action de droit commun à la victime, en raison des termes prohibitifs de l'article 2.

(1) Cass. cr., 12 décembre 1903, D. 1904.1.70.

§ 3.

Actions contre les tiers. — A. De la qualité des tiers aux termes de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898. — Conflit entre les Cours d'appel et la Cour de cassation. — Motifs invoqués par cette dernière. — Conclusions de M. le procureur général Baudouin. — Note de M. Dupuich. — Le tiers est celui qui n'est lié par aucun contrat de travail. — Qui peut exercer le recours. — Forme et procédure. — Fixation de l'indemnité.

Nous distinguerons suivant que le droit de la victime a son fondement dans l'article 1382 du Code civil ou dans une convention passée avec le tiers.

SECTION I. — Actions basées sur l'article 1382.

En matière d'accident du travail, les actions qui peuvent appartenir à la victime contre un tiers, en vertu de l'article 1382, comprennent uniquement celles qui sont dirigées contre l'auteur de l'accident : je n'en vois pas d'autres. C'est ce qu'on appelle « le recours contre le tiers auteur ». A quelles conditions est soumis ce recours pour pouvoir être exercé utilement ? C'est ce que nous allons étudier, en examinant successivement : la qualité de *tiers* d'après l'article 7 de la loi du 9 avril 1898 ; les personnes pouvant exercer le recours. Forme et procédure de l'action. Fixation de l'indemnité (calcul et forme).

A. — *De la qualité de tiers d'après l'article 7
de la loi du 9 avril 1898.*

Ainsi que nous l'avons déjà vu, le blessé ou ses représentants conservent, aux termes de l'article 7 de la loi du

9 avril 1898, « le droit de réclamer la réparation du préjudice causé contre les auteurs de l'accident *autres que le chef d'entreprise ou les ouvriers et préposés* » : par suite, la première preuve à fournir par la victime (en dehors de la question du préjudice que nous supposons, *a priori*, établi) est celle que la personne contre laquelle est dirigée son action n'est ni son patron, ni un des préposés de celui-ci. Or, il se heurtera au début même de la marche de son action, à une des plus grosses difficultés auxquelles donne lieu la loi du 9 avril 1898.

Ce n'est pas sur la distinction qu'il y a lieu de faire entre le chef d'entreprise et le tiers que son incertitude pourra durer longtemps ; la jurisprudence est en effet fixée maintenant sur les caractères auxquels on doit reconnaître le chef d'entreprise responsable de l'indemnité légale. Certes, lorsqu'il y a un contrat de travail constaté par écrit, la question ne se pose pas, elle est toute résolue ; mais malheureusement, dans les rapports entre patrons et ouvriers les contrats de travail qui se rédigent par écrit sont exceptionnels ; presque tous sont verbaux, quand ils ne sont pas tacites, comme le cas se produit souvent pour les débardeurs. L'embauchage est fait, soit par le patron lui-même, soit par ses contremaîtres, soit même par ses ouvriers, et dans ce cas il est particulièrement délicat de savoir en quelle qualité agissait l'ouvrier embaucheur : en son nom personnel ou au nom de son patron, par suite d'une autorisation tacite, comme il est d'usage parmi les camionneurs en vins ? Enfin, même lorsqu'il y a un acte écrit consta-

tant le louage de services, il peut découler d'un ensemble de faits que le contrat de travail a été rompu et qu'un nouveau s'est formé entre l'ouvrier et une tierce personne.

On comprend dans ces conditions tout l'intérêt qui s'attache à une détermination exacte des caractères qui distinguent le chef d'entreprise : la jurisprudence, heureusement, est fixée maintenant sur ce point, comme je le disais tout à l'heure. D'après la Cour de cassation (1), le patron qui est tenu de l'obligation légale est celui qui a embauché l'ouvrier et qui le paye, car le contrat de travail est une condition essentielle de l'application entre les parties de la loi du 9 avril 1898. Or, le signe apparent de ce contrat de travail, c'est le paiement du salaire, et le véritable patron, c'est celui de qui l'ouvrier reçoit sa paye (2). La question se résout donc à un point de fait, un acte matériel, plus ou moins facile à prouver suivant les espèces, évidemment, mais au sujet duquel les parties finiront toujours par se mettre d'accord (3).

Bien différente est la situation en ce qui concerne la distinction entre les préposés du patron et les tiers susceptibles d'être attaqués en vertu de l'article 7 de notre loi. On se rendra compte de la difficulté que présente la question, en même temps que de l'ardeur de la lutte livrée autour d'elle, lorsqu'on saura qu'il y a désaccord complet

(1) Req., 27 juillet 1903, D. 04.1.47 ; Civ., 10 novembre 1903, D. 04.1.73.

(2) Civ., 14 mars 1904, D. 04.1.555.

(3) V. Sachet, *op. cit.*, t. I, p. 135 ; Loubat, *op. cit.*, p. 134 ; Cabouat, *op. cit.*, p. 292.

entre les Cours d'appel et la Cour de cassation qui sur cette question a rendu plusieurs arrêts, dont un (le dernier à ma connaissance) toutes chambres réunies (1). Or, malgré l'autorité immense qui s'attache d'ordinaire à ces décisions, les divergences subsistent entre elles et, en particulier, l'opinion des auteurs, qui sont tous sur ce point d'un avis opposé à celui de la Cour suprême, ainsi que nous allons le voir (2).

Examinons tout d'abord les différentes opinions exprimées sur la question, et les bases sur lesquelles elles reposent. Nous les discuterons ensuite.

L'espèce qui a donné lieu à ces débats juridiques est la suivante :

Un entrepreneur de camionnage met une équipe d'ouvriers à la disposition d'une Compagnie de chemins de fer, laquelle se réserve la direction du travail qui doit être effectué par les ouvriers de l'entrepreneur. Un de ceux-ci venant à être blessé à la suite d'une faute d'un employé de la Compagnie, la victime de l'accident, après avoir touché de son patron (le camionneur) l'indemnité prévue par la loi de 1898, pourra-t-elle former une demande en dommages-intérêts contre la Compagnie, civilement responsable de la faute de son employé ?

Après un examen prolongé de la question, la Cour suprême finit par répondre négativement, pour ce motif que

(1) Civ., 14 mars 1904, D. 04.1.553. — Ch. réun., 8 janvier 1908, D. 08.1.185. — *Contrà* : Agen, 5 avril 1905, *Gaz. Pal.*, 1905.1.675.

(2) Sachet, p. 430 ; Loubat, nos 333, 1165, 1721.

la Compagnie de chemins de fer ayant eu la direction du travail à l'occasion duquel l'accident était survenu, ne pouvait être considérée comme un tiers soumis à l'action en dommages-intérêts du droit commun (1). Donc, il semble résulter implicitement de cet arrêt que la Cour de cassation considère tout acte d'autorité exercé, avec le droit de le faire, par une personne dans l'exécution d'un travail effectué par des ouvriers qui lui sont étrangers, comme ayant pour effet d'enlever à cette personne la qualité de tiers, par rapport à ces ouvriers et à leur patron.

Quels sont les motifs qui ont pu déterminer les magistrats de la Cour suprême à se prononcer en faveur de cette opinion ? En dehors du texte de l'arrêt, qui est malheureusement un peu bref, nous possédons un document

(1) Voici la teneur de cet arrêt :

ARRÊT. — La Cour ; — Sur le moyen unique du pourvoi : — Vu l'article 7 de la loi du 9 avril 1898 ; — Attendu que les ouvriers et employés désignés à l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 ne peuvent en principe, aux termes de l'article 2, se prévaloir que des dispositions de ladite loi, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, et que l'article 7 leur réserve, pour la réparation du préjudice causé, l'action de droit commun contre les auteurs de l'accident, autres que le patron, ses ouvriers et ses préposés ; — Attendu que la responsabilité du risque professionnel, établie par la loi de 1898, est une conséquence du contrat de travail ; — Que le chef d'entreprise qui a la charge des indemnités est donc celui qui a loué les services de l'ouvrier, et qu'il demeure responsable envers lui, même s'il l'a mis à la disposition d'une autre personne ; — Que celle-ci, par rapport à l'ouvrier avec lequel elle n'a pas contracté, n'est pas un chef d'entreprise au sens de la loi, *mais qu'ayant eu, par suite de la convention passée avec le patron, la direction du travail au cours duquel l'accident du travail s'est produit, elle ne saurait non plus être considérée comme un tiers soumis par l'article 7 à l'action de droit commun* ; — Attendu que les arrêts attaqués constatent que Blanc et Carbon, etc ..

quasi-officiel, de première importance, qui doit nous renseigner fort exactement à cet égard : ce sont les conclusions conformes de M. le procureur général Baudouin prises à l'audience du 8 janvier 1908. En outre, un avocat de grand talent, M. Dupuich, a rédigé sur cet arrêt une note dans laquelle il expose les raisons qui lui font adopter la même solution que celle donnée à la question par la Cour de cassation (1).

En raison de l'intérêt qu'ils présentent, et au risque de prolonger démesurément le débat, je crois nécessaire, avant de les discuter, de rappeler ici les passages principaux de ces conclusions et de cette note.

M. le procureur général Baudouin, après avoir déclaré que la Compagnie de chemins de fer ne pouvait, dans l'espèce, être considérée comme le patron de la victime pour cette raison qu'aucun contrat n'était intervenu entre celle-ci et la Compagnie, qui d'ailleurs ne lui payait aucun salaire, examine le point de savoir si cette Compagnie ne pourrait être considérée comme un tiers :

« Qui dit tiers, dit personne étrangère de tous points à la victime, n'étant rattachée à elle par aucun lien, n'ayant exercé sur elle aucune autorité, ne lui ayant imposé, avec le droit de le faire, aucune direction. On a reproché à la chambre civile de n'avoir pas donné la définition du tiers. Avait-elle donc besoin de le faire, et est-il si difficile de fournir des exemples qui précisent nettement le sens de la loi ?

(1) Ces deux documents se trouvent rapportés sous l'arrêt de la Cour, au Dalloz, 1908.1.185.

« ... Est-ce que la situation particulière qui résulte des faits dûment constatés par la Cour d'Agen n'est pas exclusive au regard de la Compagnie du Midi de la qualité de tiers ? Est-ce qu'elle ne crée pas un lien étroit et certain entre elle et la victime de l'accident survenu au cours du travail même qu'elle avait (de par le contrat passé avec le patron, exécuté par l'ouvrier) le droit de commander, de diriger ? Ce lien, quel est-il ? La Compagnie du Midi ne peut certes se dire le préposé de Blanc et Carbon, puisque ce terme dans notre langue juridique emporte avec lui, *stricto sensu*, une idée d'autorité et de subordination relatives, et que l'arrêt attaqué déclare que la Compagnie ne recevait aucun ordre de Blanc et Carbon et demeurait libre de diriger le travail comme bon lui semblait. Mais, si elle n'était pas le préposé de Blanc et Carbon, n'est-elle pas, par l'effet même de la convention qui est intervenue entre eux, leur ayant cause ? ne leur a-t-elle pas été substituée, ayant reçu d'eux le droit, la mission de les remplacer dans la direction et la surveillance qui leur incombent, et par suite assumant toutes les conséquences de cette situation dans les termes mêmes de la loi ?

« J'entends bien que l'article 7 ne parle que du patron, de ses ouvriers et préposés, et que la Compagnie du Midi ne rentre strictement dans aucun de ces termes. Mais nous ne sommes point ici en matière pénale, et nous n'avons pas à interpréter la loi avec la rigueur qui est de mise en pareil cas. Et quand de l'article 7 nous passons à l'article 20, — qui, je le sais, est dans un autre titre de la loi,

mais est pourtant une de ses dispositions et a pour but de régler l'étendue même de la responsabilité du patron — nous voyons apparaître l'idée même de cette substitution dont nous parlons en ce moment. « Lorsque, dit ce texte, il est prouvé que l'accident est dû à la faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est *substitués* dans la direction, l'indemnité pourra être majorée... » Comment, en présence d'un tel texte, peut-il venir à la pensée de personne que la Compagnie du Midi, substituée dans la direction du travail à Blanc et à Carbon, puisse être considérée comme un tiers au sens de l'article 7, quand la loi elle-même la relie, à n'en pas douter, au contrat passé entre le patron et l'ouvrier, et considère que sa faute inexcusable aggrave la responsabilité du patron lui-même... »

M. le Procureur général développe ensuite cette argumentation, basée sur le rapport qu'il convient d'établir entre les articles 7 et 20 de la loi, et se livre à une étude minutieuse des travaux préparatoires de ce dernier article. En terminant, il invoque l'opinion d'un des auteurs de la loi, M. Félix Martin, qui lui a déclaré que son avis personnel était conforme à ces conclusions.

Quelles observations appellent les explications ainsi fournies par le procureur général ?

Tout d'abord il convient de remarquer que, pas plus que dans l'arrêt de la Cour suprême, nous n'y trouvons le motif sur lequel on se base pour déclarer que le *tiers* est celui « qui n'a exercé sur la victime aucune autorité, qui ne lui

a imposé aucune direction » ; cette théorie se trouve exposée sous la forme d'une simple affirmation, comme un point évident qui ne saurait faire aucun doute : « *Qui dit tiers, dit personne étrangère en tous points etc...* » Mais c'est précisément là que gît le nœud même de la question, car il est bien certain que si l'on adopte cette théorie, étant données les constatations de fait auxquelles s'est livrée la Cour d'Agen — à savoir que la Compagnie avait la direction du travail — il n'y aura pas de discussion possible et on sera logiquement amené à conclure que cette dernière n'est pas un tiers au regard de la victime.

Le point qu'il était intéressant de voir fixer était précisément celui de savoir à quels caractères on reconnaît un tiers, et pourquoi, ou, en d'autres termes, pour quels motifs la loi de 1898 autorise le recours contre certaines personnes et le refuse contre certaines autres.

Or, il ne me paraît pas que cette question ait été résolue dans les conclusions qu'on a lues ci-dessus. A vrai dire, on y trouve bien, *in fine*, dans le rapprochement fait entre les articles 7 et 20, un argument tendant à prouver que la loi a prévu expressément le cas où une personne aurait la direction du travail, par sa substitution au patron, et a alors exclu implicitement cette personne des tiers par les conséquences qu'elle tire de cette situation : mais, outre que cette argumentation ne montrerait toujours pas le motif qui aurait poussé le législateur à accorder ou refuser le recours, elle ne semble pas, ainsi que nous allons le voir, avoir été suivie par la Cour de cassation, ce qui lui enlève une partie de son autorité.

Il nous faut ensuite noter avec soin une constatation de M. le procureur général Baudouin, à savoir que la Compagnie de chemins de fer ne peut se dire le préposé de l'entrepreneur de camionnage, ce terme comportant avec lui, au sens juridique, une idée de subordination qui fait ici défaut, cette Compagnie ayant conservé dans ses rapports avec le patron une liberté complète.

Celle-ci ne pouvant être classée parmi les préposés, est alors considérée comme une ayant cause ; mais l'article 7 de notre loi n'ayant inscrit nulle part les ayants cause parmi ceux contre lesquels le recours est interdit, on en arrive à l'obligation d'étendre les termes de cet article, chose possible, dit-on, pour ce motif que nous ne sommes pas en matière pénale, et que, par suite, « nous n'avons pas à interpréter la loi avec la rigueur qui est de mise en pareil cas ». Mais s'il est bien certain que nous ne sommes pas en présence d'une loi pénale, il est tout aussi certain que nous sommes ici dans une matière exceptionnelle, et que nous devons restreindre plutôt qu'étendre les prohibitions prononcées par la loi, contrairement au droit commun. Or, l'interdiction du recours contre l'auteur de l'accident est, par excellence, une mesure exceptionnelle qu'il faut bien se garder d'appliquer non seulement aux cas non visés par la loi, mais encore à ceux au sujet desquels il pourrait y avoir doute.

Enfin, en ce qui concerne l'argumentation basée sur l'interprétation de l'article 20 de la même loi, nous allons voir pourquoi il ne nous est pas possible d'en faire état,

comme l'explique M. Dupuich dans sa note, qu'il nous reste maintenant à examiner.

« Est-il vrai de dire, se demande M. Dupuich, avec ces arrêts tant de la chambre civile que des chambres réunies, que la Compagnie ne soit pas un tiers, et que, par conséquent, elle soit un « préposé » du patron ? Si l'on s'en tient au sens brutal et étroit du mot, il y a dans cette formule quelque chose qui choque ; qu'un puissant organisme, comme une de nos grandes Compagnies de chemins de fer, soit présenté comme un simple rouage d'une modeste entreprise de camionnage exploitée par un particulier quelconque, qui lui a seulement sous-loué les services de ses ouvriers, c'est ce qui semble à première vue paradoxal. Aussi lorsque la question s'est d'abord posée devant la chambre civile, celle-ci, par son arrêt du 14 mars 1904, a cherché dans un autre texte que l'article 7 la base de sa solution. Elle s'est appuyée sur ce que l'article 20 de la loi du 9 avril 1898 (statuant non sur le point qui nous occupe, mais sur les effets de la faute inexcusable) assimile au patron « ceux qu'il s'est substitués dans la direction du travail ». Il semblait résulter de cette argumentation que le « substitué » dont parle l'article 20, devait être purement et simplement assimilé au « préposé » dont parle l'article 7, les deux articles se complétant l'un par l'autre.

« Cette assimilation est vivement contestée par la Cour d'Agen. Celle-ci démontre que l'expression « substitué » employée par cet article n'est pas un simple synonyme

du mot « préposé » employé par l'article 7 ; car, à la différence de celui-ci, il ne comprend que des préposés d'un autre supérieur : non pas tous les employés du patron, mais ceux-là seuls dont il aura fait ses *alter ego*, en leur déléguant la conduite de l'entreprise. Sans doute cette objection a touché les chambres réunies, car elles évitent dans les arrêts ci-dessus rapportés, toute référence à l'article 20, semblant ainsi reconnaître qu'il n'y a rien à tirer de l'article 20 pour interpréter l'article 7. Il faut donc se placer en présence du seul texte de l'article 7, et alors la question est de savoir si l'on peut, sans forcer le sens du mot préposés, y comprendre la Compagnie des chemins de fer, étant donné le rôle particulier qu'elle jouait dans les circonstances de la cause et qui consistait à diriger le travail des ouvriers du camionneur. »

Rappelant que la négative est soutenue par divers auteurs, en particulier par M. Loubat (1), M. Dupuich poursuit en ces termes :

« Cependant, tel n'est pas l'avis des chambres réunies, qui, en refusant de voir en la Compagnie de chemins de fer un tiers étranger au travail, la classent implicitement, mais nécessairement parmi les « préposés » du patron. Il nous semble que cette conception, quelques hésitations qu'elle soulève, peut se défendre en définitive par de sérieuses raisons. A notre sentiment, c'est donner du préposé visé par l'article 7 une définition trop étroite que de

(1) Loubat, *op. cit.*, 3^e édit., n^o 333, 1165, 1721.

n'y vouloir voir que « quiconque, ayant été choisi pour un travail déterminé, peut recevoir des ordres ou des instructions » (1). Celui-là sans doute est un préposé, mais il peut y en avoir d'autres ; il peut y avoir des préposés à l'exécution d'un travail commandé mais il peut y avoir aussi des préposés au commandement de ce travail. Ceux-ci n'étant pas étrangers au travail ne devront pas être considérés comme des tiers en ce qui concerne ce travail. Et le critérium qui permettra de dire s'ils sont ou non des tiers devra être cherché dans le point de savoir s'ils ont ou non à y coopérer : par exemple en donnant les ordres nécessaires.

« Pour mieux faire entendre notre pensée, nous supposons une hypothèse voisine de celle des arrêts rapportés. Un constructeur a reçu d'un usinier commande d'une machine. Celle-ci achevée, il reste à la poser ; cela peut se faire de deux manières : ou bien le constructeur, désirant assurer la direction exclusive de la pose, puisqu'il doit en avoir la responsabilité, repoussera toute ingérence de l'usinier dans ce travail : celui-ci ne sera admis qu'à prendre livraison de la machine posée, après tout le travail fini. En pareil cas, si l'ouvrier poseur est victime d'un accident plus ou moins directement causé par la faute soit de l'usinier, soit de l'un des siens — ce sera, par exemple, la chute d'un plancher résultant du défaut d'entretien — l'usinier sera manifestement alors, étant données les conditions où

(1) Doctrine exposée par M. Sarrut (note dans D. 1903.1.105).

s'effectuait le travail, et pour parler comme l'article 7 « un autre que le patron ou ses préposés ». Mais supposons au contraire que le constructeur, pour être assuré de satisfaire exactement les vues de l'usinier, se récuse au moment où il s'agit de diriger la pose, et, tout en faisant exécuter ce travail par ses hommes, demande à l'usinier de mettre à la tête de ceux-ci, pour les commander l'ingénieur de l'usine. N'est-il pas clair que cet ingénieur, accidentellement détaché de sa fonction propre pour prendre le commandement de l'équipe du constructeur, se trouvera être pour ce travail le préposé de celui-ci, comme l'eût été le propre contremaître du constructeur si celui-ci s'était chargé de la direction du travail de pose ? Dans ce cas, l'ingénieur directement mêlé à l'exécution du travail, et le patron de cet ingénieur civilement responsable de lui, ne sont plus des tiers, car ce n'est pas un hasard de voisinage qui crée à leur charge une responsabilité éventuelle ; c'est leur intervention effective dans le travail auquel ils ont accepté de collaborer. Telle est, nous semble-t-il, la situation dans les espèces actuelles... Le patron camionneur, tout en restant engagé avec son ouvrier dans les liens du contrat de travail, a momentanément abdiqué la direction du travail, entre les mains d'une personne étrangère ; il est demeuré le patron de ses ouvriers, mais il leur a préposé un chef, qui au lieu d'être son chef d'équipe ordinaire, est un agent de la Compagnie des chemins de fer. Ce chef de manœuvre occasionnel est bien préposé à la manœuvre par le patron camionneur, sans quoi il n'aurait

pas d'ordres à donner aux ouvriers de ce patron. Il ne commande à ceux-ci que par délégation du patron ; donc il est un préposé de ce patron. Il peut paraître exact de s'exprimer ainsi, sans forcer en rien le sens du mot...

« La conception normale du risque professionnel conduit à priver l'ouvrier de toute action de droit commun. C'est, en effet, ce que comportait le projet au moyen de la disposition écrite dans l'article 2. Mais en 1888, sous l'influence d'une notion assez confuse de garantie contre l'auteur du dommage, on eut l'idée de réserver une action récursoire contre celui-ci. Seulement, sous peine d'anéantir la règle essentielle de l'article 2, il fallut bien limiter le domaine de cette action exorbitante du principe du risque professionnel. Or, il n'est pas admissible qu'une telle action compète à l'ouvrier contre un collaborateur du patron : sans cela le principe recevrait constamment échec, car multiples sont les cas d'accidents causés par les camarades ou les chefs de l'ouvrier. Aussi la loi dut-elle restreindre le champ qui resterait ouvert à l'action du droit commun et ne l'autoriser que contre les personnes étrangères à l'application du risque professionnel, c'est-à-dire contre ces tiers étrangers au travail.

« Telle est l'origine de l'article 7. Puisqu'il se présente dans l'économie de la loi avec un caractère d'exception, il est conforme aux règles d'une bonne interprétation, d'en faire une application restrictive et de limiter plutôt que d'étendre le cercle des personnes menacées par l'action qu'il autorise. C'est ainsi qu'on est conduit à refuser

cette action contre tous ceux qui à quelque titre que ce soit ont participé au travail, soit en l'exécutant, soit en le commandant, car c'est à l'égard de ceux-là qu'il était surtout indispensable d'assurer, avec l'article 2, la stricte application du risque professionnel... Et maintenant, est-il bien vrai que cette solution soit injuste, en ce qu'elle destitue l'ouvrier de toute action fondée sur la faute de celui qui commandait le travail ? La faute du directeur du travail assure, au moins quand elle est inexcusable, au contraire à l'ouvrier une action personnelle et supplémentaire, en dehors de celle qui résulte normalement du simple jeu du risque professionnel. Ainsi le veut l'article 20... Si l'auteur de l'accident était un tiers complètement étranger à la direction du travail, l'action de droit commun s'exercerait conformément à l'article 7. Si, au contraire, la faute émane d'une personne qui participait à la direction du travail, l'action de droit commun s'exercera conformément à l'article 20, c'est-à-dire sous la forme d'une demande de rente viagère additionnelle, dirigée contre le patron. Ainsi les articles 7 et 20 se complètent l'un par l'autre. »

Ainsi qu'on a pu le constater en lisant les lignes ci-dessus, les opinions qui s'y trouvent exposées appelleraient souvent les mêmes remarques que celles précédemment faites au sujet des conclusions de M. le procureur général Baudouin.

En particulier, on ne trouve pas davantage dans cette note une théorie basée sur les mobiles qui ont déterminé

le législateur à faire une distinction entre les différentes personnes contre lesquelles le recours peut ou ne peut pas être exercé, c'est-à-dire une étude de l'esprit de la loi, plutôt que de sa lettre.

M. Dupuich déclare « qu'il peut y avoir des préposés à l'exécution d'un travail commandé, mais qu'il peut y avoir aussi des préposés au commandement de ce travail » : il faut bien se garder d'une confusion entre chacun de ces termes et on doit lire cette phrase ainsi : « Il peut y avoir des *salariés* préposés à l'exécution d'un travail commandé et des *personnes non salariées* préposées au commandement de ce travail. » Sous cette forme, et appliquée à notre espèce, cette affirmation est fausse, car ce n'est pas le patron qui a préposé la Compagnie au travail à effectuer : il ne le pouvait pas, pour cette raison excellente que la Compagnie faisait exécuter son propre travail, sur lequel lui, patron, n'avait aucun droit, ainsi que le remarque M. Loubat (1).

D'ailleurs le raisonnement, même exact, ne conduirait pas bien loin : « ces préposés n'étant pas étrangers au travail, ne devront pas être considérés comme des tiers en ce qui concerne ce travail » ; non, mais ils pourront fort bien être considérés comme des tiers par rapport au patron et à la victime envers lesquels ils ne sont liés par aucun contrat de travail. Comme on le voit, la question est toujours au même point : il faut chercher si la participation

(1) *Op. cit.*, n^{os} 17-21.

d'un tiers au travail lui enlève *ipso facto* cette qualité: or, ce n'est pas en répétant l'affirmative qu'on fait avancer la question vers une solution.

Quant à l'exemple choisi par M. Dupuich, pour mieux faire comprendre sa pensée, il a le grand inconvénient de compliquer la situation par l'introduction d'une quatrième personne, le préposé du tiers, et il ne me paraît d'ailleurs pas concluant. « ... Cet ingénieur accidentellement détaché de sa fonction propre pour prendre le commandement de l'équipe du constructeur se trouvera être, pour ce travail, le préposé de celui-ci, comme l'eût été le propre contremaître du constructeur ... » C'est, à mon avis, une erreur : l'ingénieur restera le préposé du patron de l'usine qui aura seul le droit de lui commander. S'il participe au travail de l'équipe du constructeur, c'est parce qu'il est intervenu entre ce dernier et le chef de l'usine une convention en vertu de laquelle celui-ci est chargé du travail de pose ; mais rien ne permet de conclure de tout cela qu'il ne sera pas responsable des fautes qu'il pourra commettre : il est au contraire bien certain, comme nous le verrons plus loin, que cette responsabilité existera toujours.

J'aurais beaucoup à dire sur l'argument que prétend tirer M. Dupuich de l'origine de l'article 7. D'abord, on l'a déjà remarqué, l'historique qu'il trace n'est pas exact, car le législateur n'a pas, primitivement, commencé par établir, d'une manière complète, la théorie du risque professionnel, pour y apporter peu à peu des exceptions, au

nombre desquelles serait celle concernant le recours contre le tiers : c'est précisément le contraire qui s'est produit ; le législateur est parti du droit commun, pour y apporter, dans la suite, les exceptions que motivait l'application du risque professionnel. De sorte que l'article 7, en tant qu'il autorise le recours contre l'auteur de l'accident, est loin d'avoir un caractère exceptionnel ; c'est au contraire, je l'ai déjà dit, la pure application du droit commun.

Enfin, pour terminer, je citerai encore ces mots de M. Dupuich dans lesquels il me semble impossible de voir autre chose que le renversement de sa théorie : « La loi, dit-il, dut restreindre le champ qui resterait ouvert à l'action de droit commun et ne l'autoriser que contre les personnes *étrangères à l'application du risque professionnel*. » Mais quelles sont-elles ces personnes, sinon précisément toutes celles qui ne sont pas unies au chef d'entreprise par un contrat de travail, lequel est une condition indispensable de l'application de notre loi, ainsi que M. Dupuich le rappelait en tête de sa note ?

Reprenons l'examen de la question.

L'article 7, autorisant le recours contre toute personne autre que le patron, ses ouvriers et ses préposés, il paraît conforme à la bonne méthode de déterminer les caractères respectifs de ces trois ordres de personnes, car toutes celles qui n'en seront pas revêtues rentreront forcément dans la catégorie des personnes contre lesquelles le recours est autorisé.

Nous chercherons en même temps les motifs de cette exemption exceptionnelle, afin de savoir si d'autres personnes que le patron, ses ouvriers et ses préposés peuvent en bénéficier.

Le premier point, le caractère du chef d'entreprise, ne nous arrêtera pas longtemps, car, ainsi que je le rappelais en tête de ce paragraphe, la jurisprudence a nettement déterminé, actuellement, le signe auquel se reconnaît le chef d'entreprise responsable de l'indemnité légale : c'est le paiement du salaire, celui qui paye le salaire de l'ouvrier étant indubitablement celui qui a profité de ses travaux et en faveur de qui le contrat de travail a été conclu.

Contre celui-là donc, aucun recours n'est autorisé en vertu du droit commun. Pourquoi ? La question a été exposée tout au long dans la première partie de cet ouvrage, je n'y reviendrai pas. Il me suffira de rappeler ici que cette exemption est la conséquence de la base même de la loi : d'une part, par suite de la création de la théorie du risque professionnel, entraînant l'abandon de l'idée de faute, d'autre part, par suite de l'adoption du chiffre transactionnel, pour la fixation duquel on a tenu compte du maximum des sacrifices que pouvaient consentir les chefs d'entreprises (1).

Ce principe une fois admis, il fallut en garantir l'application stricte et éviter surtout qu'on ne put attaquer le chef d'entreprise par des moyens détournés ; or, il appa-

(1) V. page 139.

rut aussitôt qu'une voie indirecte s'offrait aux victimes pour leur permettre de toucher le chef d'entreprise : cette voie, c'était celle de la responsabilité civile, qui rend « les maîtres et commettants responsables des fautes commises par leurs domestiques et préposés » (art. 1384 C. civ.). Aussi, pour enlever aux chefs d'entreprises toute possibilité d'être poursuivis en vertu du droit commun, à raison d'un accident du travail, le législateur fut-il amené à proscrire également la même action contre ceux dont le patron était civilement responsable : et afin qu'il n'y eût pas d'erreurs possibles à ce sujet, il copia la disposition même de l'article 1384. Seulement, comme il ne pouvait être question de « domestiques » dans cette loi ouvrière, le mot fut remplacé par celui d' « ouvriers », ce qui donna la formule qu'on trouve à l'article 7.

Il suffit d'ailleurs de se reporter à la manière dont fut introduit l'article 7 dans la loi, et de suivre ses transformations, pour être convaincu de l'exactitude de cette théorie (1).

Dans ces conditions, on comprend qu'il soit impossible d'étendre à d'autres personnes que celles que je viens d'énumérer la faveur ou plutôt le droit exceptionnel qui leur est reconnu par la loi ; une pareille extension des termes, outre qu'elle ne correspondrait pas à la lettre même de l'article, serait en contradiction avec l'esprit de la loi tout entière. Nous devons donc admettre que le recours est possible de la part de la victime ou de son patron, contre

(1) V. plus haut, p. 88 et suiv.

toute personne qui n'est pas liée à ce dernier par un contrat de travail.

Je ferai enfin, en terminant, une dernière remarque sur le résultat pratique de la jurisprudence suivie par la Cour de cassation : c'est qu'elle aboutit à adjoindre à tous les contrats semblables à celui qui avait été conclu entre la Compagnie de chemins de fer et le camionneur, dans l'espèce rapportée plus haut, une véritable clause d'irresponsabilité pour tous les accidents survenant à l'occasion du travail, clause générale, s'étendant même aux faits délictueux ; or, comme l'on sait, la légalité d'une convention de ce genre est formellement niée par les tribunaux, qui annulent rigoureusement celles qui leur sont soumises.

B. — *Personnes pouvant exercer le recours.*

(Je n'envisage ici que la victime et ses ayants cause ; pour les autres personnes — patron, assureur — voir le chapitre qui les concerne respectivement.)

Pour déterminer les personnes pouvant intenter une action en dommages-intérêts à l'auteur de l'accident, il me suffira de rappeler que l'article 7 de la loi du 9 avril 1898 déclare que le droit commun est seul applicable à toute cette matière. Par suite, pourront intenter une poursuite tous ceux auxquels l'accident, causé par la faute du tiers-auteur, a fait subir un préjudice. Il n'y a pas à distinguer suivant les cas où la loi de 1898 autorise ou refuse l'action en responsabilité contre le chef d'entreprise : la seule condition exigée, je le répète, pour l'admission de la demande,

est, en dehors de la preuve de la faute, la justification d'un préjudice.

Je crois pouvoir me borner à indiquer cette solution, qui figure d'ailleurs dans tous les traités sur la matière (1).

C. — *Forme et procédure de l'action* (2).

Toujours en vertu du même principe qui domine cette question du recours contre le tiers auteur de l'accident, à savoir la soumission absolue aux règles ordinaires du droit commun, je rappelle que la victime, ou ses représentants, devront se conformer aux prescriptions diverses du Code de procédure, en ce qui concerne notamment les questions de compétence. Mais il faut bien préciser la situation et dégager les règles directrices sur lesquelles on doit se guider pour atteindre, dans chaque cas qui peut se présenter, une solution satisfaisante.

Tout d'abord il convient de noter que l'ouvrier blessé par la faute d'un tiers a deux actions à sa disposition, l'une contre son patron, l'autre contre le tiers ; que ces deux actions ont deux causes différentes : la première, le risque professionnel, la seconde, l'article 1382 du Code civil. Par suite, nous pouvons en conclure dès maintenant que ces

(1) Sachet, *op. cit.*, t. I, p. 426 ; Loubat, *op. cit.*, n° 379 ; P. Page, *op. cit.*, n° 179 ; *Pand. franç., Rép.*, Vo *Travail*, n° 3173.

(2) Toutes les règles qui concernent ce paragraphe sont actuellement fixées soit par les auteurs, soit par la jurisprudence, après un léger flottement. Par suite, ne pouvant entrer ici dans l'examen de tous les points secondaires pour lequel un autre volume ne serait pas superflu, je me bornerai à énumérer ces règles principales et à insister seulement sur quelques points encore douteux.

deux actions ne pourront jamais se trouver jointes, car elles ne le pourraient qu'en cas de connexité, c'est-à-dire, si elles exigeaient toutes deux, pour la solution de leur objet, l'examen des mêmes questions ; or, l'action contre le patron demandant l'appréciation de la loi de 1898, et celle contre le tiers, l'examen des conditions prévues par l'article 1382, il ne peut être question de connexité entre elles. Donc, premier point à noter, elles devront toujours faire l'objet de deux instances séparées (1).

Deuxième point : elles ne pourront jamais influencer l'une sur l'autre. En effet, par suite de la différence profonde que j'ai signalée ci-dessus, on ne peut conclure du bien-fondé de l'une, à un sort identique de l'autre ; et ceci est vrai, tant pour ce qui concerne l'existence du préjudice que son évaluation. Par exemple, il peut se faire que l'accident n'ait déterminé qu'une cicatrice au visage de l'ouvrier n'entraînant pas incapacité de travail, et par suite n'engageant pas la responsabilité du patron, mais pour laquelle l'ouvrier sera fondé à réclamer des dommages-intérêts au tiers qui lui aura causé cette blessure.

Enfin, troisième point : de ce qu'elles sont indépendantes l'une de l'autre, on doit en conclure qu'elles pourront toujours être exercées seules ou cumulativement (2).

On a cependant contesté ce résultat dans le cas particulier où l'ouvrier, ayant d'abord exercé l'action de droit

(1) Cass., 5 mai 1829 ; 23 février 1876, S. 76.1.165. — Sachet, *op. cit.*, p. 431 ; Loubat, *op. cit.*, p. 631.

(2) Loubat, *ibid.*, p. 630 ; Sachet, *ibid.*, p. 430.

commun contre le tiers responsable, a reçu de ce dernier une indemnité supérieure au tarif forfaitaire ; on a prétendu qu'alors l'ouvrier ne peut, pour défaut d'intérêt, intenter l'action du risque professionnel. M. Loubat a fort bien exposé pourquoi la théorie contraire doit être admise : « Nous croyons que la victime peut, dans tous les cas, et sans restrictions, exercer l'action basée sur le risque professionnel : cette action est instituée par une loi d'ordre public. Le droit de l'exercer ne pourrait donc être retiré que par une disposition expresse de la loi, qui n'existe pas. Il est vrai que l'article 7, alinéa 2, porte que l'indemnité allouée par le tiers exonérera à due concurrence le chef de l'entreprise des obligations mises à sa charge. Mais ce texte ne signifie pas que le droit de la victime contre son patron est éteint pour le montant de l'indemnité que le tiers doit supporter. Au contraire, une instance est utile pour faire déterminer le montant de l'indemnité que doit supporter le patron. Sans cela, l'ouvrier ne pourrait pas savoir si l'indemnité au paiement de laquelle le tiers a été condamné, est égale ou supérieure à l'indemnité forfaitaire, puisque le calcul de l'indemnité due par le tiers, est laissé à l'appréciation des tribunaux. Enfin, il peut encore se faire que le tiers soit insolvable (1).

Pour toutes ces raisons il est utile de reconnaître à la victime le droit d'exercer l'action forfaitaire en toutes circonstances. Il en est de même, à plus forte raison, pour l'action de droit commun.

(1) Loubat, p. 630.

D. — *Fixation de l'indemnité.*

Sur ce point, nous allons constater une modification importante des principes admis jusqu'alors dans cette étude. Tandis, en effet, que la procédure de la demande formée contre le tiers est soumise à l'application même du droit commun, il en est tout autrement en ce qui concerne la forme sous laquelle l'indemnité, à laquelle aura pu être condamné le tiers, devra être versée à la victime. L'article 7 stipule en effet que « dans le cas où l'accident a entraîné une incapacité permanente ou la mort, cette indemnité devra être attribuée sous forme de rentes servies par la Caisse nationale des retraites. En outre de cette allocation sous forme de rente, le tiers reconnu responsable pourra être condamné soit envers la victime, soit envers le chef d'entreprise, si celui-ci intervient dans l'instance, au paiement des autres indemnités et frais prévus aux articles 3 et 4 ci-dessus. »

Il ressort nettement de cet article que les parties ne sont pas libres de convenir entre elles du versement d'un capital par le tiers à la victime, quoique nous soyons ici en matière de droit commun. D'où vient cette disposition exceptionnelle ? Il faut d'abord remarquer qu'elle n'existait pas lors du vote de la loi, en 1898, et qu'elle fut introduite par la loi du 22 mars 1902, sous l'influence d'une considération importante ; la liberté laissée aux parties dans le mode de fixation des indemnités avait en effet pour inconvénient d'enlever à la victime toutes les garan-

ties organisées par la loi de 1898 pour le paiement de la rente. Les motifs qui ont poussé le législateur à interdire le versement d'un capital dans les rapports entre les blessés et les chefs d'entreprises, existent aussi bien lorsque l'indemnité est due par un tiers en vertu de l'article 1382 ; or, cette indemnité exonérant, aux termes de l'article 7, le chef d'entreprise des obligations mises à sa charge, il s'ensuivait naturellement que pour tout le montant des sommes allouées par le tiers, le blessé ne bénéficiait aucunement des garanties organisées par ailleurs pour le paiement de l'indemnité légale.

C'est un tel inconvénient que le législateur a eu en vue de faire disparaître, en soumettant à des formalités rigoureuses le versement de l'indemnité due par le tiers auteur (1).

Entrons maintenant dans quelques détails. Il faut d'abord noter que tout ce que je viens d'exposer ci-dessus ne s'applique qu'en cas d'infirmité permanente et lorsque l'accident n'a donné lieu qu'à une incapacité temporaire, les parties sont complètement libres de convenir du mode de réparation qui leur conviendra. Il en est ainsi tant pour l'indemnité journalière que pour les autres sommes dues en remboursement des frais médicaux, pharmaceutiques ou funéraires.

On remarque à ce sujet que le législateur a employé, dans la prévision de ce cas, une rédaction différente que

(1) V. Discours de M. Millerand, Ch. des dép., 23 mai 1901 : *J. off.*, p. 1127

celle dont il s'est servi à propos de l'infirmité permanente pour l'attribution de rentes : le tiers reconnu responsable *pourra*, dit l'article 7, être condamné... « Cette différence de rédaction montre que, dit M. Sachet, quand des dommages-intérêts sont mis par décision de justice à la charge du tiers responsable, ils doivent tout d'abord revêtir la forme d'une rente viagère ou temporaire, et c'est seulement dans le cas où ils dépassent le taux légal de ces rentes qu'il y a lieu de les accommoder à la forme d'indemnités temporaires et de frais médicaux, pharmaceutiques ou funéraires » (1).

Il y a lieu de noter, à propos des frais médicaux, une bizarrerie produite par le conflit entre l'action de droit commun contre l'auteur responsable, et celle exercée en vertu du risque professionnel. Un ouvrier est, par exemple, renversé sur la voie publique par la voiture d'un tiers, dans l'exercice de son travail, et transporté d'urgence à l'hôpital. Aussitôt que l'administration a connaissance qu'il s'agit d'un accident du travail, elle adresse au patron une lettre l'avisant qu'elle lui réclamera le montant des frais nécessités par le séjour de son ouvrier à l'hôpital (calculés à Paris sur le taux de 4 francs par jour), et en effet, dès la sortie du blessé, le patron est mis en demeure de régler cette note, ce qu'il fait, d'ordinaire, sans sourciller. Si, par la suite, le blessé intente une action au tiers et gagne son procès, le chef d'entreprise ne manquera pas d'intervenir pour avoir remboursement des frais

(1) Loubat, *ibid.*, p. 435.

d'hôpital qu'il a payés, frais qui seront naturellement déduits de la somme totale allouée au blessé.

Si, par exemple, le tribunal alloue une indemnité de trois mille francs, *in globo*, le patron retiendra, je suppose, deux cents francs, de sorte qu'en définitive c'est le blessé qui paiera les frais d'hôpitaux, ce qui n'aurait pas eu lieu si l'accident avait été occasionné en dehors du travail.

En ce qui concerne les rentes allouées soit pour cause d'infirmités permanentes, soit par suite du décès, il convient de remarquer que les formalités exigées par l'article 7 ne sont applicables qu'aux personnes pouvant se prévaloir de la loi de 1898, cela va de soi. Ainsi, les frères et sœurs de la victime pourront, si le tribunal y consent, toucher un capital unique (1).

Ceci admis, examinons la situation des blessés et de leurs ayants cause ; ils n'ont pu toucher, nous le savons, qu'une rente, rente servie par la Caisse nationale des retraites ; mais, quoi qu'il arrive, ne pourront-ils jamais en toucher le capital et seront-ils obligés de recevoir, leur vie durant, l'indemnité sous cette forme ? Par exemple, le conjoint contracte un nouveau mariage, ou l'ouvrier étranger quitte le territoire français ; pourront-ils toucher un capital, et dans l'affirmative, lequel ? Il est certain qu'ils auront le droit de toucher un capital puisque la loi de 1898 elle-même l'autorise expressément dans ces cas ; mais faudra-t-il calculer ce capital d'après le procédé indiqué par l'article 3 de la loi ? Il ne semble pas qu'il faille ad-

(1) Sachet, p. 435 ; Loubat, p. 641.

mettre ce système, car ce que le tribunal a fixé ce n'est pas la rente, comme dans la loi de 1898, mais bien un capital, et c'est en calculant sur cette base, à l'aide des tables qui ne tiennent compte que d'une condition, le décès, que la rente a été déterminée ; de sorte qu'en se libérant par trois versements alors qu'il en avait été prévu un bien plus grand nombre, la caisse ferait un enrichissement sans cause de toute la portion de capital afférente aux arrérages non perçus (1).

Quant aux différentes conversions en capital prévues par la loi de 1898, elles peuvent assurément recevoir leur pleine application dans notre matière (2).

Il convient enfin de noter qu'en raison de l'indépendance absolue des deux actions, le sort de la deuxième instance n'est nullement fixé par une décision rendue sur la première. Et ceci est vrai aussi bien pour la réalité même du préjudice que pour la fixation d'un montant. Ainsi, le tribunal n'est en aucune façon tenu de condamner le tiers auteur à une indemnité calculée d'après celle qu'il a primitivement allouée à la victime en vertu de la loi du 9 avril 1898. Car il ne faut pas oublier que cette dernière n'a pas de caractère définitif et peut être révisée pendant trois ans (3). Dans ce cas d'ailleurs, il est préférable pour le blessé de demander le versement d'une provision.

(1) Sachet, *ibid.*, p. 437.

(2) Sachet, *ibid.* ; Loubat, p. 644.

(3) Trib. Seine, 30 décembre 1904, D. P. 1905.5.4.

SECTION II. — **Actions contractuelles.**

Les seuls tiers contre lesquels la victime d'un accident puisse exercer une action pour ce fait, en vertu d'un contrat, sont, à mon avis, les Compagnies d'assurances. Examinons donc les règles qui dominent leurs rapports. Or, si la jurisprudence et les auteurs sont fixés maintenant sur le droit des blessés à l'encontre des tiers, lorsque la cause de l'action est quasi-délictuelle, il en est tout autrement lorsque la réclamation de l'ouvrier est fondée sur une convention se rattachant aux accidents que ce dernier pourrait subir dans son travail ; faut-il décider que les limitations apportées par les articles 2 et 30 de notre loi ne s'appliquent que dans les rapports entre les blessés et les chefs d'entreprise et, par suite, déclarer valables tous les contrats conclus par une victime d'accident du travail avec un tiers, ou bien, au contraire, doit-on considérer ces contrats comme atteints eux aussi par la règle restrictive de ces articles ? Les opinions sont là-dessus très divisées, et nous avons vu que la jurisprudence de la Cour de cassation semble implicitement adopter la règle prohibitive.

La vérité me paraît devoir être cherchée dans l'esprit de la loi plutôt que dans sa lettre, et surtout dans son fondement même, à savoir le système forfaitaire et transactionnel ; la loi a déterminé exactement quelles étaient, en cette matière, les charges des parties intéressées, a édicté à ce sujet des prescriptions et des prohibitions impératives

auxquelles on ne peut déroger. Il faut donc en conclure, comme nous l'avons fait jusqu'alors, que toutes les conventions qui auront pour résultat définitif de faire supporter à l'une quelconque des parties en cause un poids plus lourd que celui fixé par cette loi devront être annulées ; mais qu'au contraire, toutes les fois qu'un contrat aura uniquement pour but d'alléger le fardeau qui pèse sur les ouvriers et les patrons, rien ne s'opposera à ce qu'il soit sanctionné par une décision judiciaire.

C'est là, à mon avis, une décision équitable et qu'on peut admettre sans inconvénient aucun.

Dans ces conditions, dès l'instant où l'on admet la validité de ces conventions passées entre les ouvriers et les compagnies d'assurances, on est amené à adopter les règles qui dominent la matière des assurances, et sur lesquelles il y a peu d'intérêt pour nous à nous arrêter.

Toutefois, une question qui mérite d'être envisagée est celle du chiffre jusqu'auquel sera autorisé le cumul de l'indemnité allouée par la Compagnie avec la rente servie par le patron (1).

Un ouvrier se blesse, contracte une infirmité permanente, et reçoit une rente viagère calculée à raison d'une réduction de 20 0/0 de sa capacité ; son salaire étant de 2.400 francs, son préjudice est fixé à 480 francs et sa rente à 240 francs. Or, il a contracté une police d'assurance aux termes de laquelle il lui est dû une rente de 300 francs

(1) V. Cabouat, *Traité*, t. II, p. 166.

pour le même accident : le total des sommes qu'il devra recevoir est donc de 540 francs, supérieur de 160 francs au préjudice qu'il a réellement subi. « Dans ce cas, dit M. Sachet, le contrat d'assurance ne peut produire d'effet au delà du préjudice subi, car il est de principe que ce contrat ne peut être une source de bénéfice pour l'assuré. Si le montant des deux indemnités est supérieur à la perte résultant de l'accident, l'indemnité conventionnelle devra être réduite de la somme qui dépasse l'équivalent de ce dommage, car cet excédent cesse d'être une réparation ou indemnité pour devenir une cause d'enrichissement (1). »

Cette idée est contestée par M. Cabouat. « Il n'est nullement de l'essence de l'assurance d'être un contrat d'indemnité : absent de l'assurance sur la vie dont les effets sont indépendants de l'existence d'un préjudice, ce caractère doit, pour des raisons tirées du mécanisme de l'assurance et de l'intention des contractants, demeurer également étranger à l'assurance-accidents. Dans les deux cas, en effet, l'assureur s'engage à fournir, en prévision de l'éventualité déterminée par le contrat, une valeur, — rente ou capital — produit mathématique d'un certain équilibre entre la probabilité des risques et des primes recueillies (2). »

De ces deux théories, laquelle est la bonne ? Il ne me semble guère contestable que ce soit la première ; il y a en effet en sa faveur un argument tout à fait sérieux, et

(1) Note sous Bourges, 26 novembre 1900.

(2) Cabouat, *op. cit.*, t. II, p. 168.

qui est donné par M. Sachet lui-même en un autre endroit : « par cela même qu'on garantit à l'assuré la réparation du préjudice que lui causera la perte de son bien, ou la survenance d'un accident, on diminue l'intérêt qu'il a à la conservation de la chose ou à la préservation de sa propre existence. En tant qu'elle lui donne confiance en l'avenir et qu'elle fortifie son esprit d'initiative, cette atténuation des risques est pour lui un puissant stimulant, mais en dépassant certaines limites elle devient un encouragement à l'incurie ou à l'imprudence, elle manque son but, et constitue un remède pire que le mal (1). »

Je me garderai bien d'ajouter quoi que ce soit à ces excellentes paroles.

Dans ces conditions donc, la Compagnie conservera le supplément d'indemnité dépassant le préjudice réellement souffert par la victime. Il n'y a aucune injustice en cela, car elle a couru le risque de payer la somme totale, et c'est l'existence de ce risque qui est la cause même du contrat. Il en serait autrement si, par exemple, le contrat n'avait pu recevoir son application à la suite d'une erreur fondamentale, comme ce serait le cas si la Cour de cassation constatait que la loi de 1898 interdit ce genre de conventions.

(1) Sachet, *op. cit.*, t. II, p. 170.

CHAPITRE II

ACTIONS DU PATRON.

Nous distinguerons, comme toujours, suivant que la personne poursuivie est le blessé, un préposé ou un tiers.

§ 1^{er}.

Actions dirigées contre la victime, soit en vertu de l'article 1382, soit en vertu d'une convention.

Rappelant le principe fondamental admis par la loi sur les accidents du travail, — à savoir l'immutabilité du chiffre forfaitaire auquel elle a fixé le montant des droits et des obligations réciproques des parties, patrons et ouvriers, — je me bornerai à déclarer une fois de plus que, quel que soit le motif sur lequel repose l'action intentée, dès l'instant où elle prend sa source dans un accident de travail, elle doit se concilier dans ses effets avec ce principe fondamental. Nous examinerons successivement le cas où l'action repose sur l'article 1382, et celui où elle est intentée en vertu d'un contrat.

A. — On peut tout d'abord supposer que le chef d'entreprise actionne un de ses ouvriers, victime d'un accident, mais ne pouvant réclamer le bénéfice de la loi : tel serait le cas, par exemple, de l'ouvrier blessé en commet-

tant intentionnellement l'accident, et ayant occasionné des dégâts matériels à la maison de son patron, comme à la suite d'une explosion provoquée. Dans cette hypothèse, que nous avons déjà considérée sous une de ses faces, l'action du patron sera sans aucun doute recevable, car il n'y a pas, entre lui et la victime, les rapports établis par la loi du 9 avril 1898, laquelle ne s'applique pas à cette espèce. Nous avons, on se le rappelle, adopté la même solution en ce qui concerne les actions des autres préposés qui viendraient à être blessés dans le même accident (1).

Si le chef d'entreprise actionne, au contraire, une personne protégée par notre loi, que pourra-t-il lui réclamer ? De quels préjudices lui pourra-t-il demander réparation ? Tout d'abord il y a une catégorie de dommages pour lesquels la question de recevabilité de l'action ne se pose pas : ce sont ceux qui sont causés par l'obligation légale du patron de verser des indemnités à cette victime ou à ses représentants ; le patron ne peut retirer d'une main ce qu'il donne de l'autre, je m'en voudrais d'insister sur ce point. Mais n'y a-t-il pas d'autres préjudices que la victime pourrait occasionner à son patron, par exemple à la suite de dommages matériels consécutifs à l'accident ? Si, assurément, et la question se pose alors de savoir si le chef d'entreprise pourra demander à l'auteur de l'accident, son ouvrier, le remboursement des sommes qu'il a dépensées pour la réparation des dégâts occasionnés par lui.

En se reportant aux travaux préparatoires, on constate

(1) V. ci-dessus, page 190.

que le point qui nous occupe fit l'objet, lors de la discussion du projet de 1888, d'un amendement de M. de la Batie (1) qui prévoyait un cas analogue à celui-ci et réservait, tant au patron qu'à la victime, le droit de recourir contre les préposés auteurs de l'accident pour tous les dommages causés : l'amendement, sans avoir été discuté, fut rejeté. Il faudrait en conclure à plus forte raison que le patron n'a pas ce droit contre la victime elle-même comme d'ailleurs le reconnaissait déjà M. de la Batie : cette solution est d'ailleurs conforme à la base de la loi, qui repose sur la suppression de la faute objective et de ses conséquences.

B. — *Actions dérivant de contrats.* — Ici le doute n'est possible en aucun point : ou la convention qui motive la poursuite est contraire, c'est-à-dire différente dans ses effets à la loi de 1898, et dans ce cas elle est nulle ; ou elle est conforme à cette loi, et, alors, fait double emploi avec elle. Il convient d'ailleurs de remarquer que jamais une action intentée par le patron contre une victime ne pourra être conforme à la loi de 1898, celle-ci n'ayant conféré aucune action de cette sorte au chef d'entreprise (2).

§ 2.

Actions dirigées contre les préposés.

Aucune convention ne pouvant être imaginée sur cette matière entre le chef d'entreprise et ses préposés, il ne

(1) V. plus haut p. 93.

(2) Cette hypothèse n'est d'ailleurs envisagée par aucun auteur.

nous reste donc à envisager que le cas d'une action reposant sur l'article 1382, par exemple, pour coups et blessures commis volontairement sur un des autres ouvriers. Or, nous avons déjà examiné cette question plus haut, à l'occasion des actions que pouvaient exercer les victimes contre les préposés du patron, et nous avons été amenés à considérer dans ce cas le préposé coupable comme un tiers. Par suite, les droits du patron contre lui seront identiques à ceux qu'il possède contre cette dernière catégorie de personnes qu'il ne nous reste plus maintenant qu'à envisager (1).

§ 3.

Actions exercées contre les tiers.

Des différentes questions que soulève ce chapitre, une d'elles, la désignation du tiers, a déjà été traitée à propos de l'action intentée par la victime, et reçoit naturellement ici la même solution ; je n'y reviendrai donc pas. Un second point : qui peut exercer l'action, me paraît inutile d'être développé, puisque nous nous occupons uniquement du patron et qu'il possède incontestablement ce droit. Il ne reste donc plus à traiter que les conditions de forme et de procédure de l'action, ainsi que la fixation de l'indemnité.

A. — *Forme et procédure.*

La première question qui se pose ici est celle de savoir quand le patron pourra intenter son action, à quel mo-

(1) V. ci-dessus, p. 190.

ment il pourra poursuivre le tiers auteur. Un accident se produit par la faute d'un tiers, dans lequel un de ses ouvriers est blessé ; le patron devra-t-il aussitôt assigner le tiers responsable, ou sera-t-il obligé d'attendre un certain délai, l'arrivée d'une condition ?

Aux termes d'une jurisprudence et d'une doctrine bien arrêtées maintenant, le droit du patron est soumis uniquement à ces deux conditions pour son exercice : 1^o il faut naturellement qu'il soit responsable de l'indemnité légale ; il est évident que si celle-ci n'était pas due, le patron, n'ayant rien à payer, ne pourrait rien réclamer ; 2^o que la victime ou ses représentants aient négligé d'exercer l'action contre le tiers.

Le premier point ne fait pas de difficulté et s'explique de lui-même ; il n'en est pas de même du second. L'action de la victime, si la faute du tiers constitue un délit, se prescrit par trois ans ; par trente ans, si cette faute ne constitue pas une infraction pénale. Le patron ne peut pas attendre l'expiration de ces délais pour la bonne raison qu'alors il serait également forclos ; et la question se pose de savoir à quel moment on devra considérer la victime comme ayant négligé de faire usage de ses droits contre le tiers responsable. Un premier point est certain ; lorsque le blessé aura demandé à son patron le versement des indemnités légales, on pourra conclure de ce fait qu'il aura préféré s'adresser au débiteur qui présente pour lui le plus de certitude, et par suite on sera amené à faire bénéficier

après ces paiements le chef d'entreprise de la subrogation légale (1).

Puis, même en l'absence de tout paiement, le patron pourra exercer cette action : il ne faut pas oublier en effet que le patron n'est pas un débiteur ordinaire ; sa dette présente un caractère de certitude absolue et l'exécution de son obligation doit se faire presque instantanément : par le seul fait qu'un accident est occasionné dans le travail à un de ses ouvriers, le patron peut être assuré d'être un jour obligé de verser à la victime des indemnités prévues par la loi. Il a donc le plus grand intérêt à prendre toutes les mesures conservatoires qui pourraient être utiles en vue de se réserver le recours pour des sommes qu'il devra ainsi déboursier.

Si la victime, qui d'abord n'avait pas intenté d'action contre le tiers, engageait les poursuites, le patron qui l'aurait devancée devra interrompre l'exercice de la sienne, car il ne peut agir, aux termes de l'article 7, qu'autant que la victime néglige de le faire. Ce cas se présentera d'ailleurs rarement, car la partie qui serait sur le point de poursuivre en second lieu a plus d'intérêt au point de vue des frais engagés à attendre qu'une solution soit intervenue, et à en faire état ensuite pour son propre profit contre le tiers déjà condamné. En tous cas, il restera toujours au patron la ressource d'intervenir dans l'instance comme l'y autorise expressément l'article 7 (2).

(1) Sachet, p. 432 ; Loubat, p. 632.

(2) Cass., 13 février 1904, D. P. 1904. 1. 533.

Si le juge de paix procède à son enquête, le patron, afin de se réserver le recours contre le tiers, devra-t-il sommer celui-ci d'assister à l'enquête ? Encore que la pratique ne soit pas souvent conforme à cette décision, on ne peut que répondre négativement. En effet, l'instance exercée, et dont l'enquête du juge de paix n'est qu'une phase, est celle intentée en vertu de la loi de 1898 : or, nous savons que cette action est complètement indépendante de celle du droit commun et qu'on ne peut, par une seule et même instance, poursuivre à la fois le patron et le tiers responsable : celui-ci ne devra donc pas assister à l'enquête, dont les résultats ne pourront dès lors lui être opposés.

B. — *Montant et fixation de l'indemnité.*

Que pourra réclamer le chef d'entreprise ? A coup sûr, les restrictions formulées par la loi de 1898 sur la forme sous laquelle doivent être versées les indemnités, ne lui sont pas applicables. Dès lors, il devra toucher les dommages-intérêts alloués sous la forme ordinaire, c'est-à-dire un capital. Il n'y a rien à ajouter sur ce point.

D'une manière générale, le patron pourra réclamer toutes les sommes auxquelles il est tenu en vertu de la loi, et ces sommes seulement, en vertu de la subrogation légale qui lui est dévolue. Mais faut-il en conclure que si le tiers était à son tour créancier de la victime, il pourrait opposer de ce chef la compensation au patron ? Nullement, car les sommes dont le patron demande le remboursement sont, par leur nature, incessibles et insaisissables, et ne peuvent

faire l'objet d'une compensation. Il en serait toutefois autrement si la créance du tiers était alimentaire (1).

Enfin si, à la poursuite du patron, le tiers oppose une transaction qu'il aurait conclue avec la victime, que faudrait-il décider ? Les deux opinions contraires ont, dit-on, été soutenues et consacrées par les auteurs et la jurisprudence. D'après un arrêt du 27 juin 1903 de la Cour de Paris (2), la transaction serait opposable au patron pour ce motif que l'ouvrier est maître de son action vis-à-vis du tiers responsable, et que c'est au patron à veiller à la sauvegarde de ses intérêts. Au contraire, un jugement du tribunal de la Seine du 7 novembre 1903 (3) a décidé qu'une convention de ce genre était *res inter alios acta* pour le patron, qui avait dès lors le droit de réclamer au tiers responsable la totalité des sommes qu'il avait payées à l'ouvrier.

La question présente donc un certain intérêt, d'autant que pratiquement elle peut donner lieu à de fréquentes difficultés. Examinons donc les raisons invoquées par l'un et l'autre de ces deux opinions.

Si nous nous reportons à l'arrêt précité de la Cour de Paris, nous constatons qu'il est loin d'avoir la signification qu'on en tire généralement ; l'espèce était la suivante : W., blessé au service de la Compagnie Parisienne de Transports, avait, préalablement à l'exercice de son action contre son chef d'entreprise, transigé avec la Compagnie Générale

(1) Cabouat, p. 457.

(2) *Revue judic. des accidents du travail* (1903), p. 278.

(3) *Ibid.* (1904), p. 103.

des Omnibus, auteur responsable de son accident, pour une somme donnée à titre d'indemnité définitive. S'étant retourné ensuite contre la Compagnie Parisienne de Transports, son patron, pour avoir paiement de la rente à lui due en vertu de la loi de 1898, il se vit opposer par celle-ci la transaction qu'il avait passée avec l'auteur responsable de son accident, sous prétexte que cette transaction fixait le montant de l'indemnité qui était due en vertu de la loi de 1898, laquelle ne pouvait par suite être supérieure à celle qui avait été acceptée par le blessé de la part du tiers responsable. Condamnée en première instance, la Compagnie alla devant la Cour, qui rendit un arrêt où se trouvaient notamment les dispositions suivantes :

« Considérant que W., maître de l'action qu'il avait, aux termes du droit commun, contre la Compagnie Générale des Omnibus, a pu transiger avec cette Compagnie, sans que la Compagnie appelante soit fondée à lui faire grief de ce que cette transaction l'aurait privée de tout recours contre la Compagnie Générale des Omnibus ; que ce point fût-il constant, *la loi de 1898 n'édicte aucune déchéance qui puisse être opposée à W...*

« Qu'au surplus la Compagnie Générale des Omnibus ne figurant pas dans l'instance actuelle, il n'échet de rechercher si la Compagnie Parisienne de Transports serait fondée ou non à exercer une action nécessaire contre cette Compagnie à raison des condamnations qui pourront être prononcées contre elle. »

Cet arrêt se trouve ainsi réduit à ses justes propor-

tions : ce qu'il résout, ce n'est pas la question de validité de la convention dans les rapports entre le tiers qui l'a conclue et le chef d'entreprise, mais uniquement le point de savoir si une telle transaction peut être opposée par le patron à la victime : ce qui est tout différent : la négative s'imposait d'ailleurs.

La question est donc laissée entière par cet arrêt du 17 juin 1903.

Considérons maintenant le jugement rendu par le tribunal de la Seine le 7 novembre 1903. Cette fois, l'espèce sur laquelle il s'est prononcé est bien celle qui nous intéresse : Le tiers auteur de l'accident ayant conclu une transaction avec le blessé seul, malgré l'avis qu'il avait reçu du chef d'entreprise, celui-ci, pour obtenir le remboursement des frais médicaux qui dépassaient le chiffre de la transaction, assigna le tiers responsable devant le juge de paix, qui le débouta. Appel fut alors formé devant le tribunal civil de la Seine qui donna gain de cause au chef d'entreprise pour les motifs suivants :

Après avoir rappelé l'article 7 de la loi, et les droits qu'il confère au patron dans l'instance engagée par le blessé contre le tiers responsable, le jugement continue en ces termes :

« Attendu qu'il résulte évidemment de ces prescriptions que le législateur en accordant sa protection à l'ouvrier, a entendu sauvegarder également les intérêts du patron auquel il a accordé personnellement les droits nécessaires à cet effet et empêcher que ces intérêts puissent être compromis par l'incurie ou la mauvaise foi de l'ouvrier que

leurs droits doivent donc pouvoir se surveiller et s'exercer concurremment sans qu'il puisse être porté atteinte aux uns et aux autres...

« Attendu que la loi ayant accordé au patron le droit d'intervenir dans une instance judiciaire intentée par l'ouvrier, il ne peut être admis à plus forte raison que l'ouvrier ait le droit de transiger secrètement avec le tiers responsable sans l'intervention ou l'assentiment du patron dont les droits pourraient être ainsi sérieusement compromis par suite d'une connivence de l'ouvrier ou même de l'ignorance de ses droits ; que cette transaction doit donc, à l'égard du patron, être considérée comme une *res inter alios acta* et ne peut lui être opposable ;

« Attendu qu'on objecterait vainement que l'action contre le tiers responsable ne peut être exercée par le chef d'entreprise aux lieu et place de la victime que si celle-ci néglige d'en faire usage, et que cette dernière en a fait usage par la transaction ; qu'en effet c'est le principe même de ce droit de transaction en dehors de la connaissance du patron qui doit être absolument contesté à l'ouvrier pour les motifs juridiques sus-énoncés...

En conséquence, le tribunal a condamné le tiers responsable à payer au chef d'entreprise le montant des frais que lui avait occasionnés l'accident. Cette décision est approuvée par M. Loubat, qui est seul à donner son avis sur cette question (1). Et il me semble qu'en effet cette solution mérite d'être approuvée, tant en droit qu'en équité.

(1) Loubat, *op. cit.*, p. 635.

CHAPITRE III

ACTIONS EXERCÉES PAR LES TIERS

Les tiers (c'est-à-dire les personnes autres que le patron, ses préposés, la victime et l'auteur de l'accident pour lequel il n'y a plus rien à dire) subissent bien rarement, dans leurs droits, une atteinte du chef de cette loi : seules les personnes qui, par profession, sont en contact journalier avec les différents intéressés soumis à la loi, peuvent voir leurs droits tantôt étendus, tantôt restreints : parmi les premiers on peut citer les médecins, les pharmaciens, etc., parmi les seconds, les assureurs, les hommes d'affaires.

1. — *Médecins.*

La loi de 1898 n'a apporté à l'exercice des droits des médecins, pour le paiement de leurs honoraires, aucune restriction : bien mieux, elle l'a facilité considérablement en permettant à ceux qui ont donné leurs soins aux blessés de poursuivre directement, contre le chef d'entreprise, le paiement de leurs honoraires sans être obligés au préalable d'agir contre la victime.

Cette question n'a jamais donné lieu à aucune difficulté de principe, et je ne m'y arrêterais pas, s'il n'y avait une difficulté que m'a révélée l'expérience, difficulté à vrai dire, beaucoup plus théorique que pratique. On sait en

effet que la prescription édictée par la loi de 1898 pour les actions tendant au paiement des diverses indemnités qu'elle prévoit, est d'un an ; que, d'autre part, l'action de droit commun des médecins contre leurs clients se prescrit par deux ans. Il s'ensuit que les médecins peuvent agir pendant un an contre le patron et le blessé à la fois, dant deux ans contre ce dernier seul.

Or, supposons maintenant (j'ai vu le cas se produire), qu'un médecin négligent reste plus d'un an dans l'inaction, et ne réclame ses honoraires que lorsque la prescription est acquise au chef d'entreprise. Ne pouvant actionner ce dernier, il s'adressera alors au blessé qui est encore tenu vis-à-vis de lui et se fera régler le montant de ses honoraires. Quelle sera alors la situation de ce dernier, qui, ne pouvant se retourner contre le chef d'entreprise, devra supporter en définitive la charge des frais médicaux, par suite d'une négligence commise par le médecin ? Ne serait-il pas plutôt en droit de répondre à celui-ci qu'il a commis une faute en retardant si longtemps la présentation de sa note d'honoraires, faute dont il serait juste qu'il supportât les conséquences ? Evidemment la question est délicate.

Cette espèce ne s'est jamais présentée, à ma connaissance du moins ; la raison en est que lorsque le médecin ne peut se faire régler par le patron, il abandonne le recouvrement de sa note, en raison de l'aléa que présenterait l'autre solution.

II. — *Assureur.*

On sait qu'aux termes de l'article 16, modifié par la loi du 31 mars 1905, l'assureur du chef d'entreprise est substitué à ce dernier dans les condamnations prononcées en paiement de rentes et pensions. Par suite, la Compagnie d'assurance qui a contracté avec le chef d'entreprise possède, de son chef, une action en remboursement de la somme versée contre l'auteur de l'accident, tout comme le chef d'entreprise. Dans ce cas, la question peut même se poser de savoir si l'action de ce dernier ne serait pas irrecevable pour défaut d'intérêt, par suite de la substitution de la Compagnie d'assurances pour le service de la rente. Cependant, comme le remarque M. Suchet (1), le patron peut encore avoir un intérêt dans ce cas, d'abord parce qu'il est toujours débiteur de l'indemnité temporaire, ensuite parce qu'il peut se trouver en déchéance vis-à-vis de la Compagnie d'assurances qui se retournerait contre lui après avoir payé la victime.

L'action de l'assurance contre le tiers auteur de l'accident est exercée en vertu du droit commun et par suite est soumise aux règles ordinaires.

III. — *Intermédiaires.*

Le paragraphe 4 de l'article 30 est ainsi conçu : « Sont nulles de plein droit et de nul effet les obligations contractées pour rémunération de leurs services envers les

(1) T. I, p. 439.

intermédiaires qui se chargent, moyennant émoluments convenus à l'avance, d'assurer aux victimes d'accidents ou à leurs ayants droit le bénéfice des instances ou des accords prévus aux articles 15, 16, 17 et 18. »

Ainsi que l'indique la simple lecture de cet article, deux conditions sont exigées pour entraîner la nullité de la convention : 1^o des émoluments doivent avoir été convenus d'avance ; 2^o le bénéfice des indemnités légales doit avoir été par ces intermédiaires.

Par suite, aux termes d'une circulaire du ministre de la justice du 29 août 1905, on doit en conclure que cet intermédiaire, s'il a porté une aide réellement efficace à la victime, pourra réclamer une indemnité, ou mieux une rémunération, mais les tribunaux, pour en déterminer le montant, ne seront pas liés par la convention qui est nulle et inexistante.

Enfin cette nullité ne frappe que les conventions ayant pour but d'assurer le bénéfice des articles 15, 16, 17 et 19, et non, par exemple, celui de l'article 7, pour lequel, là encore, le droit commun continue à s'appliquer.

Vu :

Le Président de la thèse,
R. JAY.

Vu :

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
Pour le Vice-Recteur, l'Inspecteur d'Académie,
ISTRIA.

ANNEXES

Proposition de loi de M. Martin Nadaud (du 29 mai 1880).

Article unique. — Lorsqu'un homme, louant son travail à un autre, s'est blessé ou tué à son service, l'employeur sera de plein droit responsable, à moins qu'il ne prouve que l'accident a été le résultat d'une faute commise par la victime.

Amendement de M. Alfred Girard (du 10 janvier 1882).

CONTRE-PROJET.

ART. 1^{er}. — Il sera ajouté, à l'article 1384 du Code civil, un paragraphe final ainsi conçu :

« Dans les usines, manufactures, fabriques, chantiers, mines et carrières, chemins de fer, et, en outre, dans les autres exploitations de tout genre, où il est fait usage d'un outillage à moteur mécanique, le patron est présumé responsable des accidents survenus, dans le travail, à ses ouvriers ou préposés. Mais cette présomption cesse lorsque le patron fournit la preuve, ou bien que l'accident est arrivé par force majeure qui ne peut être imputé, ni à lui, ni aux personnes dont il doit répondre, ou bien que l'accident a pour cause exclusive la propre imprudence de la victime. »

ART. 2. — Il sera ajouté, à la fin de l'article 404 du Code de procédure civile, la disposition suivante :

« Les demandes en indemnités, pour accidents, prévus au paragraphe final de l'article 1384 du Code civil. En ce dernier cas,

dans les causes sujettes à appel, les dépositions seront rédigées par écrit par le greffier et signées par le témoin ; en cas de refus, mention en sera faite. »

ART. 3. — Il sera ajouté au texte de l'article 2101 du Code civil, après ces mots : « 4^o Les salaires des gens de service pour l'année échue et ce qui est dû pour l'année courante », la disposition suivante :

« Et les indemnités, pour accidents, dues en exécution du paragraphe de l'article 1384 du Code civil. »

Proposition de loi de M. Léon Peulevey.

PROPOSITION DE LOI.

ART. 1^{er}. — Tous les accidents graves arrivant dans l'exécution d'un travail commandé, lorsqu'ils seront le résultat d'un cas fortuit, de la force majeure ou même d'une imprévoyance légère de la victime, seront à la charge de l'Etat, sous les conditions ci-après établies.

ART. 2. — Tout ouvrier qui voudra profiter des indemnités garanties par l'Etat, en cas d'accidents graves dans l'exécution d'un travail, devra justifier du paiement d'une somme de 2 francs entre les mains du percepteur de sa circonscription.

La quittance qui lui sera délivrée sera valable pour un an.

ART. 3. — Toutes les sommes ainsi versées seront centralisées à la Caisse des dépôts et consignations qui sera chargée de faire gratuitement le service de la caisse des accidents du travail.

ART. 4. — En cas d'accident grave, tout employeur, maître ou patron, sera tenu, sous peine d'être présumé fautif, d'avertir immédiatement ou au plus tard dans les vingt-quatre heures, le juge de paix du canton où l'accident aura eu lieu, et ce magistrat devra procéder sans retard à une enquête sur les causes et les circonstances dudit accident, en se faisant, au besoin, assister de tel expert qu'il jugera compétent.

Il dressera procès-verbal des faits et des témoignages recueillis.

La minute en sera déposée au greffe de son tribunal et copie en sera envoyée au procureur de la République.

Pareille copie sera délivrée sans frais et sur papier libre aux parties intéressées, si elles le requièrent.

ART. 5. — Quel que soit le résultat de l'enquête et quelles que soient les causes probables de l'accident, le magistrat enquêteur, sur l'avis du docteur qui aura soigné la victime, et sur la demande des parties intéressées, parents, amis ou voisins, délivrera un bon d'assistance provisoire sur la caisse des accidents du travail, en tenant compte des besoins de la victime et de sa famille.

Ce premier secours pourra être renouvelé de quinzaine en quinzaine sur l'avis du docteur, pendant un délai de deux mois. Passé ce délai, le secours ne pourra être continué sur la caisse des accidents que sur la décision de la commission spéciale administrative dont il sera ci-après parlé.

ART. 6. — Dans la quinzaine de l'accident, la victime ou son conjoint, ses ascendants ou autres parents intéressés devront saisir les tribunaux compétents de leur action en responsabilité, sous peine d'être déclarés forclos ; ils y appelleront le représentant légal de la caisse des accidents, c'est à-dire le trésorier-payeur général ou le receveur particulier des finances.

ART. 7. — L'assistance judiciaire sera de droit et tous les actes de la procédure seront visés pour timbre et enregistrés en débet.

ART. 8. — S'il est jugé que l'accident est le résultat d'un cas fortuit, de la force majeure, ou même d'une imprévoyance légère de l'ouvrier, la victime de l'accident sera renvoyée à se pourvoir devant la commission administrative, ci-après établie, pour y faire déterminer l'importance des indemnités temporaires ou de la pension à laquelle elle pourra avoir droit, sans que cette pension puisse, en aucun cas, dépasser 800 francs par an.

Un règlement d'administration publique déterminera l'organisation et les attributions de la commission spéciale administrative qui devra fonctionner dans chaque chef-lieu d'arrondisse-

ment et qui aura pour mission de statuer sur les réclamations des victimes ou de leurs familles.

ART. 9. — Si, au contraire, l'accident a eu pour cause la faute ou la négligence de l'employeur, la responsabilité pèsera tout entière sur lui, d'après les règles du droit commun, et la caisse obtiendra contre lui le remboursement de ses avances. Elle ne demeurera tenue, pour tout ou partie, que dans les cas d'insolvabilité du maître.

En cas de faute grave de la part de la victime, elle n'aura droit qu'aux secours provisoires.

ART. 10. — Les honoraires du docteur qui aura soigné la victime, ainsi que les médicaments fournis par le pharmacien, seront acquittés par la caisse des accidents, sur le visa du magistrat qui aura fait l'enquête et, sauf recours contre le maître ou patron, dans le cas de responsabilité prononcée.

Proposition de loi de M. Félix Faure (du 11 février 1882).

ART. 1^{er}. — Le chef de toute entreprise industrielle, commerciale ou agricole est responsable, dans les limites de la présente loi, du dommage causé à tout ouvrier ou employé tué ou blessé dans le travail, soit que l'accident qui a amené la mort ou les blessures provienne du bâtiment, de l'installation de l'entreprise ou de l'outil employé, soit qu'il provienne du travail même.

Il ne sera fait d'exception à cette règle que pour les faits criminels ou délictueux, dont l'auteur reste responsable, suivant les principes du droit commun.

ART. 2. — La responsabilité du chef de l'entreprise est établie dans les conditions suivantes : . . .

ART. 3. — En cas d'accident entraînant une incapacité de travail, l'employeur est tenu, sous peine d'une amende de 16 à 100 fr., d'avertir, dans les vingt-quatre heures, le juge de paix

du canton où s'est produit l'accident, et ce magistrat devra procéder sans retard à une enquête sur les causes et les circonstances dudit accident.

Il dressera procès-verbal des faits et témoignages recueillis. La minute en sera déposée au greffe de son tribunal et copie en sera envoyée au procureur de la République et à l'inspecteur du travail des enfants et filles mineures de la région.

Ledit inspecteur enverra chaque semestre, sous forme de rapport, au ministre du commerce, une statistique de tous les accidents de la région.

ART. 4. — A la requête de la victime ou de ses ayants droit, le juge de paix convoquera au chef-lieu du canton où s'est produit l'accident un tribunal arbitral, composé du juge de paix président, du maire ou de l'adjoint de la commune où la victime avait son domicile au moment de l'accident ; de l'inspecteur du travail des enfants et filles mineurs de la région ; d'un patron et d'un ouvrier désignés par le conseil des prud'hommes du canton, s'il y en a, sinon par le conseil municipal de la commune où s'est produit l'accident.

Ce tribunal appréciera s'il y a ou non incapacité complète de travail et, en cas d'incapacité partielle, fixera le montant de l'indemnité dans les limites prescrites par l'article 2.

Il pourra, si, au moment de sa convocation, les conséquences entraînées par l'accident lui paraissent douteuses, ordonner une provision et renvoyer son jugement à une date ultérieure, dans les six mois qui suivront.

ART. 5. — Les décisions du tribunal arbitral sont sans appel.

ART. 6. — Les créances des ouvriers tués ou blessés ou de leurs ayants droit, pour le paiement des indemnités qui leur sont dues en raison de l'accident, sont privilégiées au même titre que celles énumérées dans l'article 2101 du Code civil.

ART. 7. — Les indemnités et rentes établies par la présente loi sont incessibles et insaisissables.

ART. 8. — Les actions en responsabilité prévues par la présente loi se prescrivent par un an, à compter du jour de l'accident.

ART. 9. — Toute convention intervenant entre patrons et ouvriers contrairement aux dispositions de la présente loi est nulle de plein droit.

**Premier rapport, du 28 mars 1882, au nom de la
commission, par M. Alfred Girard.**

PROPOSITION DE LOI

ART. 1^{er}. — Il sera ajouté, à l'article 1384 du Code civil, un paragraphe final ainsi conçu :

« Dans les usines, manufactures, fabriques, chantiers, mines et carrières, chemins de fer, et, en outre, dans les autres exploitations de tout genre, où il est fait usage d'un outillage à moteur mécanique, le patron est présumé responsable des accidents survenus, dans le travail, à ses ouvriers et préposés. Mais cette présomption cesse lorsque le patron fournit la preuve, ou bien que l'accident est arrivé par force majeure ou cas fortuit qui ne peuvent être imputés ni à lui, ni aux personnes dont il doit répondre, ou bien que l'accident a pour cause la propre imprudence de la victime.

ART. 2. — Il sera ajouté à la fin de l'article 404 du Code de procédure civile, la disposition suivante :

« Les demandes en indemnités, pour accidents, prévues au paragraphe final de l'article 1384 du Code civil. En ce dernier cas, dans les causes sujettes à appel, les dépositions seront rédigées par écrit par le greffier et signées par témoin ; en cas de refus, mention en sera faite. »

**Second rapport, du 14 novembre 1882, au nom de la
commission, par M. Martin Nadaud.**

PREMIÈRE PROPOSITION DE LOI.

ART. 1^{er}. — Le chef de toute entreprise industrielle, commerciale ou agricole est responsable, dans les limites de la présente

loi, du dommage causé à tout ouvrier ou employé tué ou blessé dans le travail, soit que l'accident qui a amené la mort ou les blessures provienne du bâtiment, de l'installation de l'entreprise ou de l'outil employé, soit qu'il provienne du travail même.

Il ne sera fait d'exception à cette règle que pour les faits criminels ou délictueux, dont l'auteur reste responsable, suivant les principes du droit commun.

ART. 2. — La responsabilité du chef de l'entreprise est établie dans les conditions suivantes :

ART. 3. — Toutefois, si l'accident donne lieu à des poursuites dirigées conformément aux dispositions de l'article 319 du Code pénal, soit contre l'employeur, soit contre des tiers, les intéressés pourront, en se portant partie civile au procès, obtenir, indépendamment des indemnités fixées par l'article 2, des dommages-intérêts.

ART. 4. — En cas d'accident entraînant une incapacité de travail, l'employeur est tenu, sous peine d'une amende de 16 à 100 francs, d'avertir, dans les vingt-quatre heures, le juge de paix du canton où s'est produit l'accident, et ce magistrat devra procéder sans retard à une enquête sur les causes et les circonstances dudit accident.

Il dressera procès-verbal des faits et témoignages recueillis. La minute en sera déposée au greffe de son tribunal et copie en sera envoyée au procureur de la République et à l'inspecteur du travail des enfants et filles mineurs de la région.

Ledit inspecteur enverra chaque semestre, sous forme de rapport, au ministre du commerce, une statistique de tous les accidents de la région.

ART. 5. — A la requête de la victime ou de ses ayants droit, le juge de paix convoquera au chef-lieu du canton où s'est produit l'accident, un tribunal arbitral composé du juge de paix, président ; du maire ou de l'adjoint de la commune où la victime avait son domicile au moment de l'accident ; de l'inspecteur du travail des enfants et filles mineurs de la région ; d'un patron et d'un ouvrier désignés par le conseil des prud'hommes du canton,

s'il y en a, sinon par le conseil municipal de la commune où s'est produit l'accident.

Ce tribunal appréciera s'il y a ou non incapacité complète de travail, et, en cas d'incapacité partielle, fixera le montant de l'indemnité dans les limites prescrites par l'article 2.

Il pourra, si, au moment de sa convocation, les conséquences entraînées par l'accident lui paraissent douteuses, ordonner une provision et renvoyer son jugement à une date ultérieure dans les six mois qui suivront.

ART. 6. — Les décisions du tribunal arbitral sont sans appel.

ART. 7. — Les créances des ouvriers tués ou blessés ou de leurs ayants droit, pour le paiement des indemnités qui leur sont dues en raison de l'accident, sont privilégiées au même titre que celles énumérées dans l'article 2101 du Code civil.

ART. 8. — Les indemnités et rentes établies par la présente loi sont incessibles et insaisissables.

ART. 9. — Les actions en responsabilité prévues par la présente loi se prescrivent par un an, à compter du jour de l'accident.

ART. 10. — Toute convention intervenant entre patrons et ouvriers, contrairement aux dispositions de la présente loi, est nulle de plein droit.

Troisième rapport au nom de la Commission, 16 février 1884.

PROPOSITION DE LOI.

TITRE I^{er}. — *De la responsabilité du droit commun.*

ART. 1^{er}. — Dans les cas où, actuellement, et aux termes du droit commun, l'ouvrier, victime d'un accident de travail, est admis à réclamer judiciairement une indemnité représentative de l'intégralité du préjudice par lui souffert, — il n'est rien innové à la législation existante, sauf en ce qui concerne le mode de preuve et de procédure, dans certaines industries, ainsi qu'il est réglé aux articles 2 et 3 ci-après.

ART. 2. — Dans les usines, manufactures, fabriques, chantiers, mines et carrières, entreprises de transport, et, en outre, dans

les autres exploitations de tout genre où il est fait usage d'un outillage à moteur mécanique, le chef de l'entreprise est présumé responsable des accidents survenus dans le travail, à ses ouvriers et préposés.

Mais cette présomption cesse, lorsqu'il fournit la preuve, ou bien que l'accident est arrivé par force majeure ou cas fortuit qui ne peuvent être imputés, ni à lui, ni aux personnes dont il doit répondre, ou bien que l'accident a pour cause exclusive la propre imprudence de la victime.

ART. 3. — Il sera ajouté, à la fin de l'article 404 du Code de procédure civile, la disposition suivante :

« Les demandes en dommages-intérêts, intentées en vertu des articles 1382 à 1386 inclus, du Code civil. »

TITRE II. — *De la responsabilité spéciale, à raison du risque professionnel.*

ART. 4. — Dans les industries spécifiées en l'article 2 qui précède, le chef de l'entreprise (sans préjudice de la responsabilité qui lui incombe aux termes du droit commun), encourt, vis-à-vis des personnes qu'il emploie, une responsabilité spéciale à raison du risque professionnel, et doit, en conséquence, dans les limites fixées à l'article 6 ci-après, venir en aide à tout ouvrier ou employé victime d'un accident dans l'exécution de son travail.

ART. 5. — Par exception, est déchue de tout droit à réclamer le bénéfice de cette responsabilité spéciale, la victime qui se sera intentionnellement exposée à l'accident, lorsqu'il y aura eu, pour le chef de l'entreprise ou ses préposés, impossibilité de l'en préserver.

ART. 6. — La responsabilité spéciale dont il s'agit est limitée aux chiffres des pensions de secours, que la caisse d'assurances en cas d'accidents (établie par la loi du 11 juillet 1868) alloue actuellement à l'assuré ou aux ayants droit de l'assuré, lorsque la prime annuelle est de 8 francs : le tout conformément aux prescriptions et aux distinctions édictées en ladite loi du 11 juillet 1868.

ART. 7. — L'action à intenter, en vertu des trois articles pré-

cédents, devra être, à peine de déchéance, introduite dans les six mois du jour de l'accident.

Elle sera formée devant le juge de paix, dans le ressort duquel aura eu lieu cet accident.

Le demandeur jouira, de plein droit, du bénéfice de l'assistance judiciaire. Sur sa simple déclaration, le juge de paix invitera immédiatement le syndic des huissiers à désigner un huissier.

ART. 8. — Le juge de paix prononcera sur l'action et sur les exceptions, s'il s'en élève.

Il appréciera s'il y a incapacité absolue de travail ou seulement incapacité permanente du travail de la profession, et il fixera, dans les limites indiquées à l'article 6, la pension ou les secours à allouer.

Il lui sera loisible, si les conséquences de l'accident ne peuvent être encore exactement déterminées, de renvoyer son jugement définitif à une date ultérieure, dans les six mois qui suivront.

Dans tous les cas, si le défendeur justifie avoir contracté, au profit du demandeur, une assurance à la caisse établie par la loi du 11 juillet 1868, le juge de paix sera tenu de surseoir jusqu'à ce que le comité, institué par les articles 23 et suivants du décret du 10 août 1868, modifié par le décret du 13 août 1877, ait donné son avis en exécution de l'article 29 du premier de ces décrets ; et le jugement à intervenir devra se conformer à cet avis, en ce qui concerne la détermination du genre d'incapacité de travail.

ART. 9. — Les jugements rendus par le juge de paix ne seront pas susceptibles d'appel.

Ils ne pourront être attaqués, par la voie du recours en cassation, que pour excès de pouvoir.

ART. 10. — Les créances de la victime ou de ses ayants droit, résultant du titre II de la présente loi, sont privilégiées dans les mêmes termes que celles énumérées en l'article 2101 du Code civil.

Les rentes viagères constituées sont incessibles et insaisissables.

ART. 11. — Si l'accident donne ouverture à l'exercice d'ac-

tions en responsabilité de droit commun, dirigées, conformément aux dispositions des articles 319 et 320 du Code pénal ou des articles 1382 et suivants du Code civil, soit contre le chef d'industrie, soit contre des tiers, il demeurera loisible aux intéressés d'exercer ces actions, sans qu'il puisse être opposé aucune fin de non-récevoir à raison de l'instance précédemment portée devant le juge de paix.

Mais l'indemnité qui serait obtenue, dans les termes du droit commun, en vertu des articles du Code pénal ou du Code civil susvisés, et le montant de la condamnation qui aurait été prononcée par le juge de paix, en vertu du titre II de la présente loi, ne pourront pas être cumulés. Le montant de la condamnation prononcée par le juge de paix, s'il a été précédemment touché, viendra, jusqu'à due concurrence, en déduction du chiffre de l'indemnité qui serait ultérieurement allouée pour responsabilité de droit commun.

TITRE III. — *Dispositions communes aux deux titres précédents.*

ART. 12. — Si le chef d'entreprise avait contracté une assurance, à raison de la responsabilité lui incombant vis-à-vis de ses ouvriers ou employés, la condamnation prononcée au profit de la victime de l'accident ou de ses ayants droit, emportera privilège dans les termes de l'article 2102 du Code civil, sur l'indemnité due par l'assureur, et jusqu'à concurrence du montant des condamnations.

ART. 13. — Toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit.

Projet de loi concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail (Texte adopté par le Sénat le 20 mai 1890).

TITRE PREMIER. — *Des indemnités en cas d'accidents.*

ART. 1^{er}. — Dans toute industrie où le travail sera reconnu dangereux, le chef de l'entreprise est responsable de tout accident

survenu par le fait du travail ou à l'occasion du travail à ses ouvriers ou employés, à moins qu'il ne prouve que cet accident est survenu par la faute lourde de la victime.

Si l'accident est dû à une imprudence ou à une négligence légère du patron ou de ses préposés, ou de l'ouvrier, à un cas fortuit ou de force majeure ou si la cause est inconnue, l'indemnité est à la charge du chef de l'entreprise, dans les conditions et conformément aux distinctions qui seront déterminées ci-après.

Si l'accident est dû à la faute lourde du chef de l'entreprise ou de ceux qu'il a préposés à la direction et à la surveillance des travaux, les articles 1382 et suivants du Code civil continueront à être appliqués.

Ces articles sont applicables aux exploitations gérées pour le compte de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics.

Un règlement d'administration publique déterminera les industries dans lesquelles le travail, soit dans son ensemble, soit dans certains points, sera reconnu dangereux.

Le bénéfice de l'assistance judiciaire sera acquis à l'ouvrier ou employé victime de l'accident, ou à ses ayants droit, dans les conditions qui seront déterminées ultérieurement.

ART. 4. — La victime ou ses ayants droit conserve contre les auteurs de l'accident, autres que le chef de l'entreprise ou ses préposés, le droit à la réparation du préjudice causé. Toutefois, dans le cas où la victime de l'accident aurait obtenu d'un tiers déclaré indispensable une indemnité, le chef de l'entreprise sera exonéré des allocations mises à sa charge par l'article 2, dans la proportion de l'indemnité supportée par l'auteur de l'accident.

ART. 5. — Les employés et ouvriers dont les appointements dépassent 2,400 fr. ne bénéficieront que jusqu'à concurrence de cette somme des dispositions de la présente loi.

ART. 18. — Toute convention contraire à la responsabilité du chef d'entreprise, telle qu'elle est établie dans la présente loi, est nulle de plein droit.

Si le chef d'entreprise, par des conventions particulières passées avec ses employés et ouvriers, ou par des versements faits à leur profit dans les caisses d'une institution de prévoyance, a assuré aux victimes d'accidents ou à leurs ayants droit des allocations en capital ou des pensions viagères, il sera tenu seulement de compléter jusqu'à due concurrence le montant des indemnités prévues par la présente loi.

Projet de loi adopté par la Chambre en 1893.

TITRE PREMIER. — *Entreprises soumises à l'assurance.*
Accidents. — Indemnités.

ART. 1^{er}. — Les accidents survenus, dans leur travail et à l'occasion de leur travail, aux ouvriers et employés et occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, entreprises de transports, de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines, minières, carrières, et en outre, dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou employées des matières explosibles, ou dans laquelle il est fait usage d'une machine à vapeur ou de toute autre machine mue par une force élémentaire (vent, eau, vapeur, gaz, air chaud, électricité, etc.) ou par des animaux, donnent droit, au profit de la victime ou de ses représentants, à une indemnité dont l'importance et la nature sont déterminées ci-après.

Cette disposition est applicable aux ouvriers et employés des entreprises et exploitations analogues de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics.

ART. 2. — Les employés et ouvriers dont le salaire annuel dépasse 2.000 francs ne bénéficient que jusqu'à concurrence de cette somme des dispositions de la présente loi.

.

TITRE V. — *Responsabilité. — Action en indemnité. — Révision.*

ART. 30. — Aucune des indemnités déterminées par la présente

loi ne peut être attribuée à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident.

Il doit être sursis à statuer par le tribunal arbitral, tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique, intentée avant ou pendant l'instance en indemnité.

ART. 31. — Le tribunal arbitral a le droit, s'il est prouvé par le patron, ou la circonscription, que l'accident est dû à une faute lourde de l'ouvrier, de diminuer ou même de refuser toute pension à la victime ou à ses représentants.

ART. 32. — Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à la faute lourde du chef d'entreprise ou de l'un de ceux qu'il a préposés à la direction ou à la surveillance des travaux, le tribunal arbitral peut majorer les indemnités du titre premier.

L'indemnité normale est seule portée au compte de la circonscription et comprise dans la répartition.

Le paiement de l'indemnité supplémentaire est poursuivi contre le chef d'entreprise.

La victime ou ses représentants jouissent de plein droit, pour le recouvrement de cette créance, du bénéfice de l'assistance judiciaire. Cette créance est garantie par le privilège de l'article 2101 du Code civil et y figure sous le n° 6.

ART. 33. — L'action en indemnité prévue par les dispositions qui précèdent se prescrit par un an, à dater du jour de l'accident.

ART. 34. — Le chef d'entreprise, la victime ou ses ayants droit et la circonscription peuvent se pourvoir auprès du tribunal arbitral, pendant une période de trois ans à dater de la décision définitive, pour obtenir, en cas d'amélioration ou d'aggravation de l'état du blessé, une modification de l'indemnité primitivement et, en cas de décès, la révision de l'indemnité primitivement allouée.

ART. 35. — Les victimes d'accidents dont le salaire est supérieur à 2.000 francs, ou leurs représentants, peuvent porter leur demande en indemnité contre le chef d'entreprise soit devant le tribunal arbitral, dans la mesure fixée par l'article 2, soit devant toute autre juridiction, conformément aux règles du droit commun.

Toutefois, quand une juridiction a été compétemment saisie, ils ne sont plus recevables à en saisir une autre.

Les victimes d'accidents dont le salaire ne dépasse pas 2.000 francs, ou leurs représentants, ne peuvent intenter contre le chef d'entreprise que les actions en indemnité prévues par la présente loi.

ART. 36. — La victime ou ses ayants droit conservent contre les auteurs de l'accident autres que le chef d'entreprise le droit à réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun, sans que les dommages et intérêts ainsi obtenus puissent se cumuler avec les indemnités fixées aux articles 3 et suivants.

En ce cas, la circonscription ou les chefs d'entreprise assurés, conformément au titre VIII, ne sont tenus des indemnités de la présente loi qu'autant qu'elles sont supérieures au montant des dommages-intérêts mis à la charge des auteurs de l'accident et seulement pour la part dépassant le montant de ces dommages-intérêts.

Lorsque les dommages-intérêts ainsi alloués consistent en un capital, il y a lieu, pour déterminer la partie de l'indemnité restant due par la circonscription ou les chefs d'entreprise, de calculer, conformément à l'article 73, la pension viagère à laquelle correspond ce capital.

ART. 81. — Toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit.

TEXTE DE LA LOI

TITRE PREMIER. — *Indemnités en cas d'accidents.*

ART. 1^{er}. — Les accidents survenus par le fait du travail, ou à l'occasion du travail aux ouvriers et employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines, minières, carrières et, en outre, dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives, ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux, donnent droit, au profit de la victime ou de ses représentants, à une indemnité à la charge du chef d'entreprise, à la condition que l'interruption de travail ait duré plus de quatre jours.

Les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire ne pourront être assujettis à la présente loi par le fait de la collaboration accidentelle d'un ou de plusieurs de leurs camarades.

ART. 2. — Les ouvriers et employés désignés à l'article précédent ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi.

Ceux dont le salaire annuel dépasse deux mille quatre cents francs (2.400 fr.) ne bénéficient de ces dispositions que jusqu'à concurrence de cette somme. Pour le surplus, ils n'ont droit qu'au quart des rentes ou indemnités stipulées à l'article 3, à moins de conventions contraires quant au chiffre de la quotité.

ART. 3. — Dans les cas prévus à l'article 1^{er}, l'ouvrier ou l'employé a droit :

Pour l'incapacité absolue et permanente, à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel ;

Pour l'incapacité partielle et permanente, à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire ;

Pour l'incapacité temporaire, à une indemnité journalière égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident, si l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours et à partir du cinquième jour.

Lorsque l'accident est suivi de mort, une pension est servie aux personnes ci-après désignées à partir du décès, dans les conditions suivantes :

A. — Une rente viagère égale à 20 0/0 du salaire annuel de la victime, pour le conjoint survivant, non divorcé ou séparé de corps, à la condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident.

En cas de nouveau mariage, le conjoint cesse d'avoir droit à la rente mentionnée ci-dessus ; il lui sera alloué, dans ce cas, le triple de cette rente à titre d'indemnité totale.

B. — Pour les enfants, légitimes ou naturels, reconnus avant l'accident, orphelins de père ou de mère, âgés de moins de 16 ans, une rente calculée sur le salaire annuel de la victime à raison de 15 0/0 de ce salaire s'il n'y a qu'un enfant, de 25 0/0 s'il y en a deux, de 35 0/0 s'il y en a trois, et 40 0/0 s'il y en a quatre ou un plus grand nombre.

Pour les enfants orphelins de père et de mère, la rente est portée pour chacun d'eux à 20 0/0 du salaire.

L'ensemble de ces rentes ne peut, dans le premier cas, dépasser 40 0/0 du salaire, ni 60 0/0 dans le second.

C. — Si la victime n'a ni conjoint ni enfant dans les termes des paragraphes *A* et *B*, chacun des ascendants et descendants qui était à sa charge recevra une rente viagère pour les ascendants, et payable jusqu'à 16 ans pour les descendants. Cette rente sera égale à 10 0/0 du salaire annuel de la victime, sans que le montant total des rentes ainsi allouées puisse dépasser 30 0/0.

Chacune des rentes prévues par le paragraphe C est, le cas échéant, réduite proportionnellement.

Les rentes constituées en vertu de la présente loi sont payables par trimestre ; elles sont incessibles et insaisissables.

Les ouvriers étrangers, victimes d'accidents, qui cesseront de résider sur le territoire français recevront pour toute indemnité, un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée.

Les représentants d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français.

ART. 4. — Le chef d'entreprise supporte en outre les frais médicaux et pharmaceutiques et les frais funéraires. Ces derniers sont évalués à la somme de cent francs (100 fr.) au maximum.

Quant aux frais médicaux et pharmaceutiques, si la victime a fait choix elle-même de son médecin, le chef d'entreprise ne peut être tenu que jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge de paix du canton, conformément aux tarifs adoptés dans chaque département pour l'assistance médicale gratuite.

ART. 5. — Les chefs d'entreprise peuvent se décharger, pendant les 30, 60 ou 90 premiers jours à partir de l'accident, de l'obligation de payer aux victimes les frais de maladie et l'indemnité temporaire, ou une partie seulement de cette indemnité, comme il est spécifié ci-après, s'ils justifient :

1° Qu'ils ont affilié leurs ouvriers à des sociétés de secours mutuels et pris à leur charge une quote-part de la cotisation qui aurait été déterminée d'un commun accord, en se conformant aux statuts-type approuvés par le ministre compétent, mais qui ne devra pas être inférieure au tiers de cette cotisation ;

2° Que ces sociétés assurent à leurs membres, en cas de blessures, pendant 30, 60 ou 90 jours, les soins médicaux et pharmaceutiques et une indemnité journalière.

Si l'indemnité journalière servie par la société est inférieure à la moitié du salaire quotidien de la victime, le chef d'entreprise est tenu de lui verser la différence.

ART. 6. — Les exploitants de mines minières et carrières peu-

vent se décharger des frais et indemnités mentionnés à l'article précédent, moyennant une subvention annuelle versée aux caisses sociétés de secours constituées dans ces entreprises en vertu de la loi du 29 juin 1894.

Le montant et les conditions de cette subvention devront être acceptés par la société et approuvés par le ministre des travaux publics.

Ces deux dispositions seront applicables à tous autres chefs d'industrie qui auront créé en faveur de leurs ouvriers des caisses particulières de secours, en conformité du titre III de la loi du 29 juin 1894. L'approbation prévue ci-dessus sera, en ce qui les concerne, donnée par le Ministre du commerce et de l'industrie.

ART. 7. — Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime ou ses représentants conservent contre les auteurs de l'accident autres que le patron ou ses ouvriers et préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun.

L'indemnité qui leur sera allouée exonérera à due concurrence le chef d'entreprise des obligations mises à sa charge.

Cette action contre les tiers responsables pourra même être exercée par le chef d'entreprise, à ses risques et périls, aux lieu et place de la victime ou de ses ayants droit, si ceux-ci négligent d'en faire usage.

ART. 8. — Le salaire qui servira de base à la fixation de l'indemnité allouée à l'ouvrier âgé de moins de 16 ans, ou à l'apprenti victime d'un accident, ne sera pas inférieur au salaire le plus bas des ouvriers valides de la même catégorie occupés dans l'entreprise.

Toutefois, dans le cas d'incapacité temporaire, l'indemnité de l'ouvrier âgé de moins de 16 ans ne pourra pas dépasser le montant de son salaire.

ART. 9. — Lors du règlement définitif de la rente viagère, après le délai de révision prévu à l'article 19, la victime peut demander que le quart au plus du capital nécessaire à l'établissement de cette rente, calculé d'après les tarifs dressés pour les victimes

d'accidents par la Caisse des retraites pour la vieillesse, lui soit attribué en espèces.

Elle peut aussi demander que ce capital, ou ce capital réduit du quart au plus comme il vient d'être dit, serve à constituer sur sa tête une rente viagère réversible, pour moitié au plus, sur la tête de son conjoint. Dans ce cas, la rente viagère sera diminuée de façon qu'il ne résulte de la réversibilité aucune augmentation de charges pour le chef d'entreprise.

Le tribunal, en chambre du conseil, statuera sur ces demandes.

ART. 10. — Le salaire servant de base à la fixation des rentes s'entend, pour l'ouvrier occupé dans l'entreprise pendant les douze mois écoulés avant l'accident, de la rémunération effective qui lui a été allouée pendant ce temps, soit en argent, soit en nature.

Pour les ouvriers occupés pendant moins de douze mois avant l'accident, il doit s'entendre de la rémunération, effective qu'ils ont reçue depuis leur entrée dans l'entreprise, augmentée de la rémunération moyenne qu'ont reçue, pendant la période nécessaire pour compléter les douze mois, les ouvriers de la même catégorie.

Si le travail n'est pas continu, le salaire annuel est calculé tant d'après la rémunération reçue pendant la période d'activité que d'après le gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année.

TITRE II. — *Déclaration des accidents et enquêtes.*

ART. 11. — Tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit être déclaré, dans les 48 heures, par le chef d'entreprise ou ses préposés, au maire de la commune qui en dresse procès-verbal.

Cette déclaration doit contenir les noms et adresses des témoins de l'accident. Il y est joint un certificat de médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

La même déclaration pourra être faite par la victime ou ses représentants

Récépissé de la déclaration et du certificat du médecin est remis par le maire au déclarant.

Avis de l'accident est donné immédiatement par le maire à l'inspecteur divisionnaire ou départemental du travail, ou à l'ingénieur ordinaire des mines chargé de la surveillance de l'entreprise.

L'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 et l'article 11 de la loi du 12 juin 1893 cessent d'être applicables dans les cas visés par la présente loi.

ART. 12. — Lorsque, d'après le certificat médical, la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle de travail, le maire transmet immédiatement copie de la déclaration et le certificat médical au juge de paix du canton où l'accident s'est produit.

Dans les vingt-quatre heures de la réception de cet avis, le juge de paix procède à une enquête à l'effet de rechercher :

1° La cause, la nature et les circonstances de l'accident ;

2° Les personnes victimes et le lieu où elles se trouvent ;

3° La nature des lésions ;

4° Les ayants droit pouvant, le cas échéant, prétendre à une indemnité ;

5° Le salaire quotidien et le salaire annuel des victimes.

ART. 13. — L'enquête a lieu contradictoirement, dans les formes prescrites par les articles 35, 36, 37, 38 et 39 du Code de procédure civile, en présence des parties intéressées ou celles-ci convoquées d'urgence par lettre recommandée.

Le juge de paix doit se transporter auprès de la victime de l'accident qui se trouve dans l'impossibilité d'assister à l'enquête.

Lorsque le certificat médical ne lui paraîtra pas suffisant, le juge de paix pourra désigner un médecin pour examiner le blessé.

Il peut aussi commettre un expert pour l'assister dans l'enquête.

Il n'y a pas lieu, toutefois, à nomination d'expert dans les entreprises administrativement surveillées, ni dans celles de l'Etat,

placées sous le contrôle d'un service distinct du service de gestion ni dans les établissements nationaux où s'effectuent des travaux que la sécurité publique oblige à tenir secrets. Dans ces divers cas, les fonctionnaires chargés de la surveillance ou du contrôle de ces établissements ou entreprises et, en ce qui concerne les exploitations minières, les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, transmettent au juge de paix, pour être joint au procès-verbal d'enquête, un exemplaire de leur rapport.

Sauf les cas d'impossibilité matérielle dûment constatés dans le procès-verbal, l'enquête doit être close dans le plus bref délai, et, au plus tard, dans les dix jours à partir de l'accident. Le juge de paix avertit, par lettre recommandée, les parties, de la clôture de l'enquête et du dépôt de la minute au greffe, où elles pourront, pendant un délai de cinq jours, en prendre connaissance et s'en faire délivrer une expédition, affranchie du timbre et de l'enregistrement. A l'expiration de ce délai de cinq jours, le dossier de l'enquête est transmis au président du Tribunal civil de l'arrondissement.

ART. 14. — Sont punis d'une amende de un à quinze francs (1 à 15 fr.) les chefs d'industrie ou leurs préposés qui ont contrevenu aux dispositions de l'article 11.

En cas de récidive dans l'année, l'amende peut être élevée de seize à trois cents francs (16 à 300 fr.).

L'article 453 du Code pénal est applicable aux contraventions prévues par le présent article.

TITRE III. — *Compétence. — Juridiction. — Procédure.* *Revision.*

ART. 15. — Les contestations entre les victimes d'accidents et les chefs d'entreprise, relatives aux frais funéraires, aux frais de maladies ou aux indemnités temporaires, sont jugées en dernier ressort par le juge de paix du canton où l'accident s'est produit à quelque chiffre que la demande puisse s'élever.

ART. 16. — En ce qui touche les autres indemnités prévues par

la présente loi, le président du tribunal de l'arrondissement convoque dans les cinq jours, à partir de la transmission du dossier, la victime ou ses ayants droit et le chef d'entreprise qui peut se faire représenter.

S'il y a accord des parties intéressées, l'indemnité est définitivement fixée par l'ordonnance du président, qui donne acte de cet accord.

Si l'accord n'a pas lieu, l'affaire est renvoyée devant le tribunal qui statue comme en matière sommaire, conformément au titre XXIV du livre II du Code de procédure civile.

Si la cause n'est pas en état, le tribunal surseoit à statuer et l'indemnité temporaire continuera à être servie jusqu'à la décision définitive.

Le tribunal pourra condamner le chef d'entreprise à payer une provision, sa décision sur ce point sera exécutoire nonobstant appel.

ART. 17. — Les jugements rendus en vertu de la présente loi sont susceptibles d'appel selon les règles du droit commun. Toutefois l'appel devra être interjeté dans les quinze jours de la date du jugement s'il est contradictoire et, s'il est par défaut, dans la quinzaine à partir du jour où l'opposition ne sera plus recevable.

L'opposition ne sera plus recevable en cas de jugement par défaut contre partie, lorsque le jugement aura été signifié à personne, passé le délai de quinze jours à partir de cette signification.

La Cour statuera d'urgence dans le mois de l'acte d'appel. Les parties pourront se pourvoir en cassation.

ART. 18. — L'action en indemnité prévue par la présente loi se prescrit par un an à dater du jour de l'accident.

ART. 19. — La demande en révision de l'indemnité fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime ou son décès par suite des conséquences de l'accident, est ouverte pendant trois ans à dater de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision définitive.

Le titre de pension n'est remis à la victime qu'à l'expiration des trois ans.

ART. 20. — Aucune des indemnités déterminées par la présente loi ne peut être attribuée à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident.

Le tribunal a le droit, s'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, de diminuer la pension fixée au titre I^{er}.

Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à la faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est substitués dans la direction, l'indemnité pourra être majorée, mais sans que la rente ou le total des rentes allouées puisse dépasser soit la réduction soit le montant du salaire annuel.

ART. 21. — Les parties peuvent toujours après détermination du chiffre de l'indemnité due à la victime de l'accident, décider que le service de la pension sera suspendu et remplacé, tant que l'accord subsistera, par tout autre mode de réparation.

Sauf dans le cas prévu à l'article 3, § A, la pension ne pourra être remplacée par le paiement d'un capital que si elle n'est pas supérieure à 100 francs.

ART. 22. — Le bénéfice de l'assistance judiciaire est accordé de plein droit, sur le visa du procureur de la République, à la victime de l'accident ou à ses ayants droit devant le tribunal.

A cet effet, le président du tribunal adresse au procureur de la République, dans les trois jours de la comparution des parties prévue par l'article 16, un extrait de son procès-verbal de non-conciliation ; il y joint les pièces de l'affaire.

Le procureur de la République procède comme il est prescrit à l'article 13 (§ 2 et suiv.) de la loi du 22 janvier 1851.

Le bénéfice de l'assistance judiciaire s'étend de plein droit aux instances devant le juge de paix, à tous les actes d'exécution mobilière et immobilière, à toute contestation incidente à l'exécution des décisions judiciaires.

TITRE IV. — *Garanties.*

ART. 23. — La créance de la victime de l'accident ou de ses ayants droit relative aux frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires, ainsi qu'aux indemnités allouées à la suite de l'incapacité temporaire de travail, est garantie par le privilège de l'article 2101 du Code civil et y sera inscrite sous le n° 6.

Le paiement des indemnités pour incapacité permanente de travail ou accidents suivis de mort est garanti conformément aux dispositions des articles suivants.

ART. 24. — A défaut, soit par les chefs d'entreprise débiteurs, soit par les sociétés d'assurances à primes fixes ou mutuelles, ou les syndicats de garantie liant solidairement tous leurs adhérents, de s'acquitter, au moment de leur exigibilité, des indemnités mises à leur charge à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail, le paiement en sera assuré aux intéressés par les soins de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, au moyen d'un fonds spécial de garantie constitué comme il va être dit et dont la gestion sera confiée à ladite caisse.

ART. 25. — Pour la constitution du fonds spécial de garantie, il sera ajouté au principal de la contribution des patentes des industriels visés par l'article premier, quatre centimes (0 fr. 04) additionnels. Il sera perçu sur les mines une taxe de cinq centimes (0 fr. 05) par hectare concédé.

Ces taxes pourront, suivant les besoins, être majorées ou réduites par la loi de finances.

ART. 26. — La Caisse nationale des retraites exercera un recours contre les chefs d'entreprise débiteurs, pour le compte desquels des sommes auront été payées par elle, conformément aux dispositions qui précèdent.

En cas d'assurance du chef d'entreprise, elle jouira, pour le remboursement de ces avances, du privilège de l'article 2102 du Code civil sur l'indemnité due par l'assureur, et n'aura plus de recours contre le chef d'entreprise.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'organisation et de fonctionnement du service conféré par les dispositions précédentes à la Caisse nationale des retraites, et, notamment, les formes à du recours exercer contre les chefs d'entreprise débiteurs ou les sociétés d'assurances et les syndicats de garantie, ainsi que les conditions dans lesquelles les victimes d'accidents ou leurs ayants droit seront admis à réclamer à la caisse le paiement de leurs indemnités.

Les décisions judiciaires n'emporteront hypothèque que si elles sont rendues au profit de la caisse des retraites exerçant son recours contre les chefs d'entreprise ou les Compagnies d'assurances.

ART. 27. — Les Compagnies d'assurances mutuelles ou à primes fixes contre les accidents, françaises ou étrangères, sont soumises à la surveillance et au contrôle de l'Etat et astreintes à constituer des réserves ou cautionnements dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique.

Le montant des réserves ou cautionnements sera affecté par ce privilège au paiement des pensions et indemnités.

Les syndicats de garantie seront soumis à la même surveillance et un règlement d'administration publique déterminer les conditions de leur création et de leur fonctionnement.

Les frais de toute nature résultant de la surveillance et du contrôle seront couverts au moyen de contributions proportionnelles au montant des réserves ou cautionnements, et fixés annuellement, pour chaque compagnie ou association, par arrêté du ministre du commerce.

ART. 28. — Le versement du capital représentatif des pensions allouées en vertu de la présente loi ne peut être exigé des débiteurs.

Toutefois, les débiteurs qui désireront se libérer en une fois pourront verser le capital représentatif de ces pensions à la Caisse nationale des retraites, qui établira à cet effet, dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un tarif tenant compte de la mortalité des victimes d'accidents et de leurs ayants droit.

Lorsqu'un chef d'entreprise cesse son industrie, soit volontai-

rement, soit par décès, liquidation judiciaire ou faillite, soit par cession d'établissement, le capital représentatif des pensions à sa charge devient exigible de plein droit et sera versé à la Caisse nationale des retraites. Ce capital sera déterminé au jour de son exigibilité, d'après le tarif visé au paragraphe précédent.

Toutefois, le chef d'entreprise ou ses ayants droit peuvent être exonérés du versement de ce capital, s'ils fournissent des garanties qui seront à déterminer par un règlement d'administration publique.

TITRE V. — *Dispositions générales.*

ART. 29. — Les procès-verbaux, certificats, actes de notoriété, significations, jugements et autres actes faits ou rendus en vertu et pour l'exécution de la présente loi, sont délivrés gratuitement, visés pour timbre et enregistrés gratis lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement.

Dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un décret déterminera les émoluments des greffiers de justice de paix pour leur assistance et la rédaction des actes de notoriété, procès-verbaux, certificats, significations, jugements, envois de lettres recommandées, extraits, dépôts de la minute d'enquête au greffe, et pour tous les actes nécessités par l'application de la présente loi ainsi que les frais de transport auprès des victimes et d'enquête sur place.

ART. 30. — Toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit.

ART. 31. — Les chefs d'entreprise sont tenus, sous peine d'une amende de un à quinze francs (1 à 15 fr.) de faire afficher dans chaque atelier la présente loi et les règlements d'administration relatifs à son exécution.

En cas de récidive dans la même année, l'amende sera de seize à cent francs (16 à 100 fr.).

Les infractions aux dispositions des articles 11 et 31 pourront être constatées par les inspecteurs du travail.

ART. 32. — Il n'est point dérogé aux lois, ordonnances et règlements concernant les pensions des ouvriers, apprentis et journaliers appartenant aux ateliers de la marine et celles des ouvriers immatriculés de manufactures d'armes dépendant du ministère de la guerre.

ART. 33. — La présente loi ne sera applicable que trois mois après la publication officielle des décrets d'administration publique qui doivent en régler l'exécution.

ART. 34. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles la présente loi pourra être appliquée à l'Algérie et aux colonies.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	1

PREMIÈRE PARTIE

AVANT-PROPOS	7
------------------------	---

CHAPITRE PREMIER

Le renversement du fardeau de la preuve (premier projet de la commission).

§ 1. — Coup d'œil sur la législation antérieure : ses défauts. — La proposition de M. Martin-Nadaud : erreur commise par lui. — Amendement de M. Alfred Girard. — Proposition de M. Peulevey : introduction de l'idée du droit à la réparation indépendamment de l'existence d'une faute. — Proposition de M. Félix Faure : apparition de la théorie du risque profes- sionnel : motif de son introduction. — Proposition Henry Maret	9
§ 2. — Résumé des projets présentés ; leur division en deux groupes : renversement de la preuve, risque professionnel. — Débat devant la Chambre des députés : griefs de MM. Peule- vey et Félix Faure contre le projet de la commission ; réponse du rapporteur. — Ajournement du projet de la commission.	28

CHAPITRE II

Adoption partielle de la théorie du risque professionnel.

§ 1. — Deuxième projet de la commission : adoption partielle du risque professionnel. — Exceptions des faits criminels et délictueux : sanction pénale nécessaire. — Nullité des conven- tions contraires : sens de cette disposition. — Débat devant la Chambre ; renvoi du projet à la commission : motif.	36
--	----

- § 2. — Troisième projet de la commission : retour en arrière. — Adoptions cumulées des systèmes du renversement de la preuve et du risque professionnel. — Discussion devant la Chambre : suppression des articles 1 et 5 ; motifs. — Choix laissé à la victime entre le droit commun et la loi spéciale : exercices cumulés des deux actions. — Nullité des conventions contraires : article 10, sens restrictif et insuffisant donné par la commission et par la Chambre. — Idée dominante du projet de loi. — Adoption du projet en première lecture. . . 47
- § 3. — Arrêt subit dans la discussion de la loi : ses causes. — Les différents projets présentés : Pourquoi ils ne furent pas adoptés par la commission. — Quatrième projet de la commission : changement de principe important : adoption presque intégrale du risque professionnel, usage exceptionnel du droit commun. — Suppression de l'article 1384 du Code civil. — Condition d'exercice de l'article 1382 du Code civil. — Débats devant la Chambre ; les efforts pour la suppression du droit commun. — Réponse du rapporteur. — Retour en arrière proposé par le président du conseil ; réplique du rapporteur. — Adoption du projet en première lecture. — Article 27 : son adoption sans discussion ; opinion de M. Duché, rapporteur. — Discussion en deuxième lecture. — Article 13 : modification de principe. — Actions contre les tiers : amendements de MM. Fairé et Bernard. — Nouvelle restriction à l'exercice de l'action de droit commun. — Adoption du projet de loi : son importance 59

CHAPITRE III

Adoption exclusive de la théorie du risque professionnel.

- § 1. — Le projet de loi devant le Sénat : son adoption par la commission et son rejet par le Sénat. — Retour au projet de 1883 : faute légère et faute lourde. — Dépôts devant la Chambre d'un nouveau projet et de nouvelles propositions. — Résultat des travaux de la commission de la Chambre : adoption complète du risque professionnel. — Exclusion du droit commun (art. 35). 106
- § 2. — Manque d'intérêt des débats devant le Sénat : le projet du 24 mars 1896. — Sa transformation par la Chambre : maintien de l'exclusion du droit commun (art. 2). — Adop-

tion du principe par le Sénat : explications du rapporteur et du président de la commission. — Nullité des conventions contraires.	119
--	-----

DEUXIÈME PARTIE

Le système adopté par la loi du 9 avril 1898. — Ses trois éléments : risque professionnel, forfait et transaction. — Division de notre étude.	141
---	-----

CHAPITRE PREMIER

Actions exercées par la victime ou ses représentants.

§ 1. — <i>Actions dirigées contre le chef d'entreprise. — Section I : Fait intentionnel du patron. — Sa rareté. — I. Opinion de M. Sachet sur le droit de la victime ; crime et fait intentionnel, action pénale et action civile. — Confusion de ces deux idées : application de la loi de 1898 ; recours contre le patron (art. 1382). — II. Application de l'idée de dol : conséquences, le droit commun seul applicable. — III. Refus du caractère d'accident à l'acte intentionnel ; motifs. — Conception du risque professionnel, comparaison avec l'assurance ; historique. — Section II : Faute du patron. — Application pure et simple de la loi. — Distinction entre l'accident proprement dit et les actes indépendants. — Section III : Actions contractuelles. — I. Prohibition de l'article 30. — Etendue de cette prohibition. — Quid quand les conventions accordent une indemnité supérieure ? — Nullité de ces conventions ; motifs. — II. Les pensions de retraites. — Période antérieure à la loi du 5 avril 1910. — Cumul des pensions d'invalidité. — Conventions antérieures à la loi de 1898 ; conventions postérieures. — Contributions patronales, ouvrières et mixtes. — Jurisprudence de la Cour de cassation. — Les innovations de la loi du 5 avril 1910</i>	151
§ 2. — <i>Actions exercées contre les préposés du chef d'entreprise. — Fait intentionnel : système de M. Sachet. — Solution équitable à laquelle il conduit. — Inconvénient de l'introduction de l'idée de dol. — Cas dans lequel le dol existe réellement. Assimilation du préposé au tiers. — Défaut de jurisprudence sur la question : son motif.</i>	187
§ 3. — <i>Actions contre les tiers. — A. De la qualité du tiers aux</i>	

termes de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898. — Conflit entre les Cours d'appel et la Cour de cassation : motifs invoqués par cette dernière. — Conclusions de M. le procureur général Baudouin. — Note de M. Dupuich. — Le tiers est celui qui n'est lié par aucun contrat de travail. — Qui peut exercer le recours. — Forme et procédure de l'action. — Fixation de l'indemnité	193
---	-----

CHAPITRE II

Actions du patron.

§ 1. — Actions exercées contre la victime : en vertu de l'article 1382 ; en vertu d'une convention. — § 2. — Actions exercées contre les préposés. — § 3. — Actions dirigées contre les tiers : forme et procédure ; fixation de l'indemnité.	227
---	-----

CHAPITRE III

Actions des tiers.

Médecins	238
Assureurs.	240
Intermédiaires.	240

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)
